RAPPORT DE LA MISSION EXPLORATOIRE EN VUE DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES DU 8 AVRIL 2005 EN REPUBLIQUE DE DJIBOUTI (22 au 27 mars 2005)

INTRODUCTION

A la demande formulée par les autorités de la République de Djibouti, et dans le cadre de l'engagement traditionnel de la Francophonie en accompagnement du processus de consolidation de la démocratie dans ce pays, S.E.M. Abdou DIOUF, Secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie, a décidé de l'envoi en République de Djibouti d'une Mission exploratoire en vue des élections présidentielles prévues le 8 avril 2005.

Cette mission exploratoire était composée des personnalités suivantes :

- Maître Saleck OULD ABDEL JELIL, Premier Vice-président du Sénat de Mauritanie, Chef de Mission ;
- Monsieur Stanislas ZALINSKI, expert électoral, consultant à la Délégation aux Droits de l'Homme et à la Démocratie, membre de la Mission.

La Mission a bénéficié de l'assistance de Monsieur Andrianaivo Ravelona RAJAONA, Responsable de projets à la Délégation aux Droits de l'Homme et à la Démocratie.

I – GENESE DE LA MISSION

La Mission exploratoire a séjourné à Djibouti du 22 au 27 mars 2005. L'arrivée de la mission s'est effectuée en deux temps. Monsieur Stanislas ZALINSKI est arrivé à Djibouti le 22 mars 2005, suivi le 24 mars par Maître Saleck OULD ABDEL JELIL, Chef de la Mission et par Monsieur Andrianaivo Ravelona RAJAONA.

Cette Mission exploratoire avait pour mandat, conformément aux « Principes directeurs devant guider l'envoi d'une mission d'observation des élections » et à la grille d'observation et d'évaluation que constitue la Déclaration de Bamako, de :

- rencontrer les autorités politiques et administratives, ainsi que les responsables d'institutions, des partis politiques, des médias et de la société civile impliqués dans le processus électoral, afin d'évaluer l'état des préparatifs du scrutin ;
- collecter les textes et documents afférents à l'élection du 8 avril 2005 (Constitution, lois électorales, lois sur les médias, déclarations, statut et programme des partis politiques...);
- analyser le contexte et l'environnement politiques
- examiner les mesures et dispositions déjà prises ou en voie de l'être, en vue de la tenue d'élections libres, fiables et transparentes ;
- formuler des recommandations pertinentes pour répondre aux besoins constatés, eu égard aux ressources et au savoir faire de la Francophonie ;
- faire des recommandations sur l'implication potentielle souhaitable de la Francophonie dans le processus électoral en cours à Djibouti, compte tenu de ses valeurs et de ses principes.

Afin de remplir le mandat qui lui était assigné, la Mission a adopté une méthodologie reposant sur trois (3) démarches distinctes mais complémentaires : des entretiens conduits auprès des principaux protagonistes du processus électoral en cours ; des visites sur le terrain qui, bien que limitées eu égard le temps très court de séjour de la Mission -Quatre (4) jours- à Djibouti, aurait permis de vérifier matériellement certains points dégagés lors des entretiens ; enfin, une analyse documentaire effectuée en amont et en aval des rencontres et de l'observation sur le terrain pour identifier et circonscrire le dispositif institutionnel encadrant le processus électoral, mais aussi pour la collecte des informations aux fins d'étayer la réflexion suivie.

II – LES ENTRETIENS ET RENCONTRES

1 – Les personnalités rencontrées

Pour mener à bien les tâches d'évaluation de la situation politique prévalant en cette période qui précède l'élection du 8 avril 2005, la Mission a procédé, tout au long de ces quatre journées de séjour à Djibouti, par une série de rencontres avec l'ensemble des acteurs de la vie politique à Djibouti.

La Mission a été reçue en audience par :

- Monsieur Dileita Mohamed Dileita, *Premier ministre et Directeur de campagne du Président candidat Ismaïl Omar Guelleh*;
- Monsieur Idriss Arnaoud Ali, *Président de l'Assemblée nationale et Secrétaire général du Rassemblement Populaire pour le Progrès (RPP)* la principale formation de la coalition gouvernementale;
- Monsieur Omar Chiridon Abass, *Président du Conseil Constitutionnel* ;
- Monsieur Mohamed Hassan Abdillahi, *Secrétaire général du Gouvernement* ;
- Monsieur Mohamed Ali Youssouf, *Ministre délégué auprès du Ministre des affaires étrangères, chargé de la coopération internationale, Ministre des affaires étrangères par intérim* ;

- Monsieur Abdoukader Doualeh Waiss, *Ministre de l'Intérieur et de la décentralisation* ; accompagné par Monsieur Guedda Mohamed Ahmed, *Secrétaire général du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation* ;
- Monsieur Abdoukader Bamakhrama, *Ministre de la communication et de la culture, chargé des postes et télécommunication, porte-parole du gouvernement* ;
- MM. Ali Ismail Yabeh, *Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)* et Abdi Ismaël Hersi, *membre permanent de la CENI* ;
- Monsieur Ahmed Samireh Omar, *Commissaire de la République, chef du District de Djibouti* ;
- Monsieur Philippe Selz, *Ambassadeur de France en République de Djibouti*.

Elle a eu des entretiens avec les dirigeants des partis politiques membres de la coalition de l'opposition, l'Union pour l'Alternance Démocratique (UAD) : MM. Ismail Guedi Hared, *Président de l'Union pour la Justice et le Développement (UDJ)*, *Président de l'UAD* ; Souleiman Farah Lodon, *Vice-président et Président par intérim du Mouvement pour le Renouveau Démocratique (MRD)* ; Ahmed Youssouf, *Président de l'Alliance Républicaine pour le Développement (ARD)*. Monsieur Ali Mahamade, *Directeur de publication de l'hebdomadaire « Réalité »*, organe proche de l'UAD s'étant associé aux dirigeants de la coalition de l'opposition.

La Mission s'est aussi entretenue avec MM Mohamed Daoud Chehem, *Président du Parti Djiboutien pour le Développement (PDD)* et Ibrahim Daoud Chehem, *Président de l'Union des Partisans de la Réforme (UPR)*..

La délégation de la Francophonie a, en outre, consulté des membres de la société civile. C'est ainsi qu'elle a été reçue par Monsieur Youssouf Mohamed Eusman, le *premier vice-président, président par intérim de la Chambre de Commerce de Djibouti*, entouré par des cadres de la chambre consulaire conduits par Monsieur Jean-Pierre Courtouis, *Conseiller du Président de la Chambre de commerce*. Elle s'est également entretenue avec Monsieur Abdourachid Idriss Nour, *Directeur des journaux La Nation et Al Qarn*.

L'analyse du contexte et de l'environnement politiques a été complétée par des visites sur le terrain, qui ont permis aux membres de la délégation d'une part, de constater de visu les conditions de la tenue du premier meeting tenu par le candidat Ismail Omar Guelleh sur le site du complexe de Doraleh, le premier jour de la campagne électorale ; et de vérifier le mode de fonctionnement du centre de distribution de cartes d'électeurs du Quartier Nord du District de Djibouti.

Il est enfin à signaler que la délégation de la Francophonie, à son initiative, a pu échanger avec les membres d'une mission d'évaluation de la situation politique à Djibouti à la veille des élections du 8 avril, forte de trois (3) personnes, dépêchée par l'« *International Republican Institute* », une ONG américaine conduite par Madame Lange Schermerhorn, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Djibouti.

2 – Le relevé des entretiens

2.1. *La Mission tient, tout d'abord, à souligner la qualité de l'accueil* que lui ont réservé toutes les personnalités auprès desquelles une demande d'audience a été faite. Malgré les demandes tardives (moins de deux jours), aucune personnalité n'a refusé de recevoir la Mission.

2.2. *La teneur de ces entretiens a surtout porté sur des explications apportées par les principaux responsables de l'Etat sur le caractère atypique des élections du 8 avril 2005, ses raisons et ses conséquences.* Car il n'est pas fréquent qu'une compétition électorale se déroule avec un seul candidat qui sollicite les suffrages de l'électorat.

Pour Monsieur Mohamed Ali Youssouf, *Ministre délégué auprès du Ministre des affaires étrangères, chargé de la coopération internationale, Ministre des affaires étrangères par intérim*, les véritables raisons qui sont à l'origine de cette consultation, apparemment quasi-plébiscitaire, méritent d'être expliquées à l'opinion publique internationale pour éviter tout malentendu et tout quiproquo. Cette situation, qui embarrasse le pouvoir, souligne-t-il, en est une de fait créée par l'opposition elle-même, de manière volontaire et délibérée, pour discréditer les pouvoirs publics. Pour Monsieur Abdoukader Doualeh Waiss, le *Ministre de l'Intérieur*, c'est une situation circonstancielle voulue, dans un dessein de calcul politicien, par la coalition des partis de l'opposition et dont la finalité est double : jeter le doute sur la fiabilité du processus électoral et entretenir la suspicion d'une mauvaise gouvernance à l'endroit du pouvoir. Une opinion, partagée par tous les responsables politiques de la coalition au pouvoir, rejointe par les Présidents du Conseil Constitutionnel et de la CENI.

Telle situation confère alors à la consultation un autre intérêt. Le véritable enjeu est devenu celui de la participation selon les explications du *Ministre de la communication*. Elle déterminera la légitimité de ces élections et, partant, celui, pour l'avenir, du *Président-candidat Ismaïl Omar Gelleh*, ont souligné le *Premier ministre* et le *Ministre de l'Intérieur*.

Mais, au-delà de la dimension purement factuelle de l'évènement, note le *Secrétaire général du gouvernement*, la candidature unique du *Président Ismaïl Omar Guelleh* ne doit faire oublier que Djibouti a toujours été depuis son indépendance une démocratie électorale dont il faudrait préserver l'esprit. Cet évènement ne doit pas empêcher le peuple djiboutien de continuer à progresser sur la voie difficile de l'approfondissement de la vie démocratique a précisé le *Premier ministre*.

Ce dernier, ainsi que le Ministre de l'Intérieur ont, par ailleurs, souligné, après avoir retracé le cheminement en deux étapes de l'implantation du multipartisme intégral, que cette démarche a été acceptée par tous afin de permettre, après la période du parti unique et celle de la guerre civile, le passage, sans heurt, à une véritable démocratie représentative. Car, selon les Présidents de la Cour Constitutionnelle et de l'Assemblée nationale, le facteur temps n'est pas à négliger. Lui seul permet d'évacuer, en douceur, les vieilles habitudes de la vie politique acquise depuis l'indépendance et qui, du reste, sont fortement connotées par des réflexes d'identification et de solidarité tribaux. Ceux-ci, notent l'Ambassadeur de France, ont longtemps structuré l'espace politique et modulé l'engagement politique des citoyens. Le dépassement de cet horizon ne pouvait se faire sans y être préparé relève le Premier ministre.

2.3. Les différents responsables directs de l'organisation des élections ont, par la suite, présenté la situation.

Dans l'ensemble, affirme le Ministre de l'Intérieur, le calendrier électoral est respecté. Mais, tous les interlocuteurs de la Mission ont, d'emblée, évoqué le problème de la fiabilité de la liste électorale. Malgré les efforts considérables qui ont été consentis par l'administration, et en dépit d'une caution que son informatisation devrait lui conférer, le dispositif en place n'est pas sans faille. En effet, un contrôle effectué par l'administration elle-même a révélé la subsistance de doublons, l'indication de personnes décédées ou qui devraient l'être¹. Cette situation nous a-t-on expliqué est due à diverses raisons : une mauvaise gestion de l'état-civil, les décès n'étant pas toujours reportés sur les cahiers de l'état-civil ; le nomadisme, concernant près de 20% de la population, qui rend aléatoire la détermination de la circonscription électorale d'attache de l'électeur ; ou encore l'inexistence du nom patronymique et l'absence d'une nomenclature officielle de la transcription des noms² qui concourent à la multiplication de l'inscription ou à des difficultés dans l'identification l'électeur lorsqu'il se présente pour se faire inscrire sur la liste électorale. Cette situation, préjudiciable à la fiabilité de la liste électorale, mérite une refonte totale de la liste électorale ont reconnu tous nos interlocuteurs. Cette entreprise n'a pu être effectuée pour la présente consultation a expliqué le Ministre de l'Intérieur, faute de temps (un minimum de deux ans étant à cet requis) de moyens financiers.

Le Premier ministre, en évoquant les préparatifs du scrutin, a insisté sur le souci de transparence qui anime le gouvernement. Le dispositif mis en place, précise-t-il permet à quiconque de procéder à des vérifications, et il regrette que « l'opposition ne joue pas le jeu ».

Pour les membres du gouvernement et des corps constitués (Présidents de l'Assemblée nationale, du Conseil Constitutionnel et de la CENI) qui ont reçu la Mission, cette attitude de l'opposition est à l'égal de leur incapacité à assurer un rôle constructif lequel contribuerait à consolider l'idéal démocratique et à « rendre adulte la jeune démocratie djiboutienne ». A leur dire, l'opposition refuse toute idée de dialogue avec le pouvoir. Elle se complaît dans une rhétorique de revendication et de contestation systématique des initiatives prises par le pouvoir, sans qu'elle ne fasse des propositions alternatives. Et, quand bien même l'opportunité lui est offerte de s'adresser au public par la télévision nationale, selon ses propres conditions, elle s'y refuse³.

2.4. Lors de l'entretien que la Mission a eu avec l'ensemble des dirigeants de l'opposition, ceux-ci ont expliqué que leur participation à toute élection ne serait possible que si les neuf (9) conditions préalables qu'ils ont posées dans un courrier adressé au Président de la République le 9 octobre 2004 ne sont pas satisfaites⁴.

III – L'ETAT DES LIEUX

---

¹ Pour illustrer ses propos, le Commissaire de la République, chef du District de Djibouti, a spontanément fourni à la Mission les statistiques des personnes âgées de 80 ans et plus qui sont inscrites dans le fichier électoral du District de Djibouti, la plus grande circonscription électorale avec un contingent de 100 994 électeurs. On y retrouve recensés 123 électeurs centenaires, 553 âgés de plus de 90 ans et 2 028 octogénaires. Voir le tableau en annexe.

² Le nom du citoyen djiboutien est fait de trois particules. Généralement, le premier reprend le nom du père, le deuxième celui du grand père et le troisième celui de la mère. Par ailleurs, un même nom peut s'écrire différemment. Par exemple, le nom Mohamed peut être transcrit indifféremment, selon le préposé administratif, Mohammed ou Mahomet.

³ Invité à participer à l'émission « Gros plan », l'émission politique vedette diffusée par la Radio Télévision de Djibouti, Monsieur Ismaïl Guedi Hared, dirigeant du parti de l'opposition ARD, ne s'y est pas rendu. Selon le Ministre de la communication toutes les garanties demandées par Monsieur Guedi ont été acceptées, notamment une diffusion en direct de l'émission, mais il s'est désisté au dernier moment. Selon les explications que Monsieur Ismaïl Guedi Hared a fournis à la Mission, son refus de participer à cette émission s'explique par la « publicité tardive qui a été faite de sa participation à celle-ci ».

⁴ Voir infra.

Il est ici proposé de présenter le contexte dans lequel s'inscrivent les élections présidentielles du 8 avril 2005 en République de Djibouti, de faire l'analyse de ses caractéristiques, et enfin de faire l'état de l'avancement des préparatifs du scrutin.

D'emblée, il faut souligner que la nature présidentialisée du régime constitutionnel du 4 septembre 1992 confère à cette échéance électorale une importance majeure pour le système politique et institutionnel de Djibouti.

1 – Le contexte du scrutin

a) Le contexte institutionnel

Les élections présidentielles du 8 avril 2005 constituent, les premières, de cette nature, tenues dans le cadre de la loi du 4 septembre 2002 instaurant le multipartisme intégral. Le cheminement de Djibouti vers ce multipartisme intégral est le produit d'une évolution qu'il conviendrait de rappeler pour bien comprendre son évolution et saisir les particularités du contexte politique dans lequel le scrutin du 8 avril s'insère.

Sans pour autant aller dans le détail de cette évolution, il serait judicieux de rappeler que, suite au conflit armé interne de 1991, la République de Djibouti s'est engagée dans un processus de démocratisation assez marquant caractérisé par :

- L'adoption d'une constitution en septembre 1992 autorisant durant une décennie (jusqu'en septembre 2002) un multipartisme limité à quatre partis politiques ; au delà de cette date, le multipartisme intégral avec un nombre illimité de partis est entré en vigueur ;
- La création d'un Conseil Constitutionnel et l'organisation des premières élections pluralistes (législatives de 1992, présidentielles en 1993).

En décembre 1994, le gouvernement et la rébellion du FRUD (le principal mouvement armé qui a déclenché le conflit) ont signé des accords de paix. Pour consolider cette paix, les autorités politiques se sont attelées, avec l'appui des partenaires au développement, à la démobilisation des forces de police et militaire ; à l'établissement et à la mise en œuvre d'un programme de réhabilitation des zones touchées par le conflit financé par plusieurs partenaires ; et, enfin, à la réinsertion des démobilisés.

Depuis la fin des hostilités, le processus de consolidation démocratique s'est poursuivi avec l'élection à la magistrature suprême d'un nouveau président, M. Ismail Omar Guelleh élu au suffrage universel direct en 1999. Dès lors, une nouvelle volonté politique de réformes démocratiques et institutionnelles s'est engagée. Elle s'est concrétisée par :

- La signature, après quatorze mois de discussions, d'un Accord dit « de réforme et de concorde civile » signé le 12 mai 2001 à Djibouti entre le gouvernement de M. Ismaël Omar Guelleh, Président de la République et Ahmed Dini, Président du FRUD-armé. Cet Accord met un terme à la guerre civile et lie les deux parties sur des questions de développement national et de démocratisation⁵ ;
- l'initiation d'une politique de décentralisation, en application des dispositions de l'Accord de concorde civile, avec la création d'un Ministère chargé de la décentralisation et l'annonce d'une mise en place de conseils régionaux ;
- la mise en place d'une Chambre de comptes et de discipline budgétaire, chargée du contrôle des comptes et des comptables publics ;
- la création du bureau du Médiateur de la République afin de rapprocher l'administration et le citoyen, de mieux garantir la transparence des services publics et pour favoriser une meilleure participation des administrés au bon fonctionnement de l'Administration.

Lors des élections législatives du 10 janvier 2003, les premières tenues dans le cadre de la loi du 4 septembre 2002 instaurant le multipartisme intégral, les quatre partis de la mouvance présidentielle regroupée au sein de l'Union pour la Majorité Présidentielle (UMP), avec 62% des suffrages et en application du mode de scrutin majoritaire de liste à un tour, remporte la totalité des soixante cinq (65) sièges à pourvoir. L'opposition, regroupé au sein de l'Union pour l'Alliance Démocratique (AUD), ralliant à son bénéfice 37 % des voix au niveau national et 45% dans la circonscription de Djibouti, n'obtient aucun siège au Parlement.

Aujourd'hui, le croisement de la nature présidentialisée du régime constitutionnel, renforcée par une représentation monocolorée au parlement, avec une administration territoriale conduite par des Commissaires de la République, chef de District, des fonctionnaires de l'Etat nommés par le Président de la République⁶, débouche sur la non représentation de l'opposition dans toutes les institutions de l'Etat. Cette situation exacerbe chez l'opposition un

---

⁵ Voit le texte de l'Accord en annexe.

⁶ La loi n° 174/AN/02/4^{ème} L du 7 juillet 2002 portant décentralisation et statut des Régions a été adoptée par l'Assemblée nationale et publiée au Journal officiel (texte pouvant être consulté sur le site <http://www.presidence.dj/LESTEXTES/loi174an02.htm>) mais elle n'a pas encore reçu application. Les élections régionales prévues pour se tenir à la fin du mois de décembre 2004 ont, quant à elles, été reportées, pour cause de calendrier électoral, à une échéance non encore déterminée.

sentiment d'exclusion recherchée du jeu politique, monopolisé par la majorité présidentielle. Elle contribue à entretenir un ressentiment très fort d'ingratitude manifesté par les dirigeants de l'opposition qui tous ont eu à exercer des hautes fonctions de responsabilité au sein de l'Etat, et qui se retrouvent actuellement mis hors du jeu institutionnel.

Il est, enfin, à relever que les élections régionales qui étaient prévues pour se tenir en décembre 2004, ont été reportées à une échéance jusqu'à présent non définie.

b) Le contexte politique

Le paysage partisan de Djibouti est marqué par sa bipolarisation, avec deux autres partis évoluant aux extrémités du spectre.

Le premier pôle est constitué par l'Union pour la Majorité Présidentielle (UMP). Elle s'articule autour du Rassemblement Populaire pour le Progrès (RPP) l'ancien parti unique auquel appartient le Président en exercice Ismail Omar Guelleh. L'UMP comprend, en outre, le Front pour la Restauration de l'Unité et la Démocratie (FRUD) dirigé par Ali Mohamed Daoud ; le Parti National Djiboutien (PND) conduit par Aden Robleh Awalleh ; et le Parti Populaire Social Démocrate (PSD) de Moumin Bahdon Farah. Cette coalition domine la vie politique djiboutienne, et est la seule représentée à l'Assemblée nationale, chambre unique du Parlement.

Le second pôle rassemble trois (3) partis de l'opposition, alliés sous l'emblème de l'Union pour l'Alternance Démocratique (UAD). Ces formations de l'opposition s'organisent autour de l' Alliance Républicaine pour le développement (ARD), la formation qui a été créée le 4 octobre 2002 par Ahmed Dini Ahmed, l'ancien Président du FRUD-armé ; et dirigée présentement par Ahmed Youssouf Houmed. Les autres formations de la coalition sont l'Union Djiboutienne pour la Démocratie et la Justice (UDJ), conduit par Ismaël Guedi Hared , ancien Directeur de cabinet de l'ancien Président de la République Hassan Gouled; et le Mouvement pour le Renouveau Démocratique et le Développement (MRD), dont le Président est Daher Ahmed Farah, dit « Daf ».

L'UAD, qui a perdu son ancien leader Ahmed Dini Ahmed, décédé de maladie le 12 septembre 2004, semble aujourd'hui être fortement affectée par l'absence d'un leader charismatique. Ismaël Guedi Hared qui semble avoir repris le leadership de la coalition ne nous semble pas disposer d'une personnalité suffisante pour s'imposer, ni d'une autorité notoire pour mobiliser l'opinion publique.

A la marge de ces deux pôles, il y a deux autres formations qui, sans faire partie des coalitions existantes, peuvent pourtant en être affiliés. Il s'agit, d'une part, du Parti Djiboutien pour le Développement (PDD), exclu de l'UAD, le 5 décembre 2004, « pour violations répétées du principe de collégialité perpétrées, notamment en août et novembre 2004 »⁷. Cette sanction fait suite à la déclaration effectuée par Mohamed Daoud Chehem, le 30 août 2004, de sa volonté de se porter candidat pour les élections présidentielles de 2005, sans avoir consulté ses autres partenaires de l'UAD. A l'analyse, il semblerait que cette sanction procéderait de l'adoption, sans détours, par Mohamed Daoud Chehem d'une posture de prétendant à la succession du leader de l'UAD, Ahmed Dini Ahmed, disparu en octobre 2004. Ses velléités à prendre l'initiative dans l'animation de l'opposition n'ont guère été partagées par les autres leaders de la coalition⁸.

L'autre parti politique ne faisant partie d'aucune des deux coalitions existantes est l'Union des Partisans de la Réforme (UPR). Cette formation est un nouveau parti qui a été officiellement créé le 5 mars 2005.

Ibrahim Chehem Daoud, le Président de ce nouveau parti, fils de Chehem Daoud dirigeant du parti ARD, membre de la coalition de l'opposition récemment décédé, a été le Vice-président du FRUD-armé jusqu'à la création de l'ARD, en 2002, et que des raisons de santé l'avaient empêché, à l'époque, de rejoindre. Ibrahim Chehem Daoud est un fonctionnaire travaillant à la Présidence de la République, sans fonction précise, depuis qu'il a rejoint Djibouti dans le cadre d'une dissidence du FRUD en 1996. En créant l'UPR, Ibrahim Chehem Daoud affirme vouloir prendre ses distances et rompre avec la mouvance présidentielle et la coalition RPP-FRUD, tout en soutenant la politique du gouvernement dirigé par le Président de la République M. Ismaël Omar Guelleh, et de se prononcer en faveur du renouvellement de son mandat.

c) Le contexte social et économique

---

⁷ Voir le texte du communiqué de l'Union pour l'Alternance Démocratique du 5 décembre 2004 en Annexe.

⁸ Malgré son exclusion de l'Union pour l'Alternance Démocratique, Mohamed Daoud Chehem a pensé se porter candidat aux élections du 8 avril 2005. Sa décision de ne pas s'y présenter n'a été rendu public que par un communiqué publié le 7 mars 2005, voir Journal Réalité, n° 129, 9 mars 2005, accessible sur le site <http://www.ard-djibouti.org/dossier/sommaire.html> #

Selon les statistiques convergentes fournies par le ministère djiboutien de l'économie, des finances et de la planification chargé de la privatisation⁹, le Fonds Monétaire International¹⁰ et le PNUD¹¹, la République de Djibouti figure parmi les États extrêmement pauvres sur le plan économique et sur le plan humain.

Au cours des deux dernières décennies, Djibouti a connu une évolution heurtée marquée par une succession de crises politiques (guerres régionales, conflit interne), et de chocs économiques (la sécheresse notamment) qui se sont traduits par une dégradation continue de la compétitivité du pays, de la situation financière et de ses infrastructures économiques et sociales. En conséquence, le revenu par tête a baissé de plus de 25% par rapport à celui de 1984, tandis que le déficit du budget de l'Etat atteignait 10,1% du PIB en 1995. Dans le même sens, les principaux indicateurs du développement humain durable (le taux de scolarisation brut, les taux de mortalité infantile, infanto-juvénile et maternelle, ainsi que celui de l'accès à l'eau potable) enregistraient une dégradation continue.

Pour faire face à cette situation et tenter d'enrayer la dynamique de la pauvreté, le gouvernement a mis en œuvre des réformes dans plusieurs domaines clés, notamment en matière de finances publiques, de la sécurité sociale, pauvreté, le gouvernement s'est engagé en 1996 dans des programmes d'ajustement et de restructuration économique appuyés par les institutions de Bretton-Woods. En 2000, le gouvernement a élaboré un Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) dont les principaux étaient de soutenir la croissance ; développer les ressources humaines, renforcer les filets de sécurité sociale, moderniser l'Etat et promouvoir la bonne gouvernance. La version définitive du DSRP¹² sera adoptée lors d'un forum national en juillet 2003, transmise aux partenaires du développement en premier lieu à La Banque mondiale, initiateur de ce programme.

La lutte contre la pauvreté constitue aujourd'hui le plus grand défi auquel Djibouti se trouve confronter sur le plan du développement. Même si à Djibouti le revenu moyen par habitant est relativement élevé, 780 dollars (alors qu'il n'est que de 510 dollars en moyenne en Afrique sub-saharienne), environ 45 % de la population est pauvre et 10 % de cette population vit dans une extrême pauvreté (qui reflète une situation dans laquelle une personne ne peut acheter la nourriture nécessaire pour assurer un apport calorique minimal). Bien que la pauvreté soit plus aiguë en zones rurales, 52 % des pauvres et 72 % des indigents vivent dans la ville de Djibouti.

La pauvreté est par ailleurs aggravée par la présence d'un grand nombre de réfugiés, qui représentent actuellement 28 % de la population, et qui exercent une pression supplémentaire sur des services sociaux déjà saturés. Il semblerait que la pauvreté s'aggrave en raison des mauvais résultats économiques du pays, de l'augmentation du chômage, et des déséquilibres budgétaires, autant d'éléments qui contribuent à limiter la capacité de l'État à fournir des services essentiels et à honorer ses obligations financières.

En dépit de petites améliorations dans les années 1990, les indicateurs sociaux du pays restent mauvais. En 2001, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire était de 39 %, soit la moitié du taux moyen de scolarisation en Afrique sub-saharienne. Même si les taux d'alphabétisation progressent, 44% des femmes étaient encore analphabètes en 2001. En outre, 32 % seulement des filles d'âge scolaire étaient inscrites à l'école primaire, ce qui montre qu'il y a encore beaucoup à faire pour parvenir à l'égalité des chances d'accès à l'enseignement.

Les indicateurs de santé sont également inférieurs aux normes régionales et la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans est de 26%. Les taux élevés de mortalité maternelle (740 pour 100 000 naissances vivantes) peuvent être largement attribués au taux élevé de fécondité (5,3 enfants par femme en moyenne), à l'anémie provoquée par la malnutrition, et à la pratique très généralisée de la circoncision féminine. En outre, l'incidence des maladies infectieuses comme la tuberculose est très élevée, et le taux de prévalence actuel du SIDA est d'environ 10%. L'espérance de vie a en fait diminué. Alors qu'elle atteignait 50 ans en 1997, elle n'était plus que de 45 ans en 2001.

Sur une population totale estimée à 650 000 habitants, environ 33 % n'ont pas accès à l'eau potable et vivent dans l'insalubrité. En outre, environ 60 pour cent des familles (90% des pauvres) n'ont pas accès à l'eau courante, et les pauvres paient souvent deux fois plus pour l'eau des camions citernes, que les familles raccordées au réseau urbain d'alimentation en eau.

En 2001, les estimations officielles faisaient état d'un taux de chômage de l'ordre de 45 à 50 pour cent mais le taux réel est très probablement beaucoup plus élevé. Près de 80 pour cent des jeunes de 15 à 20 ans sont inactifs. La distribution du revenu est de surcroît très asymétrique : 80 pour cent de la population percevant moins du tiers des revenus.

Toutefois, les résultats des programmes mis en œuvre depuis 1996 ont été mitigés. Les progrès importants réalisés dans le domaine macroéconomique, avec la réduction du déficit budgétaire et celui de la balance des transactions

---

⁹ Voir sur le site <http://www.ministere-finances.dj/Statist/index.HTM>

¹⁰ Voir entre autres, "Djibouti: First Review Under the Staff-Monitored Program", IMF Country Report n° 04/372, Novembre 2004, accessible sur le site <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2004/cr04372.pdf>

¹¹ Voir le *Rapport mondial sur le développement humain 2004*, p. 134, accessible sur le site http://hdr.undp.org/reports/global/2004/francais/pdf/hdr04_fr_HDI.pdf

¹² Texte accessible sur le site <http://www.ministre-finance.dj/DSRP/ElaboDSRPRPFinal>

courantes qui ont été ramenés, respectivement, à 2,1% et 4,3% du PIB en 2001, ne sont pas accompagnés d'une inversion de la tendance à la détermination de la société sociale. Les données d'une enquête sur les ménages conduite en 2002 montrent, à cet effet, que l'incidence de la « pauvreté relative »¹³ et de la « pauvreté extrême » montrent également que la pauvreté est généralisée, qu'elle touche toutes les zones géographiques et toutes les catégories sociales. C'est, toutefois, dans les quartiers périphériques des zones urbaines que se trouve la plus grande concentration de pauvres. Deux (2) arrondissements de Djibouti – ville constituent à eux seuls pour 41,6% et 45,7% respectivement de la pauvreté relative et extrême. Les cinq Districts de l'Intérieur comptent pour 45,1% pour la pauvreté relative et pour 33,5% dans la pauvreté extrême. Mais c'est en zone rurale que le phénomène prend des allures graves avec une incidence de la pauvreté relative de près de 96,7%, tandis que près de 83% d'entre eux vivent dans l'indigence.

La pauvreté est, par ailleurs, aggravée par la présence d'un grand nombre de réfugiés des guerres régionales (Ethiopiens, Somalis, Erythréens), qui représentent actuellement 28% de la population, et qui exercent une pression supplémentaire sur des services sociaux déjà saturés. D'après une analyse des services de la Banque mondiale¹⁴, il semblerait que la pauvreté s'aggrave en raison des mauvais résultats économiques du pays, de l'augmentation du chômage, et des déséquilibres budgétaires, autant d'éléments qui contribuent à limiter la capacité de l'Etat à fournir des services essentiels et à honorer ses obligations.

La présentation de ce contexte économique ne saurait être complet si on n'évoque pas les retombées financières qui découlent de la situation géostratégique de Djibouti, car la principale ressource de Djibouti procède de sa rente stratégique. La France y entretient sa plus importante base militaire en Afrique¹⁵. Selon une estimation de l'armée française, l'impact économique de la présence de ses troupes représente, en 2001, 128 millions d'euros, soit 25% du PIB ou 65% du budget de l'Etat.

Certes, la fin de la guerre froide a entraîné une dévaluation de la cote stratégique de Djibouti, mais, à la suite du 11 septembre 2001, et depuis la guerre contre le terrorisme international pour laquelle le Président Ismail Omar Guelleh a de suite souscrite, l'importance stratégique de Djibouti est revenue au premier plan. Pour sa participation à l'opération « Liberté immuable », les autorités djiboutiennes ont consenti à l'implantation d'une base militaire américaine sur son territoire, moyennant le paiement d'un loyer d'environ 30 millions de dollars par an. La présence militaire espagnole et allemande, dans le cadre de l'opération « Liberté immuable », constitue aussi des sources de revenus non négligeables pour l'économie Djiboutienne.

Parallèlement, dans le cadre de la réorientation de ses choix en matière économique, les autorités djiboutiennes, après avoir confié la gestion de son port et de son aéroport international à l'Autorité des ports de Dubaï (DPA), ont lancé avec plusieurs partenaires de la péninsule arabique les chantiers d'infrastructures destinées à faire du pays un centre de transit régional de marchandises. A Doraleh, un second port en eau profonde, avec un terminal à conteneurs, est en cours de construction. Il devrait concurrencer Aden au Yémen. De plus, les travaux d'un terminal pétrolier d'une capacité de stockage de 220 000 mètres cubes ont été lancés en 2003. Son coût, qui devrait atteindre 70 millions de dollars, est financé par un fonds des Emirats arabes unis. Enfin, une zone franche d'une superficie de 400 hectares devrait achever de faire de Djibouti un « petit Dubaï ». L'ensemble de ces projets nécessite un investissement estimé entre 350 et 500 millions de dollars.

Ce grand projet sur le site de Doraleh constitue un énorme chantier sur lequel les autorités de Djibouti misent pour le développement économique et la lutte contre la pauvreté. Il est devenu aujourd'hui le thème qui structure tout le débat politique à Djibouti. L'organisation du premier meeting de la campagne électorale du Président candidat sur le site même de Doraleh, (que la Mission a observé de loin), et le discours qu'il y a tenu sont à cet égard symptomatique de l'importance accordée à ce projet.

2 – Les caractéristiques du scrutin

Selon les dispositions de l'article 23 de la Constitution, « le Président de la République est élu pour six ans au suffrage universel direct et au scrutin majoritaire à deux tours. Il n'est rééligible qu'une seule fois ».

Mais, l'élection du 8 avril 2005 se singularise par deux traits : la présence d'un candidat unique et la non participation de l'opposition à la compétition électorale.

---

¹³ Le seuil de pauvreté relative est évalué à 198 229 FDJ par équivalent adulte et par an, soit une dépense de 3 \$ par jour, niveau très élevé dans le contexte africain. Le seuil de pauvreté extrême, évalué à 114 096 FDJ par équivalent adulte et par an, soit une dépense de 1,8 \$ par jour, semble plus significatif et se prête mieux aux comparaisons internationales.

¹⁴ *Djibouti. Note de présentation*, août 2004, document accessible sur le site

<http://lnweb18.worldbank.org/mna/mena.nsf/0/AAC2C402F013040A85256DA90068FBEB?OpenDocument>

¹⁵ Les effectifs des Forces Françaises de Djibouti (FFDJ) est en 2005 de 2 850 hommes environ, dont 1 800 permanents seulement, alors qu'ils étaient à 4 300 hommes en 1978, c'est-à-dire une diminution de moitié en vingt cinq ans due à la professionnalisation des armées françaises.

a) Un candidat unique, le Président en exercice Ismail Omar Guelleh

Cette situation de compétition électorale à candidat unique marque très fortement l'élection du 8 avril 2005¹⁶.

Depuis que les quatre (4) partis qui composent l'Union pour la Majorité Présidentielle (UMP) se sont prononcés séparément en faveur de la candidature du Président en exercice Ismail Omar Guelleh, la candidature de celui-ci pour briguer un second et dernier mandat ne faisait plus aucun doute. Par sa convention tenue le 5 février 2005, l'UMP officialise l'investiture de son candidat, qui sera le candidat solitaire après le désistement du Président du PDD, Mohamed Daoud Chehem, le 7 mars 2005, « faute de moyens » adéquats pour s'engager dans la compétition électorale, et le renoncement spectaculaire de la coalition de l'opposition¹⁷.

Toutefois, dans le contexte présent du multipartisme intégral organisé par la loi du 4 septembre 2002, cette situation de fait pose la question de la crédibilité du processus électoral en cours. En effet, dans un espace politique gouverné par les valeurs et les principes démocratiques, et comme l'esprit de la Déclaration de Bamako l'énonce en son chapitre 2, la désignation des représentants repose sur le principe cardinal de la pluralité et du libre choix. Toute carence en ce sens pose non seulement une série de questions conceptuelles et pratiques, car elle engendre inévitablement la non participation, voire la marginalisation d'une catégorie de citoyens privés d'un choix, à la vie politique au sein de la nation djiboutienne. Mais, par ricochet, cette situation de déficit démocratique pourrait aussi engendrer l'éventualité d'un rejet tacite de la légitimité de l'institution présidentielle et de l'action gouvernementale dirigée, selon les termes de la Constitution, par le Président de la République. Une telle situation pourrait réserver pour l'avenir une crise majeure de légitimité démocratique, si tant est que l'on conçoit la participation des citoyens aux élections comme devant être un facteur décisif pour assurer la cohésion du tissu social récemment raccommodée par l'Accord du 12 mai 2001. Le désengagement politique voulu par la coalition de l'opposition, fragilisant l'idéal démocratique au sein de l'opinion publique, pourrait, en conséquence, faire le lit de comportements politiques excessifs préjudiciables à l'institutionnalisation d'une vie politique apaisée. Cette problématique est d'autant plus cruciale que Djibouti se trouve géographiquement situé dans un espace géostratégique hautement sensible dominé par une instabilité politique prégnante et par des considérations liées au problème du terrorisme international

En dernier lieu, il serait à signaler qu'en application des dispositions de l'article 23 de la Constitution de Djibouti, le mandat du Président de la République étant de six (6) ans, renouvelable une seule fois ; il est ainsi fort probable que ces prochaines élections soient les dernières auxquelles le Président Ismail Omar Guelleh pourrait se présenter.

b) La non participation de l'opposition à la compétition électorale

La décision de l'opposition de ne pas participer à l'élection présidentielle et d'appeler les électeurs à la boycotter a été décidée à la suite d'une manifestation tenue le 11 février 2005. Elle a été portée à la connaissance du public par un communiqué du Haut Conseil de l'Union pour l'Alternance Démocratique du 13 février 2005¹⁸.

Pour justifier sa position, l'opposition rappelle qu'elle a, par un courrier adressé au Président de la République le 9 octobre 2004, et qui serait resté sans suite, rappelé au pouvoir les conditions devant régir un environnement institutionnel pacifié propice à une saine compétition électorale.

Pour l'opposition, ces conditions, dont la satisfaction constitue des préalables à sa participation à toute consultation électorale, sont au nombre de neuf (9). Ce sont :

1. *La refonte des listes électorales qui doivent refléter la réalité du corps électoral tel qu'il est actuellement ;*
2. *L'établissement de ces listes par bureau de vote dans les régions de l'Intérieur,*
3. *La publication de toutes les listes électorales mises à la disposition de tous les partis politiques ;*
4. *La mise en place d'une véritable Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), composée à parité égale de représentants de l'Opposition et de représentants des partis au pouvoir, sous la présidence d'une personnalité indépendante acceptée par les deux parties ;*
5. *L'élaboration conjointe (Opposition/Gouvernement) du Statut Spécial de la Capitale ;*
6. *La modification de Loi relative aux élections dans ses articles 27 et 54, portant sur la proclamation des résultats et la remise des Procès-verbaux, consécutive au dépouillement du résultat des scrutins. Désormais, pour*

---

¹⁶ Cette situation n'est toutefois pas sans précédent dans l'histoire politique de Djibouti. Lors de l'élection présidentielle du 12 juin 1981, Hassan Gouled, alors Président de la République en exercice, était l'unique candidat au scrutin.

¹⁷ Voir infra.

¹⁸ Voir le texte en Annexe

une réelle transparence des élections, chaque partie devant disposer de son exemplaire de PV et les résultats proclamés par la CENI ;

7. L'abandon pur et simple des pratiques de l'ancien système du parti unique dans la désignation des assesseurs par le pouvoir. Ces assesseurs devant représenter les parties en compétition ;

8. L'accès libre et équitable des partis politiques aux médias publics ;

9. L'amendement et l'application effective de la loi de 1992 sur la communication qui autorise l'ouverture de radios et de télévisions libres. »

Selon l'opposition, le refus du gouvernement de donner suite à cette correspondance l'a amené à se retirer de la compétition électorale et à prôner un « boycott actif » à son endroit.

Il est un fait que cette non participation de l'opposition à la compétition électorale amène à s'interroger sur la réalité de l'enracinement des principes et des valeurs de la démocratie au sein de l'ensemble du personnel politique djiboutien. La question se pose d'autant plus que la situation présente n'est guère inédite. Un détour par l'histoire des élections djiboutiennes révèle que le recours au boycott actif des scrutins a été une pratique maintes fois suivie, au point de laisser paraître que celle-ci semble faire partie de la culture politique de l'opposition. Ce fut le cas, dès les élections législatives du 8 mai 1977, lorsque le Mouvement Populaire de Libération (MPL) et l'Union Nationale pour l'Indépendance (UNI) refusent de participer au processus électoral. De même, le Front Uni de l'Opposition Djiboutienne (le FUOD), auquel appartenait alors le FRUD, a appelé à la non participation au referendum constitutionnel du 4 septembre 1992. Le même phénomène s'est vérifié lors des élections législatives du 18 décembre 1992, des présidentielles du 7 mai 1993 et des législatives du 19 décembre 1997. Une constante se dégage nettement de toutes ces évocations : la pratique du boycott était, à chaque fois, prônée par la même famille politique.

Une analyse de la vie politique djiboutienne révèle que ce qui pourrait, en apparence, apparaître comme étant un ordonnancement partisan judicieux pour une démocratie d'opinion en voie de constitution, dissimule mal une réalité faite de luttes et de rivalités personnelles qui ont affecté l'ensemble de ces partis. Depuis l'indépendance de Djibouti, ils ont tous eu à subir, à un moment de leur propre histoire, un phénomène répété de scissiparité qui augure des pratiques de rente de situation que l'ensemble de la classe politique consigne et confère à l'activité politique¹⁹. En réalité, la carence, pour chaque formation politique, d'une armature idéologique qui fonderait un projet de société et une vision politique clairement exprimés, peut générer à tout moment, en fonction du positionnement de chaque acteur politique, une fluctuation du jeu d'alliances des coteries politiques existantes. La motivation et le mobile dans l'engagement politique sont bien éloignés de celui de l'intérêt général et du service public que la pratique constante du clientélisme disqualifie. Mais par ailleurs, ce même phénomène favorise un autre plus pernicieux, celui de l'identification du parti à son créateur. Le parti devient alors le cheval de bataille d'un homme et d'un groupe que rassemble, assez souvent, l'intérêt tribal plutôt que l'intérêt national. L'apparition d'une véritable culture nationale cède alors le pas à une culture de tribu, étayant selon une logique circulaire, une confrontation, non des idées, mais des personnes.

Ce phénomène vient étayer un autre de nature générationnelle : les politiciens actifs sur la scène politique djiboutienne sont, à de rares exceptions, des hommes qui s'y sont engagés depuis longtemps, se succédant les uns aux autres à des fonctions et à des responsabilités éminentes au sein de la haute administration djiboutienne. Ce personnel politique souffre d'un problème de relève, car la jeune génération en capacité de s'engager sur le terrain politique, à moins de se conformer aux règles de la pratique ambiante, demeure des spectateurs dubitatifs du système politique, marqué par l'absence d'une véritable offre politique et par un désolant niveau de culture politique. Cette indifférence mérite une plus grande attention pour l'avenir, car le contexte géopolitique dans lequel Djibouti se trouve, risque d'influencer voire de susciter, si le désintérêt se transforme en désenchantement, un engagement sectaire gros de périls pour la paix civile.

Ainsi donc, pour conclure la présentation du contexte politique du scrutin du 8 avril, au-delà du résultat des élections, le dévoilement de cet environnement laisse présager les difficultés de la réalité de l'inculturation des valeurs et des principes de la démocratie représentative. La posture exclusivement pétitionnaire de l'opposition, dénuée de projet de société alternatif, rend difficile l'apprentissage des règles de la démocratie et aliène le développement d'une vie politique apaisée à Djibouti. Le quatrième engagement de la Déclaration de Bamako y demeure être un objectif essentiel mais à moyen et long termes. Elle continue à constituer plus un défi à relever pour la société politique djiboutienne, qu'une souscription dont il conviendrait d'observer et d'évaluer dès à présent le suivi de la pratique permanente.

3 – L'état de l'avancement des préparatifs du scrutin

Jusqu'à présent, le calendrier des opérations concernant les élections présidentielles du 8 avril 2005 établi par le CENI est scrupuleusement respecté, se déroulant sans incident majeur.

a) La constitution des listes électorales

Première étape dans le calendrier des préparatifs du scrutin, la constitution des listes électorales, par le système d'enregistrement a commencé le 1er octobre 2004 pour prendre fin le 31 décembre 2004. Selon la loi électorale, il appartient aux citoyens qui ont atteint la majorité électorale ou qui ont changé de domicile dans le courant de la pénultième année eux-mêmes, pendant une période de trois mois consacrée à la révision des listes électorales²⁰ (de janvier à mars tous les ans), de se présenter volontairement auprès du poste administratif dont relève son domicile où les services dépendant du ministère de l'Intérieur et sous la responsabilité du Commissaire de la République Chef du District intéressé, ont la charge de la maintenance des listes électorales²¹.

A cet effet, il est à relever que ce système de la déclaration volontaire présente le risque majeur de l'ignorance par les citoyens de leur devoir de se faire inscrire. Cette situation affecte surtout les jeunes qui ont atteint l'âge requis pour voter depuis les dernières inscriptions effectuées lors des élections législatives du 10 janvier 2003. Cette situation, nous a-t-on rapporté, est souvent à l'origine d'un contentieux qui n'est constitué que le jour même du scrutin.

Il conviendrait par ailleurs de signaler que, la législation électorale permettant aux citoyens de Djibouti de l'étranger de voter, il leur a été prévu la possibilité de se faire inscrire auprès des services des ambassades de la République de Djibouti en France, en Arabie saoudite et au Yémen, les trois principaux Etats où vit une importante communauté de Djiboutiens établis à l'étranger.

A l'issue de cette première opération, le Service des élections du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation a annoncé que 198 332 électeurs se sont faits inscrire sur la liste définitive²². Sur la base de cette liste, ce même Service a procédé à l'établissement des membres de tous les bureaux (un Président, un Secrétaire et des Assesseurs) de tous les lieux de vote établis sur l'ensemble du territoire de la République²³.

Unaniment, toutes les parties prenantes au processus électoral (ministère de l'Intérieur, Commissaires de la République Chefs de District, Commission Electorale Nationale Indépendante, Conseil Constitutionnel, l'UMP) ont relevé le caractère non satisfaisant de ces listes. Car, malgré un effort considérable réalisé et rendu possible par leur informatisation, ces listes contiennent toujours des imperfections que seule une opération de refonte, souhaitée par tous, contribuerait à écarter. Il subsiste dans les listes électorales un contingent non négligeable d'électeurs décédés ou des électeurs qui n'ont plus leur domicile dans les circonscriptions où ils sont sensés voter²⁴.

Pour l'opposition, ces imperfections constituent l'illustration flagrante des conditions peu fiables dans lesquelles le scrutin va se dérouler.

b) Le retrait de la carte d'électeur

La procédure du retrait de la carte d'électeur a débuté le 26 février 2005. Elle a concerné, dans un premier temps, les Districts de Djibouti, de Tadjourah et d'Obock. Puis, le 28 février, la procédure a été élargie à l'ensemble des trois autres Districts d'Arta, de Dikhil et d'Ali-Sabieh.

Il est à relever que les autorités ont fait l'effort de rapprocher les lieux de retrait des cartes des électeurs. Dans ce sens, 149 bureaux repartis sur l'étendue de tout le pays ont été mis en place. Pour le district de la capitale, où se

²⁰ Cette période court du 1^{er} janvier au 31 mars de chaque année, et doit être respectée de manière indifférente, qu'il y ait ou non des échéances électorales dans l'année considérée. Pour les élections du 8 avril 2005, cette période a été rallongée exceptionnellement par l'inclusion d'une période allant du 1^{er} octobre au 31 décembre 2004.

²¹ Les citoyens dont le domicile relève de la juridiction des postes administratifs des cinq (5) chefs lieu de district d'Obock, de Tadjourah, de Dikhil, d'Ali Sabieh et d'Arta doivent se présenter; les citoyens dont le domicile relève du district de Djibouti peuvent se présenter aux

²² Cette liste peut encore évoluer en application de la possibilité pour certaines catégories de citoyens de se faire inscrire bien que la révision électorale soit clôturée. Il s'agit de trois (3) catégories de citoyens, bénéficiaire d'ordonnance, pour lesquels la loi a défini strictement les conditions à remplir : les citoyens qui ont atteint ou vont atteindre la majorité électorale de 18 ans entre le 31 décembre 2004, date de clôture de la révision électorale et le 8 avril 2005 ; les fonctionnaires en déplacement et les personnes absentes lors de la révision électorale. L'intéressé qui remplit ces conditions doit se rendre auprès du poste administratif dont relève son domicile pour obtenir un certificat de non inscription sur la liste électorale. Sur la foi de ce document, et jusqu'au jour même de l'élection, il se présentera devant un juge qui établira une ordonnance laquelle lui permettra de voter.

²³ Voir le texte du projet de l'arrêté en annexe.

²⁴ Voir en annexe « la liste des personnes âgées de 80 ans et plus dans le fichier électoral du District de Djibouti », document qui a été transmis à la Mission par le Commissaire de la République Chef du District de Djibouti.

trouve le contingent d'électeurs le plus nombreux (100 994 électeurs), ces bureaux sont répartis dans les six (6) arrondissements. L'Arrondissement II, du fait de la forte densité de la population, dispose à lui seul de treize (13) bureaux.

Relevons que pour les élections du 8 avril, la procédure retenue pour la distribution des cartes s'est déroulée selon un dispositif inédit que l'informatisation de la liste électorale a rendu possible. En effet, le système alphabétique pour les bureaux a été couplé avec un système numérique. Dans chaque bureau, le classement des cartes est soumis au système alphanumérique. Par ailleurs, l'introduction de l'informatique avec la mise place d'un fichier électoral unique informatisé et l'accessibilité à celui-ci par un réseau d'ordinateurs placé auprès des bureaux de retrait présente l'avantage, non seulement de limiter les erreurs d'ordre matériel pouvant corrompre la fiabilité de la liste électorale, mais elle rend plus aisée la vérification, par les intéressés eux-mêmes, des éventuelles carences ou erreurs pouvant les concerner.

L'état de situation de la distribution des cartes au 23 mars 2005, telle qu'elle nous a été fournie par le Ministre de l'Intérieur est, selon les Districts, très variable. Dans l'ensemble, à près de deux semaines des élections, près de la moitié des cartes ont été distribuées. Dans le District de Tadjourah, 68,75% des 21 822 cartes établies ont été distribuées. Dans le District d'Arta, 55,48% des 8 657 cartes l'ont été. Pour le District de Djibouti, 53,49% des 100 994 cartes ont été attribuées, alors que 52,14% des 12 364 cartes ont été retirées dans le District d'Obock. Moins de la moitié des cartes ont été diffusées pour les Districts de Dikhil (46,82% des 31 687 cartes) et d'Ali Sabieh (41,54% sur 19 886). Cet état de la distribution des cartes d'électeur est porté à la connaissance du public par des communiqués du ministère de l'Intérieur faits régulièrement à la presse.

Selon l'arrêté n° 2005-0161/PR/MID du 6 mars 2005²⁵, il a été créé dans chaque District une Commission chargée de remettre les cartes électorales aux électeurs présidée par le Commissaire de la République du District concerné ou son représentant. Les membres de ces commissions ont été désignés par Président de la République, Chef du gouvernement par le biais de ce même acte réglementaire constitutif. L'importance de la composition de ces commissions varie selon l'importance démographique du District concerné. Elle est composée de cent neuf (109) membres pour le District de Djibouti, de neuf (9) pour les autres Districts de l'Intérieur. d'Ali

Conscient de l'importance de cette étape de distribution des cartes d'électeurs dans le processus électoral en cours, le ministère de l'Intérieur conduit actuellement une campagne de sensibilisation du public faite d'interventions dans les médias, de visites et de discours d'explication dans les districts, une mobilisation des notables (les Okals) et des associations pouvant aider les personnes en difficulté (les femmes, les analphabètes, les personnes malades...). La CENI, en supervisant sur le terrain l'état et les conditions de distribution des cartes, participe au même mouvement en lui accordant, par ce biais, un gage de transparence.

c) Le dépôt de la déclaration de candidature

Cette opération est effectuée auprès du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation. Ouvert le 27 février 2005, le délai pour le dépôt de candidature a été clôturé le 8 mars 2005. A l'issue de ce délai, Abdoukader Doualeh Waï's Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation a fait le 10 mars 2005 une déclaration officielle par laquelle il a indiqué le dépôt, le 7 mars 2005, d'une seule candidature, celle du Président de la République en exercice, Ismaïl Omar Guelleh présentée par l'ensemble des partis de la mouvance présidentielle constituée par le Rassemblement Populaire pour le Progrès (RPP), le Front pour la Restauration de l'Unité et la Démocratie (FRUD), le Parti National Djiboutien (PND), et le parti Populaire Social Démocrate (PSD).

Le dossier de candidature du Président-candidat a été déposé par son directeur de cabinet, le Premier ministre Dileïta Mohamed Dileïta, le futur directeur de campagne du candidat. Le même jour, et après la délivrance d'un récépissé au mandataire du candidat, le dossier est transmis au Conseil constitutionnel à des fins de vérification de l'éligibilité du candidat..

Le 9 mars 2005, par sa décision n° 002, le Conseil Constitutionnel « déclare, toutes les conditions étant réunies, Monsieur Ismaïl Omar Guelleh éligible »²⁶.

d) Le test de l'encre indélébile

A des fins de faire prévaloir l'exigence de transparence, gage du bon déroulement des préparatifs du scrutin, le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, en présence des membres de la CENI et du représentant du candidat Ismaïl Omar Guelleh, a organisé, lors d'une conférence presse tenue le 16 mars 2005, un test de fiabilité de l'encre électoral dont l'utilisation est prévue par l'article 49 alinéa 2de la loi organique n°1/AN/92 relative aux

²⁵ Voir l'arrêté n° 2005-0161/PR/MID du 6 mars 2005 portant création dans chaque District d'une commission chargée de distribuer les cartes électorales en vue des élections présidentielles, Journal Officiel de la République de Djibouti, op. cit., pp. 13-14.

²⁶ Conseil Constitutionnel, Décision n°002 du 9 mars 2005 concernant les élections présidentielles, *Journal Officiel de la République de Djibouti*, n°spécial Elections présidentielles 2005, 15 mars 2005, p. 2.

élections du 29 octobre 1992²⁷. Le test consistait à tremper le doigt dans l'encre, comme il sera procédé le jour du scrutin, puis de vérifier le caractère indélébile de celui-ci. Tous les participants à cette conférence de presse ont confirmé les pouvoirs indélébiles de l'encre utilisée.

e) Les travaux de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)

Dans le droit électoral de Djibouti, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) est une création relativement récente. Autorité administrative indépendante mise en place par la loi organique n°11/AN/02 4^{ème} L du 14 août 2002, la CENI est une institution non permanente, disposant d'une représentation dans chaque circonscription électorale, créée et mise en oeuvre pour effectuer le contrôle des opérations électorales d'une élection déterminée. Pour les élections présidentielles du 8 avril 2005, sa composition et ses modalités de fonctionnement ont été fixées par le décret n°2005-0024/PR/MID du 19 février 2005²⁸. Installée quarante cinq (45) jours avant le scrutin, la CENI cesse ses fonctions quinze jours au plus après la proclamation des résultats définitifs de l'élection par le Conseil Constitutionnel, après avoir rendu son rapport général d'activités auprès de toutes les institutions concernées par le processus électoral²⁹.

Selon les dispositions de l'article 12 du décret du 19 février 2005, la CENI bénéficie d'un champ d'attribution relativement vaste. Dans l'exercice de son office, « elle est chargée du contrôle des opérations électorales. Elle a tout pouvoir d'investigation pour assurer la sincérité du vote ». Pour ce faire la CENI a une double mission de contrôle et de veille. Ainsi, elle « contrôle la gestion du fichier électoral, l'établissement et la révision des listes électorales, l'impression et la distribution des cartes d'électeurs, et enfin la mise en place des matériels et des documents électoraux ». Parallèlement à cette première mission, la CENI « veille à la publication des listes électorales, à celle des membres des bureaux de vote ainsi qu'au contrôle des opérations électorales ». A cette fin, la CENI peut désigner deux de ses membres pour être « chargés d'assister à la transmission informatique des résultats effectuée au cabinet du Ministre de l'Intérieur ».

Animé par un double souci évident de transparence et de participation, le décret du 19 février 2005 fait de la CENI et de ses représentations régionales, un organe pléthorique constitué par plus d'une centaine de membres, et dont les modalités de désignation varient selon le district représenté.

Pour le District de Djibouti, elle est « composée de :

- Trois (3) membres désignés par le gouvernement ;
- Trois (3) membres désignés par le Président de l'Assemblée nationale ;
- Trois (3) magistrats élus en assemblée générale des magistrats ;
- Trois (3) représentants de la société civile ;
- Une personne désignée par chaque parti politique régulièrement constitué ou désignée par le ou les candidats indépendants » ; les candidats indépendants aux élections présidentielles disposant des mêmes droits que les autres candidats dès le dépôt de leurs candidatures, précise vaine ment le texte du décret.

Pour chacun des cinq autres Districts de l'Intérieur, sa représentation au sein de la CENI « est composée de la manière suivante :

- Deux (2) membres choisis par le gouvernement ;
- Deux (2) membres désignés par le Président de l'Assemblée nationale ;
- Deux (2) magistrats élus en assemblée générale des magistrats ;
- Deux (2) désignées par la société civile
- Une personne désignée par chaque parti politique régulièrement constitué ou désignée par le ou les candidats indépendants »

« Chaque institution désignée choisit ou élit un titulaire et un supplément jusqu'à concurrence du quota qui lui est affecté », quel que soit le District représenté.

Depuis la tenue, le 21 février 2005, de sa première assemblée plénière, la CENI poursuit régulièrement ses travaux. Le 10 mars 2005, lors de la deuxième séance plénière de l'institution, le Président de la CENI, Ali Ismail Yabeh, déplore le boycott électoral de l'opposition qui, soutient-il « constitue un frein à l'avancée de la démocratie », souhaitant « au moins la présence d'un candidat de l'opposition, ne serait ce que pour le renforcement de la démocratie dans le pays ». Le Président de la CENI a indiqué lors de cette séance que « dans cette élection marquée par l'absence d'un challenger face au Président candidat, le rôle de contrôleur et de superviseur des opérations électorales (incombant à la CENI) ne sera aucunement amoindri ».

Pour pouvoir exercer dans leur plénitude ses compétences d'attribution, la CENI s'est organisée en cinq (5) Sous-Commissions de travail qui exercent chacune, sous la direction d'un Président assisté d'un apporteur, leur contrôle dans le champ des compétences attribuées. Il s'agit de :

²⁷ Voir texte en Annexe. Ce texte est accessible sur le site <http://www.presidence.dj/org1.2.htm>

²⁸ Voir *Journal Officiel de la République de Djibouti*, op. cit., pp. 8-13.

²⁹ Articles 13 et 24 du décret n° n°2005-0024/PR/MID du 19 février 2005, op. cit.

- La Sous-Commission chargée des affaires administratives ;
- La Sous-Commission chargée des affaires juridiques ;
- La Sous-Commission chargée des opérations électorales ;
- La Sous-Commission chargée de la commission et de la campagne électorale ;
- La Sous-Commission chargée de la supervision.

Lors de l'assemblée plénière ordinaire que la CENI tient une fois par semaine, chaque Rapporteur des différentes Sous-Commissions doit rendre compte des activités menées durant la semaine écoulée.

Nonobstant les singularités du scrutin du 8 avril (ou est ce à cause de celles-ci), les travaux de la CENI se déroulent normalement marqués par un phénomène marquant, un certain activisme des sous commissions qu'il conviendrait de relever. Ainsi, à l'occasion de sa séance du 10 mars, la CENI a entendu et approuvé la présentation des rapports d'étapes des représentations de l'institution auprès des Districts de l'Intérieur faite par son vice-président ; adopté un amendement de son règlement intérieur modifiant les modalités de désignation de ses v cinq (5) vice-présidents et arrêté son budget. Tenant à exercer pleinement ses attributions dans le contrôle des préparatifs du scrutin du 8 avril, les membres de la Commission conduisent une tournée dans les Districts de l'Intérieur afin d'inspecter le déroulement des opérations de distribution des cartes d'électeur, et par ce biais vérifier la fiabilité du fichier électoral informatisé et unique.

IV- LES RECOMMANDATIONS

A l'issue de son séjour en République de Djibouti du 22 au 27 mars 2005, et conformément à son mandat, la Mission exploratoire en vue des élections présidentielles prévues le 8 avril 2005 formule les recommandations qui suivent :

1- L'opportunité de l'envoi d'une mission d'observation des élections du 8 avril 2005

Trois raisons semblent militer pour l'envoi d'une mission francophone d'observation de ce scrutin.

a) Au-delà de la réponse donnée à l'invitation formulée par le gouvernement djiboutien, par l'entremise de la lettre Monsieur Rachad Farah, ambassadeur de la République de Djibouti en France, Représentant personnel du Chef de l'Etat djiboutien au Conseil Permanent de la Francophonie, en date du 15 novembre 2004, *l'envoi d'une mission d'observation de la Francophonie constituerait une manière d'accorder satisfaction au souhait unanimement exprimé par tous les interlocuteurs que la Mission a rencontrés qui demandent une plus grande présence de la Francophonie dans cette partie du monde.*

Tous, allant des membres du gouvernement, des Présidents de l'Assemblée nationale, du Conseil Constitutionnel, de la Commission Electorale Nationale Indépendante, aux responsables des partis de l'opposition et de la société civile (Chambre de commerce et d'industrie, médias) ont manifesté leur attente de la présence d'une mission francophone pour des raisons distinctes mais convergentes.

Pour le gouvernement et les institutions de contrôle et de supervision du processus électoral (Cour constitutionnel et CENI), la présence d'observateurs internationaux constituerait une garantie de la transparence du déroulement des élections, un souci qu'ils souhaitent imposer, mais qui serait affecté par le doute et la suspicion par le simple fait d'une non participation de l'opposition au processus.

Pour l'opposition, la présence des observateurs internationaux mettrait en évidence les irrégularités du scrutin. *La présence de la Francophonie peut ainsi paraître comme étant a priori périlleuse pour l'Organisation. Mais peut-elle renoncer à sa mission d'accompagnement de tout un peuple dans l'apprentissage des règles de la démocratie ? Ceci est d'autant plus fort que tous les acteurs de la vie politique, unanimement, la sollicitent ardemment. Y renoncer pourrait apparaître comme étant la manifestation d'un désintérêt manifeste à l'endroit de ce pays où tous se considèrent comme étant les « oubliés de la Francophonie ».*

b) Ayant eu l'information de la présence de missions d'observation des élections mandatées par la Ligue des Etats Arabes et par l'Union africaine, et sans pour autant verser dans une compétition avec les autres organisations internationales régionales, la Mission est convaincue que la présence d'une mission d'observation francophone contribuerait à *renforcer la visibilité de la Francophonie en Afrique orientale*, un espace majoritairement marqué par l'esprit arabophone et anglophone.

c) La présence d'une mission d'observation francophone aux élections du 8 avril 2005 peut constituer une *préparation opportune de la visite annoncée au 10 mai 2005 du Secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie à Djibouti.*

2 – L'intensification des actions de l'Organisation Internationale de la Francophonie avec la République de Djibouti.

Eu égard à la situation qui prévaut à Djibouti, et dans le dessein de mieux affirmer l'intérêt de l'Organisation pour cet Etat qui déplore une situation de relative délaissment, l'OIF devrait multiplier et intensifier ses interventions en République de Djibouti.

Ces actions s'effectueraient dans les champs où l'OIF dispose d'une expertise reconnue. En tout état de cause, elles pourraient concerner pour les domaines politiques et institutionnels, outre les actions de renforcement des capacités du Conseil Constitutionnel, de la Médiature ou des institutions judiciaires déjà entreprises:

a) des *actions de facilitation du dialogue national*, pour décriper les relations tendues entre le pouvoir et l'opposition. La Mission a pu mesurer que ces relations sont fortement affectées par un climat de suspicion réciproque, et que l'intervention d'une tierce partie, pouvant être la Francophonie, saurait détendre. *Les partis de l'opposition membre de l'UAD ont clairement énoncé cette sollicitation.*

b) *La mise à disposition de l'expertise francophone, et/ou un appui financier pour les opérations de refonte de la liste électorale* qui rencontreraient l'assentiment de toutes les parties prenantes au processus électoral. La réalisation de cette refonte de la liste électorale contribuerait, comme tous l'ont souligné, à l'organisation pour l'avenir d'authentiques élections libres et transparentes³⁰, mais elle participerait aussi à l'apaisement de la vie politique à Djibouti.

c) *L'accompagnement par la Francophonie de l'organisation et de la structuration de la formation des professionnels des médias*, afin de contribuer à consolider la pluralité du paysage médiatique.

V – REMERCIEMENTS

Les membres de la Mission tiennent à exprimer leur gratitude et à remercier :

- Madame Mariam Ahmed Goumaneh, *Correspondant national auprès de l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie* à la Direction des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale,
- Monsieur Aden Houssein, Conseiller technique au Ministère des affaires étrangères,
- Madame Awa ainsi que l'ensemble du personnel du Service du Protocole dudit ministère.

Leur pleine disponibilité dans la prise de contacts avec les différentes autorités djiboutiennes et dans l'établissement du programme de travail, ainsi que leur entière coopération ont permis de surmonter les contraintes inhérentes au temps de séjour très court de la délégation de la Francophonie, permettant d'effectuer la Mission dans les meilleures conditions.

ANNEXES

Annexe n° 1

ACCORD DE REFORME ET DE CONCORDE CIVILE

PREAMBULE

Nous, représentants,

- du Gouvernement de la République de Djibouti d'une part,
- du Front pour la Restauration de l'Unité et de la Démocratie (FRUD-Armé) d'autre part, ci après dénommés «Les deux Parties».

* Conscient que la Paix, l'Égalité, la primauté du Droit, le Développement harmonieux, l'Unité et la Réconciliation nationales constituent les aspirations essentielles du Peuple djiboutien.

* Fidèles à la lettre et à l'esprit de l'Accord-cadre de Réforme et de Concorde civile signé par les deux Parties le 07 Février 2000 à Paris.

* Conformément aux dispositions pertinentes du Titre VI de l'Accord de Paix du 26 Décembre 1994 entre le Gouvernement de la République de Djibouti et une partie du Front pour la Restauration de l'Unité et de la Démocratie.

* Déterminés à engager la Nation djiboutienne sur la voie d'une Paix juste et durable.

* Considérant les travaux consignés dans les procès-verbaux des quatre commissions mises en place en Avril 2000 par les deux Parties afin de finaliser les dispositions dudit Accord-Cadre.

---

³⁰Il est à relever que, selon les propos qui nous ont été tenus par le Ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, les élections régionales sont prévues pour se dérouler avant la fin de cette année 2005.

* Réaffirmant notre engagement à construire un ordre politique et un système de Gouvernement inspirés des réalités de notre pays et fondés sur les valeurs de justice, de pluralisme démocratique, de bonne gouvernance, de respect des libertés et des droits fondamentaux, de tolérance et de compréhension entre les diverses composantes de la communauté nationale.

* Nous déclarons d'être solidairement liés par toutes les dispositions du présent Accord de Réforme et de Concorde Civile, ci après dénommé l'Accord.

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 :

- a) Les deux parties s'engagent à être liées par toutes les dispositions du présent Accord :
- b) Les annexes comprennent :

(i) Texte de loi :

1. Amendements à la Loi sur la liberté de communication (articles : 4, 60 et 63).
2. Loi sur la décentralisation et statut des régions.

(ii) Procès-verbaux des commissions.

(iii) Listes :

1. Liste des victimes civiles ;
2. Liste des victimes du FRUD ;
3. Liste des cadres et combattants du FRUD à intégrer et/ou à démobiliser ;
4. Liste des fonctionnaires et conventionnés ayant perdu leur emploi du fait du conflit ou de leur engagement politique ;
5. Liste des militaires, gendarmes et policiers radiés du fait du conflit ;
6. Liste des civils ayant perdu leurs biens durant le conflit.

Article 2 :

Des causes du conflit.

a) Les deux parties conviennent qu'aucune paix durable ne peut être obtenue sans la conscience claire des origines du conflit civil qui a déchiré le pays.

b) Le conflit auquel il s'agit de trouver les remèdes appropriés plongeait ses racines dans les graves déficits de culture démocratique.

Article 3 :

Des solutions et remèdes.

Les deux parties s'engagent à respecter les principes et à mettre en oeuvre les mesures générales ci-dessous.

a) Surtout, il conviendra que soit garantie une sécurité pour tous, par la lutte contre l'impunité des auteurs de crimes de toutes natures, d'exactions et de pillages, et par la démobilisation et des combattants du FRUD. Il s'agira de mettre sur pied des forces de défense, de sécurité et de police véritablement nationales et représentatives de toutes les composantes de la communauté nationale afin d'éviter à l'avenir toute dérive préjudiciable à l'Unité et la Nation (TITRE II).

b) Les remèdes aux conséquences du conflit requièrent la mise en oeuvre d'un vaste programme de réhabilitation et de reconstruction des zones principalement affectées par la guerre en indemnisant les victimes civiles et en restaurant les infrastructures publiques (TITRE III).

c) Les solutions aux causes profondes du conflit nécessitent l'exercice réel des droits et des libertés, par l'adoption et la mise en oeuvre de réformes démocratiques tendant à instaurer dans la pratique un environnement institutionnel propice à une vie politique pacifiée et favorisant l'égalité d'accès à tous les citoyens sans distinction d'aucune sorte aux emplois civils et militaires ainsi qu'à toutes les politiques publiques tendant au développement économique, culturel et social de la Nation (TITRE IV).

d) Ces solutions nécessitent par ailleurs la mise en place d'une véritable décentralisation à même de garantir la participation de tous les citoyens à la chose publique et l'avènement d'une véritable démocratie locale (TITRE V).

e) Conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord-cadre du 07 Février 2000, les deux parties s'engagent à conduire le concert l'application des clauses du présent Accord dans le cadre d'un programme et d'un calendrier défini par les parties (TITRE VI).

TITRE II - PAIX CIVILE ET SECURITE

Article 4 :

De la Concorde civile.

Les deux parties s'engagent à promouvoir l'instauration d'une culture de paix pour réaliser pleinement la fraternité et la réconciliation nationale afin que les tragédies passées ne se renouvellent pas.

Article 5 :

Du désarmement et de la démobilisation.

a) Les échanges des prisonniers, l'arrêt des hostilités, le déminage et l'instauration de dialogue, étant des acquis tangibles, les deux parties conviennent, au plus tard, dans les 7 jours, après la signature du présent Accord procéder aux opérations de désarmement et démobilisation et ce en phases successives :

1) Regroupement des éléments FRUD-Armé à :
- RIPTA et Waddi (Districts Nord).

2) Désarmement et démobilisation des combattants du FRUD-Armé s'effectueront simultanément dans les points de regroupement convenus.

3) L'ensemble des opérations de désengagements, démobilisation et désarmement doit s'achever impérativement dans un délai de sept jours.

b) Les forces gouvernementales réintégreront leur position habituelle d'avant conflit dès lors que les opérations ci-dessus énumérées prendront fin. Elles doivent procéder au déminage avant leur repli de leurs anciens campements.

c) Les éléments du FRUD-Armé démobilisés bénéficient de l'intégration dans le corps de défense et de sécurité ou de l'insertion dans la vie sociale ou bien de l'indemnisation.

d) Pour la bonne gestion de ces opérations, une commission mixte sera mise en place. Elle sera chargée de l'identification complète de chacun des combattants suivant le formulaire ci-joint fourni par l'Administration.

Elle sera chargée également du recensement physique des hommes et de leurs équipements de guerre (notamment armes individuelles et collectives) ainsi qu'à leur réception.

Au sein de cette commission mixte, une cellule chargée des opérations sanitaires et médicales sera mise en place.

Article 6 :

De l'intégration, réintégration, indemnisation et réinsertion.

a) Le passage des conflits à la paix durable implique le désarmement et la démobilisation.

b) Tout ancien fonctionnaire ou conventionné appartenant au FRUD-Armé sera réhabilité et réintégré dans son droit.

Pour le règlement de la situation des ex militaires, des ex gendarmes et des ex policiers figurant dans les mêmes cas ; ils pourront selon leur statut respectif et leurs âges, prétendre à :

- Mise à la retraite ;
- Rachat des annuités manquantes ;
- Pécule ;
- Remboursement des cotisations.

Les conditions d'octroi de ces droits seront précisées ultérieurement par un décret.

c) Les deux parties conviennent de faire appel à la communauté internationale afin qu'elle apporte son assistance au processus de la démobilisation et de la réinsertion pour son financement dans le cadre de la prévention des conflits.

Article 7 :

Des ayants droits.

Les ayants droits des victimes du FRUD seront assistés.

Une aide financière extérieure sera sollicitée pour appliquer ce programme dans le cadre du renforcement du processus de paix et de la prévention des conflits.

TITRE III - DE LA REHABILITATION ET DE LA RECONSTRUCTION

Article 8 :

Principes généraux.

a) Soucieuses de contribuer à accélérer le développement économique du pays ainsi que son intégration régionale, les deux parties s'engagent à tout mettre en oeuvre pour remédier aux effets néfastes du conflit sur l'environnement macro économique.

b) Devant l'ampleur du chantier de la reconstruction nationale, les deux parties sont convenues d'accorder à ce chapitre une importance toute particulière et d'engager toutes les mesures appropriées visant à la réhabilitation des réfugiés et des déplacés, à l'indemnisation des particuliers dont les biens ont été détruits durant le conflit et à la reconstruction des infrastructures publiques.

c) Le programme de réhabilitation et de reconstruction déjà engagé depuis plusieurs années sera poursuivi jusqu'à son terme sur toute l'étendue du Territoire touchée par le conflit armé :

- par la mise en état des infrastructures ;
- par la mise en état d'adduction d'eau ;

- programme de construction et de réhabilitation de logement à Yoboki et à Obock devront se réaliser dans un délai raisonnable.

Parallèlement aux programmes en cours de réalisation, le réaménagement du Port d'Obock sera entrepris à l'instar de celui de Tadjourah.

Dans le même cadre, le projet d'adduction d'eau à Day déjà entamé sur l'initiative du Gouvernement djiboutien, sera poursuivi.

Un soutien financier international sera sollicité à cet effet.

Article 9 :

Des conséquences sur les civils.

a) Les deux parties s'engagent à oeuvrer pour que tous les civils victimes des conséquences de la guerre soient restaurés dans leurs biens et puissent retrouver leur cadre de vie.

b) Une indemnisation sera allouée aux victimes civiles dont les biens ont été détruits ou endommagés par la guerre.

c) Un soutien financier international sera sollicité à cet effet.

TITRE IV - REFORMES DEMOCRATIQUES

Article 10 :

De la nationalité.

Les personnes dont l'appartenance à la communauté djiboutienne est vérifiable par tous les moyens peuvent prétendre à la citoyenneté djiboutienne. Pour ce faire, les deux parties s'engagent à mettre en place une commission ad hoc chargée d'accélérer la délivrance des cartes nationales d'identité à ces personnes.

Article 11 :

Du conseil constitutionnel.

Considérant l'importance du Conseil Constitutionnel, régulateur de la vie politique et protecteur des libertés fondamentales, les deux parties conviennent de réexaminer sa composition et son statut.

Article 12 :

Du multipartisme.

a) Les deux parties conviennent qu'à l'expiration, le 03 Septembre 2002, de la durée d'application de la question référendaire relative à la limitation à quatre des partis politiques, l'article 6 de la Constitution de Septembre 1992 entrera ipso facto en vigueur.

b) Toutefois, le FRUD-Armé partie signataire de l'Accord sera tolérée en tant que parti politique, à mener des activités partisans.

Article 13 :

Des libertés publiques.

a) Les deux parties s'engagent à respecter les conventions ratifiées par la République de Djibouti et à tout mettre en oeuvre afin qu'une véritable liberté syndicale s'instaure. Tous les corps professionnels sont libres de s'organiser et de défendre leurs intérêts dans le respect des lois et règlements.

b) Les deux parties s'engagent à réaliser effectivement la protection des droits fondamentaux tels que proclamés dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et dans la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, et contenus dans le Préambule de la Constitution Djiboutienne du 15 Septembre 1992.

Article 14 :

De la liberté de la presse.

Les parties s'engagent à oeuvrer pour assurer la liberté de la presse conformément à la loi organique n°21/AN/92/2ème L du 15/09/92 telle qu'amendée dans ses articles 4, 60 et 63, relative à la liberté de communication, qui concilie le droit à l'information avec le droit à la vie privée et à l'ordre public.

Article 15 :

De l'égalité de tous les citoyens.

a) Les deux parties réaffirment leur attachement au principe de l'égalité de tous les citoyens, tel que défini par l'article 3 de la Constitution de Septembre 1992.

b) Les institutions civiles et militaires de la République refléteront équitablement, dans le respect des qualifications requises, par leur effectif encadrement et hiérarchie la pluralité de communautés composant le peuple Djiboutien.

Article 16 :

Le contrôle des opérations électorales sur le plan national est assuré par une commission électorale nationale indépendante. Un décret déterminera son fonctionnement et sa composition.

Article 17 :

Droit à l'Éducation.

- a) Les deux parties souscrivent à la volonté, telle qu'affirmée au Titre V de l'Accord de paix de Décembre 1994, d'un soutien scolaire renforcé aux enfants des zones affectées par le conflit armé.
- b) Elles reconnaissent la nécessité de poursuivre ces efforts en direction des zones affectées par la guerre en matière éducative, par la réouverture des écoles fermées.

TITRE V - DECENTRALISATION

Article 18 :

Des Objectifs et de la Décentralisation.

Les deux parties conviennent des objectifs généraux de la décentralisation sur les plans :

- 1) Politique = participation des citoyens par le biais de leurs élus locaux à la gestion et la valorisation de leur collectivité.
- 2) Administratif = mise en place d'une Administration plus efficiente car plus proche de ses administrés.
- 3) Économique = promouvoir des pôles de développement économiques en dehors de la capitale et réduire les disparités régionales.

Article 19 :

De l'État de la Décentralisation.

- a) La décentralisation consacrée par la constitution, est conçue à Djibouti comme faisant partie intégrante du processus de démocratisation et de modernisation des structures administratives dans le cadre des réformes institutionnelles.
- b) Les deux parties conviennent que seule une véritable décentralisation peut libérer les énergies individuelles et collectives capables de sortir les régions de leur actuel état d'abandon.

Article 20 :

Du cadre juridique.

Elles adoptent le projet de loi de décentralisation, annexé au présent Accord, comme loi organique fixant le cadre juridique de la décentralisation.

Article 21 :

Des niveaux de décentralisation.

- a) Les deux parties s'entendent sur les niveaux de la décentralisation qui sont de l'ordre de deux, à savoir : la Région et la Commune.
- b) Les deux parties ont accepté de mettre d'abord en place les régions et ultérieurement les Communes. Les 5 régions sont : Ali-Sabieh, Arta, Dikhil, Obock et Tadjourah. La capitale disposera d'un statut particulier.

Article 22 :

Commission Nationale de la Décentralisation.

- a) Une commission de mise en place de la Décentralisation composée de douze membres (12) dont 3 représentants de chaque partie signataire de l'Accord-cadre de Réforme et de Concorde Civile susmentionnée est créée. Elle est chargée de :

- Mettre en oeuvre la Décentralisation ;
- Suivre la mise en place des institutions régionales et de la section de la Cour Judiciaire spécialisée dans le contentieux administratif et le contrôle des dépenses publiques ;
- Participer à la définition du contenu des textes législatifs et réglementaires prévus par la présente Loi et veille à leur mise en application.

Cette commission de pilotage se réunit tous les mois sous la présidence collégiale du Représentant de chacune des deux parties signataires de l'Accord-cadre de Réforme et de Concorde Civile jusqu'à ce que toutes les mesures nécessaires à la Décentralisation soient entrées en application.

Cette commission établit un rapport trimestriel public sur son activité.

Le mandat de cette commission durera jusqu'à la mise en place effective des Collectivités Régionales.

Un décret précisera les conditions et volumes des dotations financières octroyées par le pouvoir central aux régions décentralisées. Ces dotations devront correspondre aux besoins réels de chaque région et seront définies sur la base de critères objectifs.

TITRE V - DISPOSITIONS FINALES

Article 23 :

Principes généraux.

- a) Les deux parties conviennent d'associer le peuple Djiboutien au processus d'édification d'une société harmonieuse conformément aux principes ci-dessus énoncés.
- b) Elles conviennent d'associer les pays amis et organisations internationales à la consolidation de la Paix en sollicitant leur soutien financier et technique.

Article 24 :

De l'application.

- a) Dès la signature du présent Accord, les deux parties conviennent d'oeuvrer à sa mise en oeuvre.
- b) Les deux parties signataires du présent Accord conduiront de concert l'application stricte et honnête de la totalité de son contenu et de toutes autres mesures entreprises dans son cadre ou en rapport avec ses objectifs.

Article 25 :

Du calendrier.

- a) Les procédures de démobilisation définies à l'article 6 du Présent Accord débiteront dès la signature du présent Accord et devront obligatoirement s'achever dans 15 jours.
- b) Les diverses modalités d'intégration des éléments du FRUD signataire du présent Accord au sein de l'Armée Nationale, de la Gendarmerie, de la Force Nationale de Police, ainsi qu'au sein des différents services de l'Administrations seront déterminées huit (8) mois après la signature du présent Accord.
- c) Les diverses modalités de la réintégration définie à l'article 6 du présent Accord seront terminées dans un délai de six (6) mois après la signature du présent Accord.

Fait à Djibouti, le 12 mai 2001.

Pour :

Pour :

Le Gouvernement de la République
de Djibouti

Le FRUD-Armée

Abdallah Abdillahi Miguil   Ahmed Dini Ahmed
Ministre de l'Intérieur   Président du FRUD-Armée

Annexe n° 2 :

Communiqué de presse de l'Union pour l'Alternance Démocratique sur l'élection présidentielle du 8 avril 2005

UNION POUR L'ALTERNANCE DEMOCRATIQUE (U.A.D)

(ARD, UDJ, MRD)

Adresse: Héron Djibouti   Tél: (253) 25 09 19   Email: realite_djibouti à yahoo.fr
Djibouti

Djibouti, le 13 février 2005

COMMUNIQUE DE PRESSE

SUR L'ELECTION PRESIDENTIELLE D'AVRIL 2005

La prochaine échéance électorale est une étape fondamentale pour le devenir de la République de Djibouti, eu égard au caractère présidentieliste de notre Constitution. C'est pourquoi l'Union pour l'Alternance Démocratique y accorde une importance particulière. Pour le régime, la campagne est déjà lancée depuis plusieurs mois, à grand renfort de médias publics détournés de leur mission d'information et de l'ensemble des ressources de l'État.

Décidée le dimanche 6 février 2005 par le Haut Conseil de l'Union pour l'Alternance Démocratique (UAD), la tenue du meeting du vendredi 11 février avait un double objectif : démontrer sa capacité à mobiliser ses militants et sympathisants en un temps record et annoncer à cette occasion sa position sur la prochaine élection présidentielle.

L'UAD, se félicitant de la participation massive à son premier meeting de la présidentielle constate une fois encore l'arrogance et l'inique comportement de l'actuel chef de l'État, candidat à sa propre succession, en campagne depuis plus de cinq mois, au mépris des textes et des règles de conduite élémentaires pour l'avènement d'une compétition transparente. Pourtant, il n'est toujours pas en mesure de répondre à nos multiples courriers posant les conditions *sine qua non* pour un réel concours démocratique respectueux de l'expression de chaque électeur et par-delà du peuple djiboutien, Formulées dans une correspondance adressée au président de la République le 9 octobre 2004, nos exigences portaient, outre l'indispensable refonte du Conseil Constitutionnel, prévue par l'accord de paix du 12 mai 2001 sur:

- 1) La refonte des listes électorales qui doivent refléter la réalité du corps électoral tel qu'il est actuellement ;
- 2) L'établissement de ces listes par bureau de vote dans les régions de l'Intérieur,

- 3) La publication de toutes les listes électorales mises à la disposition de tous les partis politiques ;
- 4) La mise en place d'une véritable Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), composée à parité égale de représentants de l'Opposition et de représentants des partis au pouvoir, sous la présidence d'une personnalité indépendante acceptée par les deux parties ;
- 5) L'élaboration conjointe (Opposition/Gouvernement) du Statut Spécial de la Capitale ;
- 6) La modification de Loi relative aux élections dans ses articles 27 et 54, portant sur la proclamation des résultats et la remise des Procès-verbaux, consécutive au dépouillement du résultat des scrutins. Désormais, pour une réelle transparence des élections, chaque partie devant disposer de son exemplaire de PV et les résultats proclamés par la CENI ;
- 7) L'abandon pur et simple des pratiques de l'ancien système du parti unique dans la désignation des assesseurs par le pouvoir. Ces assesseurs devant représenter les parties en compétition ;
- 8) L'accès libre et équitable des partis politiques aux médias publics ;
- 9) L'amendement et l'application effective de la loi de 1992 sur la communication qui autorise l'ouverture de radios et de télévisions libres.

Consciente d'incarner une véritable alternance démocratique, l'UAD a clarifié sa position sur la prochaine consultation électorale, à savoir : son rejet pur et simple, cette élection ne devant pas avoir lieu sans l'UAD ;

C'est pourquoi l'UAD exigeant l'avènement d'une réelle démocratie et forte de la confiance populaire, réitère ses sommations ignorées depuis trois ans par le régime, basées sur la stricte application de l'accord de paix du 12 mai 2001, lance un appel :

1) Au Peuple djiboutien :

Par notre action de mobilisation, il est de notre intérêt commun de rejeter ce régime qui s'obstine à saboter la consolidation d'une paix réelle. Nous ne devons plus accepter cette dictature responsable de la corruption, du chômage, de la pauvreté, de la maladie, de l'immoralité et de l'enrichissement illicite d'un cercle restreint.

2) A la communauté internationale :

L'Union pour l'Alternance Démocratique appelle la communauté internationale à prendre ses responsabilités et à faire pression par tous les moyens à l'encontre de la dictature

AVEC L'AIDE DE DIEU, INCHA ALLAH , L'UAD VAINCRA.

UDJ
Le Président
Ismaël Guédi Hared

ARD
Le Président
Ahmed Youssouf Houmed

MRD
Le Vice-Président
Souleiman Farah Lodon

Annexe n° 3

Communiqué de l'Union pour l'Alternance Démocratique annonçant l'exclusion du Parti Djiboutien pour le Développement

UNION POUR L'ALTERNANCE DEMOCRATIQUE
(ARD, UDJ, MRD)

Djibouti, le 5 décembre 2004

COMMUNIQUE

L'Union pour l'Alternance Démocratique (UAD),

- **Fermement attachée** au principe de collégialité régissant toute prise de décision en son sein ;
- **Rappelant** sa position maintes fois réitérées relatives aux conditions préalables à sa participation à toute consultation électorale ;
- **Profondément navrée** des violations répétées de ce principe de collégialité perpétrées, notamment en août et novembre 2004, par le Président du Parti Djiboutien pour le Développement, M. Mohamed Daoud Chehem, et cela malgré sa lettre d'autocritique du 18 octobre 2004 ;

DECIDE :

en sa réunion extraordinaire de ce dimanche 5 décembre 2004, de procéder à l'exclusion pure et simple de ses rangs du Parti Djiboutien pour le Développement. Cette décision prise à l'unanimité prend effet à compter de ce jour.

Le Président de l'UDJ
Ismael Guedi Hated

Le Président de l'ARD
Ahmed Youssouf Houmed

Le Vice-Président du MRD
Souleiman Farah Lodon

PREAMBULE

Au Nom de Dieu Tout Puissant

L'islam est la Religion de l'Etat

Le Peuple Djiboutien proclame solennellement son attachement aux principes de la Démocratie et des Droits de l'Homme tels qu'ils sont définis par la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et par la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, dont les dispositions font partie intégrante de la présente Constitution.

Il affirme sa détermination à établir un État de Droit et de Démocratie pluraliste garantissant le plein épanouissement des libertés et droits individuels et collectifs ainsi que le développement harmonieux de la communauté nationale.

Il affirme sa volonté de coopérer dans la paix et l'amitié avec tous les peuples qui partagent ses idéaux de liberté, de justice et de solidarité, sur la base du respect mutuel, de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale.

TITRE I DE L'ETAT ET DE LA SOUVERAINETE

ARTICLE 1er : L'Etat de Djibouti est une République démocratique, souveraine, une et indivisible.

Il assure à tous l'égalité devant la loi sans distinction de langue, d'origine, de race, de sexe ou de religion. Il respecte toutes les croyances.

Sa devise est "Unité-Egalité-Paix".

Son principe est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Ses langues officielles sont : l'arabe et le français.

ARTICLE 2 : La capitale de l'Etat est Djibouti.

L'emblème de la République est le drapeau bleu, vert, blanc frappé d'une étoile rouge à cinq branches.

La loi détermine l'hymne et le sceau de la République.

ARTICLE 3 : La République de Djibouti est composée de l'ensemble des personnes qu'elle reconnaît comme membres et qui en acceptent les devoirs, sans distinction de langue, de race, de sexe ou de religion.

La souveraineté nationale appartient au peuple djiboutien qui l'exerce par ses représentants ou par la voie du référendum. Aucune fraction du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice. Nul ne peut-être arbitrairement privé de la qualité de membre de la communauté nationale.

ARTICLE 4 : La légitimité populaire est le fondement et la source de tout pouvoir. Elle s'exprime par le suffrage universel, égal et secret.

Le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif procèdent du suffrage universel ou des instances élues par lui.

ARTICLE 5 : Tous les nationaux djiboutiens majeurs, des deux sexes, jouissant de leurs droits civiques et politiques sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi.

ARTICLE 6 : Les Partis politiques concourent à l'expression du suffrage.

Ils se forment et exercent leur activité librement dans le respect de la Constitution, des principes de la souveraineté nationale et de la démocratie.

Il leur est interdit de s'identifier à une race, à une ethnie, à un sexe, à une religion, à une secte, à une langue ou à une région. Les formalités relatives à la déclaration administrative des partis politiques, à l'exercice et à la cessation de leur activité sont déterminées par la loi.

ARTICLE 7 : Les institutions de la République sont :

- Le pouvoir exécutif
- Le pouvoir législatif ;
- Le pouvoir judiciaire.

Chacun de ces pouvoirs assume la pleine et entière responsabilité de ses prérogatives et attributions dans les conditions telles que la continuité et le fonctionnement régulier des institutions républicaines soient assurés.

ARTICLE 8 : Les institutions de la République doivent permettre l'exercice normal et régulier de la souveraineté populaire et garantir le plein épanouissement des droits et libertés publiques.

ARTICLE 9 : Les institutions doivent permettre la participation de la République aux organisations régionales et internationales, dans le respect de la souveraineté pour l'édification de la paix et de la justice.

TITRE II DES DROITS ET DEVOIRS DE LA PERSONNE HUMAINE

ARTICLE 10 : La personne humaine est sacrée. L'Etat a l'obligation de la respecter et de la protéger. Tous les êtres humains sont égaux devant la loi.

Tout individu a droit à la vie, à la liberté, à la sécurité et à l'intégrité de sa personne.

Nul ne peut être poursuivi, arrêté, inculpé ou condamné qu'en vertu d'une loi promulguée antérieurement aux faits qui lui sont reprochés.

Tout prévenu est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité soit établie par la juridiction compétente.

Le droit à la défense, y compris celui de se faire assister par l'avocat de son choix, est garanti à tous les stades de la procédure.

Toute personne faisant l'objet d'une mesure privative de liberté a le droit de se faire examiner par un médecin de son choix.

Nul ne peut être détenu dans un établissement pénitentiaire que sur mandat délivré par un magistrat de l'ordre judiciaire.

ARTICLE 11 : Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion, de culte et d'opinion dans le respect de l'ordre établi par la loi et les règlements.

ARTICLE 12 : Le droit de propriété est garanti par la présente Constitution. Il ne peut y être porté atteinte que dans le cas de nécessité publique légalement constatée, sous réserve d'une juste et préalable indemnité.

Le domicile est inviolable. Il ne peut y être effectué de visites domiciliaires ou de perquisitions que dans les formes et conditions prévues par la loi. Des mesures portant atteinte à l'inviolabilité du domicile ou la restreignant ne peuvent être prises que pour parer à un danger collectif ou protéger des personnes en péril de mort.

ARTICLE 13 : Le secret de la correspondance et de tous autres moyens de communications est inviolable. Il ne peut être ordonné de restriction à cette inviolabilité qu'en application de la loi.

ARTICLE 14 : Tous les citoyens de la République ont le droit de se déplacer et de se fixer librement sur toute l'étendue de la République. Ce droit ne peut être limité que par la loi.

Nul ne peut être soumis à des mesures de sûreté, sauf dans les cas prévus par la loi.

ARTICLE 15 : Chacun a le droit d'exprimer et de diffuser librement ses opinions par la parole, la plume et l'image. Ces droits trouvent leur limite dans les prescriptions des lois et dans le respect de l'honneur d'autrui.

Tous les citoyens ont le droit de constituer librement des associations et syndicats sous réserve de se conformer aux formalités édictées par les lois et règlements.

Le droit de grève est reconnu. Il s'exerce dans le cadre des lois qui le régissent. Il ne peut en aucun cas porter atteinte à la liberté du travail.

ARTICLE 16 : Nul ne sera soumis à la torture, ni à des sévices ou traitements inhumains, cruels, dégradants ou humiliants.

ARTICLE 17 : La défense de la Nation et de l'intégrité du territoire de la République est un devoir sacré pour tout citoyen djiboutien.

ARTICLE 18 : Tout étranger qui se trouve régulièrement sur le territoire national jouit pour sa personne et pour ses biens de la protection de la loi.

ARTICLE 19 : L'Etat protège à l'étranger les droits et les intérêts légitimes des citoyens djiboutiens.

ARTICLE 20 : L'autorité de l'Etat est exercée par :

- Le Président de la République et son gouvernement ;
- L'Assemblée nationale ;
- Le pouvoir judiciaire.

TITRE III

DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

ARTICLE 21 : Le pouvoir exécutif est assuré par le Président de la République qui est en outre chef du Gouvernement.

ARTICLE 22 : Le Président de la République est le chef de l'Etat. Il incarne l'unité nationale et assure la continuité de l'Etat. Il est le garant de la sécurité nationale, de l'indépendance nationale, de l'intégrité territoriale et du respect de la Constitution, des traités et accords internationaux.

ARTICLE 23 : Le Président de la République est élu pour six ans au suffrage universel direct et au scrutin majoritaire à deux tours. Il n'est rééligible qu'une seule fois.

ARTICLE 24 : Tout candidat aux fonctions de Président de la République doit être de nationalité djiboutienne, à l'exclusion de tout autre, jouir de ses droits civiques et politiques et être âgé de quarante ans au moins.

ARTICLE 25 : Les élections Présidentielles ont lieu trente jours au moins et quarante jours au plus avant l'expiration du mandat du Président en exercice

ARTICLE 26 : La loi fixe les conditions d'éligibilité et de présentation des candidatures, de déroulement du scrutin, de dépouillement et de proclamation des résultats. Elle prévoit toutes les dispositions requises pour que les élections soient libres et régulières.

ARTICLE 27 : Le Président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Si celle-ci n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé dans un délai de quinze jours à un second tour. Ce second tour est ouvert seulement aux deux candidats ayant réuni le plus grand nombre de suffrages.

Si l'un des deux candidats se désiste, le scrutin reste ouvert au candidat venant après dans l'ordre des suffrages exprimés.

Si dans les sept jours précédant la date limite de dépôt des présentations des candidatures, une des personnes ayant, moins de trente jours avant cette date, annoncé publiquement sa décision d'être candidate, décède ou se trouve empêchée, le Conseil Constitutionnel peut décider du report de l'élection.

Si avant le premier tour, un des candidats décède ou se trouve empêché, le Conseil Constitutionnel prononce le report de l'élection.

En cas de décès ou d'empêchement de l'un des deux candidats, les plus favorisés au premier tour avant les retraits éventuels, ou de l'un des deux candidats restés en présence à la suite de ces retraits, le Conseil Constitutionnel décidera de la reprise de l'ensemble des opérations électorales.

La convocation des électeurs se fait par décret pris en Conseil des Ministres.

Le Conseil Constitutionnel contrôle la régularité de ces opérations, statue sur les réclamations, proclame les résultats du scrutin.

ARTICLE 28 : Lorsque le Président de la République est empêché de façon temporaire de remplir ses fonctions, son intérim est assuré par le Premier ministre.

ARTICLE 29 : En cas de vacance de la Présidence de la République pour quelque cause que ce soit ou d'empêchement définitif constaté par le Conseil Constitutionnel saisi par le Premier ministre ou par le Président de l'Assemblée nationale, l'intérim est assuré par le Président de la Cour suprême, lequel ne peut être candidat à la Présidence durant l'intérim.

Durant cet intérim, le gouvernement ne peut être dissout ni remanié. Il ne peut être également procédé à aucune modification ni dissolution des institutions républicaines.

L'élection du nouveau Président a lieu trente jours au moins et quarante cinq jours au plus après constatation officielle de la vacance ou du caractère définitif de l'empêchement.

ARTICLE 30 : Le Président de la République détermine et conduit la politique de la nation. Il dispose du pouvoir réglementaire.

ARTICLE 31 : Le Président de la République peut adresser des messages à la nation.

ARTICLE 32 : Le Président de la République est le chef suprême des armées. Il désigne les titulaires des grands commandements et les chefs de corps.
Il confère les décorations de la République. Il exerce le droit de grâce.

ARTICLE 33 : Le Président de la République peut, après consultation du Président de l'Assemblée nationale et du Président du Conseil Constitutionnel, soumettre tout projet de loi au référendum.

ARTICLE 34 : Le Président de la République promulgue les lois adoptées par l'Assemblée nationale dans un délai de quinze jours à compter de leur transmission s'il ne formule aucune demande de seconde lecture par ladite Assemblée. Il est chargé de leur exécution.

ARTICLE 35 : Le Président de la République saisit le Conseil Constitutionnel lorsqu'il estime qu'une loi est contraire à la présente Constitution

ARTICLE 36 : Le Président de la République veille à l'exécution des décisions de justice.

ARTICLE 37 : Le Président de la République négocie et approuve les traités et les conventions internationales qui sont soumis à la ratification de l'Assemblée nationale.

Les traités ou accords régulièrement ratifiés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie et de sa conformité avec les dispositions pertinentes du droit des traités.

Sans préjudice du paragraphe précédent, la ratification ou l'approbation d'un engagement international comportant une clause contraire aux dispositions pertinentes de la Constitution ne peut intervenir que postérieurement à la révision de celle-ci.

ARTICLE 38 : Le Président de la République nomme et accrédite les représentants diplomatiques et consulaires et les envoyés extraordinaires auprès des puissances étrangères. Les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires des puissances étrangères sont accrédités auprès de lui.

ARTICLE 39 : La loi fixe les avantages accordés au Président de la République et organise les modalités d'octroi d'une pension aux anciens Présidents.

ARTICLE 40 : Lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacées d'une manière grave et immédiate et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics est interrompu, le Président de la République peut, après avis du Président de l'Assemblée nationale et du Président du Conseil Constitutionnel et après en avoir informé la nation par un message, prendre toute mesure tendant à rétablir le fonctionnement régulier des pouvoirs publics et assurer la sauvegarde de la nation, à l'exclusion d'une révision Constitutionnelle.

L'Assemblée nationale se réunit de plein droit. Elle est saisie, pour ratification, dans les quinze jours de leur promulgation, des mesures de nature législative mises en vigueur par le Président. Ces mesures deviennent caduques si le projet de loi de ratification n'est pas déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale dans ledit délai. La ratification, si elle est refusée par l'Assemblée nationale, n'a pas d'effet rétroactif.

TITRE IV DU GOUVERNEMENT

ARTICLE 41 : Le Président de la République est assisté, dans l'exercice de ses fonctions, par un Gouvernement dont sont membres de plein droit le Premier ministre et les ministres.

Le Gouvernement est chargé d'assister et de conseiller le Président de la République dans l'exercice de ses fonctions.

Le Président de la République désigne le Premier Ministre, et sur la proposition de celui-ci, nomme les autres membres du Gouvernement. Il fixe leurs attributions et met fin à leurs fonctions.

ARTICLE 42 : Le Président de la République préside le Conseil de Ministres. Celui-ci délibère obligatoirement sur :

- Les décisions déterminant la politique générale de l'Etat ;
- Les projets de lois ;
- Les nominations aux emplois supérieurs de l'Etat dont la liste est établie en vertu d'une loi adoptée par l'Assemblée nationale.

ARTICLE 43 : Le Président de la République peut déléguer certaines de ses fonctions au Premier ministre, aux ministres et aux fonctionnaires de l'administration, dans le cadre de leurs attributions respectives.

ARTICLE 44 : Les fonctions de Président de la République sont incompatibles avec l'exercice de tout mandat parlementaire, de tout emploi public et de toute activité professionnelle. La qualité de Premier ministre ou de ministre est incompatible avec toute activité professionnelle publique ou privée.

TITRE V DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

ARTICLE 45 : Le Parlement est constitué par une Assemblée unique, dite Assemblée nationale, dont les membres portent le titre de députés.

ARTICLE 46 : Les députés à l'Assemblée nationale sont élus pour cinq ans au suffrage universel direct et secret. Ils sont rééligibles.

Sont éligibles tous les citoyens djiboutiens, jouissant de leurs droits civils et politiques, âgés de vingt trois ans au moins.

ARTICLE 47 : Ne peuvent être élus membres de l'Assemblée nationale pendant l'exercice de leurs fonctions :

- Le Président de la République ;
- Les commissaires de la République, chefs de District et leurs adjoints, les chefs d'arrondissement du District de Djibouti ;
- Les Secrétaires généraux du Gouvernement et des Ministères ;
- Les magistrats ;
- Les contrôleurs d'Etat, les inspecteurs du travail et de l'enseignement ;
- Les membres des Forces Armées et de la Force nationale de Sécurité ;
- Les commissaires et inspecteurs de la Police nationale.

ARTICLE 48 : Une loi organique détermine le nombre de députés, leurs indemnités, les conditions d'éligibilité, le régime des inéligibilités et des incompatibilités, les modalités de scrutin, les conditions dans lesquelles il y a lieu d'organiser de nouvelles élections en cas de vacance de sièges de députés.

Le Conseil Constitutionnel statue en cas de contestation sur la régularité de l'élection des députés et sur leur éligibilité.

ARTICLE 49 : Chaque député est le représentant de la nation. Tout mandat impératif est nul.

Une loi organique peut autoriser exceptionnellement la délégation de vote. Dans ce cas nul ne peut recevoir délégation de plus d'un mandat.

ARTICLE 50 : L'Assemblée nationale est composée de l'ensemble des représentants de la communauté nationale.

ARTICLE 51 : Les membres de l'Assemblée nationale jouissent de l'immunité parlementaire.

Aucun député ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Aucun député ne peut, pendant la durée des sessions, être poursuivi ou arrêté, en matière criminelle ou correctionnelle sauf le cas de flagrant délit, qu'avec l'autorisation de l'Assemblée nationale.

Aucun député ne peut, hors session, être arrêté qu'avec l'autorisation du bureau de l'Assemblée nationale, sauf le cas de flagrant délit, de poursuites autorisées ou de condamnation définitive.

La détention ou la poursuite d'un député est suspendue si l'Assemblée nationale le requiert.

ARTICLE 52 : L'Assemblée nationale se réunit de plein droit en deux séances ordinaires par an. La première séance ordinaire s'ouvre entre le quinze mars et le quinze avril, la seconde au mois de novembre.

La durée de chaque session ordinaire est de deux mois. Le bureau de l'Assemblée nationale peut toutefois décider de la prolonger d'une durée qui ne saurait excéder quinze jours pour permettre l'examen des propositions de lois d'origine parlementaire qui n'auraient pu être abordées au cours de la session ordinaire.

La loi de Finances de l'année est examinée au cours de la deuxième session ordinaire dite session budgétaire.

ARTICLE 53 : L'Assemblée nationale peut être réunie en session extraordinaire sur un ordre du jour déterminé à la demande du Président de la République, du Président de l'Assemblée nationale ou à la demande de la majorité absolue des députés.

La durée d'une session extraordinaire ne peut excéder quinze jours. L'Assemblée nationale se sépare sitôt l'ordre du jour épuisé.

ARTICLE 54 : Le Président de l'Assemblée nationale est élu pour la durée de la législature.

ARTICLE 55 : L'Assemblée nationale établit son règlement intérieur. Le règlement intérieur détermine :

- La composition, les règles de fonctionnement du bureau ainsi que les pouvoirs et prérogatives de son Président ;
- Le nombre, le mode de désignation, la composition, le rôle et la compétence de sa commission permanente, ainsi que de celles qui sont spéciales et temporaires ;
- La création des commissions d'enquête parlementaires dans le cadre du contrôle de l'action gouvernementale ;
- La procédure d'interpellation du gouvernement ;
- Le régime de discipline des députés ;
- L'organisation des services administratifs placés sous l'autorité du Président de l'Assemblée nationale, assisté d'un secrétaire général administratif ;
- Les différents modes de scrutin, à l'exception de ceux prévus expressément par la présente Constitution ;

D'une manière générale, toutes les règles ayant pour objet le fonctionnement de l'Assemblée nationale dans le cadre de sa compétence Constitutionnelle.

TITRE VI

DES RAPPORTS ENTRE LE POUVOIR LEGISLATIF ET LE POUVOIR EXECUTIF

ARTICLE 56 : L'Assemblée nationale détient le pouvoir législatif. Elle vote seule la loi à la majorité simple, sous réserve des dispositions de l'article 67.

ARTICLE 57 : La loi fixe les règles relatives :

- A l'organisation des pouvoirs publics ;
- A la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales ainsi qu'à la création d'offices, d'établissements publics, de sociétés ou d'entreprises nationales ;
- A la jouissance et à l'exercice des droits civils et civiques, à la nationalité, à l'état et à la sûreté des personnes, à l'organisation de la famille, au régime de la propriété et des successions et au droit des obligations ;
- Aux garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques et aux sujétions imposées par la défense nationale ;
- Au régime électoral ;
- Aux garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires civils et militaires ;
- A la détermination des crimes et délits et aux peines qui leur sont applicables, à la procédure pénale, à l'amnistie, à l'organisation judiciaire, au statut des magistrats, des officiers ministériels et des professions juridiques et judiciaires et à l'organisation du régime pénitentiaire ;
- Aux principes généraux de l'enseignement ;
- Aux principes fondamentaux du droit du travail, du droit syndical et de la sécurité sociale ;
- A l'assiette, aux taux et aux modalités de recouvrement des impositions de toutes natures; au régime d'émission de la monnaie, du crédit, des banques et des assurances.

ARTICLE 58 : Les matières autres que celles qui sont du domaine de la loi en vertu de ladite Constitution ressortissent au pouvoir réglementaire.

Les textes de forme législative intervenus en ces matières peuvent être modifiés par décret si le Conseil Constitutionnel, à la demande du Président de la République, déclare qu'ils ont un caractère réglementaire en vertu de l'alinéa précédent.

ARTICLE 59 : L'initiative des lois appartient concurremment au Président de la République et aux membres de l'Assemblée nationale.

Le Président de la République et les députés ont le droit d'amendement.

ARTICLE 60 : Les propositions, projets et amendements qui ne sont pas du domaine de la loi sont irrecevables. L'irrecevabilité est prononcée par le Président de l'Assemblée nationale après délibération du bureau.

En cas de contestation, le Conseil Constitutionnel, saisi par le Président de l'Assemblée nationale ou le Président de la République statue dans un délai de vingt jours.

ARTICLE 61 : Le Gouvernement rend compte périodiquement de son action et de sa gestion à l'Assemblée nationale. L'Assemblée nationale dispose, pour exercer ses droits d'information et de contrôle, des moyens suivants :

- Questions orales ou écrites ;
- Commissions parlementaires d'enquête ;
- Interpellations du gouvernement ;
- Débat annuel sur l'état de la nation.

Une séance par quinzaine est réservée prioritairement aux questions des députés aux membres du gouvernement.

La procédure d'interpellation du gouvernement ou de un ou plusieurs ministres ne peut intervenir qu'à l'initiative d'au moins dix députés. Elle fait l'objet d'une séance spéciale, à une date fixée par le bureau de l'Assemblée.

Le débat peut être suivi d'un vote de l'Assemblée sur la résolution proposée par les auteurs de l'interpellation.

A l'ouverture de chaque session, le Premier ministre fait un rapport à l'Assemblée sur la situation du pays, les réalisations du Gouvernement et les grandes orientations de la politique gouvernementale. Son intervention est suivie d'un débat.

Le Règlement intérieur de l'Assemblée nationale précise les conditions de mise en oeuvre de ces différentes procédures.

ARTICLE 62 : La déclaration de guerre est autorisée par l'Assemblée nationale réunie spécialement à cet effet. Le Président de la République en informe la nation par un message.

L'état de siège et l'état d'urgence sont décrétés en Conseil des Ministres.

La prorogation de l'état de siège ou l'état d'urgence au-delà de quinze jours ne peut être autorisé sans le consentement préalable de l'Assemblée nationale.

ARTICLE 63 : Les traités de paix, les traités de commerce, les traités ou accords relatifs aux organisations internationales, les traités qui engagent les finances de l'Etat, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes, ceux qui comportent cession, échange ou adjonction de territoire ne peuvent être ratifiés ou approuvés qu'en vertu d'une loi.

La ratification ou l'approbation d'un engagement international comportant une clause contraire aux dispositions de ladite Constitution ne peut intervenir que postérieurement à la révision de celle-ci.

Nulle cession, nulle adjonction de territoire n'est valable sans le consentement du peuple qui se prononce par voie de référendum.

ARTICLE 64 : Le Président de la République peut, sur sa demande, être entendu par l'Assemblée nationale ou lui adresser des messages. Ces communications ne peuvent donner lieu à aucun débat en sa présence.

ARTICLE 65 : Les membres du gouvernement ont accès aux séances de l'Assemblée nationale. Ils sont entendus à la demande d'un député, d'une commission ou à leur propre demande.

ARTICLE 66 : Les lois de Finances déterminent les recettes et les dépenses de l'Etat.

Les lois de règlement contrôlent l'exécution des lois de Finances, sous réserve de l'apurement ultérieur des comptes de la nation par la Chambre des Comptes de la Cour suprême.

Les lois de programme fixent les objectifs de l'action économique et sociale de l'Etat.

ARTICLE 67 : Les lois auxquelles la Constitution confère le caractère de lois organiques ne peuvent être adoptées qu'à la majorité absolue des membres de l'Assemblée nationale et ne peuvent être promulguées qu'après déclaration par le Conseil Constitutionnel de leur conformité avec la Constitution.

ARTICLE 68 : L'ordre du jour de l'Assemblée est fixé par la conférence des Présidents composée du Président de l'Assemblée, des vice-Présidents du bureau de l'Assemblée, des Présidents des commissions, et du rapporteur général de la commission des Finances.

Un représentant du gouvernement participe aux travaux de cette conférence.

Ne peuvent être inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée que les textes relevant de sa compétence en vertu de l'article 57.

L'ordre du jour comporte, par priorité et dans l'ordre que le gouvernement a fixé, la discussion des projets de loi et des propositions de loi qu'il a acceptés. Il ne peut être modifié.

L'urgence est de droit lorsqu'elle est demandée par le gouvernement.

ARTICLE 69 : Les propositions de loi ou amendements qui auraient pour effet, s'ils sont adoptés, soit une diminution des ressources publiques, soit l'aggravation des charges publiques sans réduction à due concurrence d'autres dépenses ou création de recettes nouvelles d'égale importance, sont irrecevables.

ARTICLE 70 : La loi de Finances détermine les ressources et les charges de l'Etat.

L'Assemblée nationale est saisie du projet de loi de Finances de l'année (Budget de l'Etat) dès l'ouverture de la session ordinaire précédant la période budgétaire et en tout cas avant le 15 novembre. Le projet de loi de Finances doit prévoir les recettes nécessaires à la couverture intégrale des dépenses.

Le projet de loi de Finances doit être voté au plus tard en première lecture dans le délai de trente-cinq jours après son dépôt. En cas de rejet ou d'amendement, une deuxième lecture peut être demandée.

Si le budget n'est pas voté avant le premier janvier, le Président de la République est autorisé à reconduire le budget de l'année précédente par douzièmes provisoires.

Le budget ne peut être adopté qu'en séance plénière.

TITRE VII DU POUVOIR JUDICIAIRE

ARTICLE 71 : Le pouvoir judiciaire est indépendant du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. Il s'exerce par la Cour suprême et les autres cours et tribunaux.

Le pouvoir judiciaire veille au respect des droits et libertés définis par la présente Constitution.

ARTICLE 72 : Le juge n'obéit qu'à la loi. Dans le cadre de sa mission, il est protégé contre toute forme de pression de nature à nuire à son libre arbitre.

Les magistrats du siège sont inamovibles.

ARTICLE 73 : Le Président de la République est garant de l'indépendance de la magistrature. Il est assisté par le Conseil supérieur de la Magistrature qu'il préside.

Le Conseil supérieur de la magistrature veille sur la gestion de la carrière des magistrats et donne son avis sur toute question concernant l'indépendance de la magistrature. Il statue comme conseil de discipline pour les magistrats.

Une loi organique fixe la composition, le fonctionnement et les attributions du Conseil supérieur de la Magistrature ainsi que le statut de la magistrature, dans le respect des principes contenus dans la présente Constitution.

ARTICLE 74 : Nul ne peut être arbitrairement détenu. Le pouvoir judiciaire, gardien de la liberté individuelle, assure le respect de ce principe dans les conditions prévues par la loi.

TITRE VIII DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

ARTICLE 75 : Le Conseil Constitutionnel veille au respect des principes Constitutionnels. Il contrôle la constitutionnalité des lois. Il garantit les droits fondamentaux de la personne humaine et les libertés publiques.

Il est l'organe régulateur du fonctionnement des institutions et de l'activité des pouvoirs publics.

ARTICLE 76 : Le Conseil Constitutionnel comprend six membres dont le mandat dure huit ans et n'est pas renouvelable. Ils sont désignés comme suit :

- Deux nommés par le Président de la République ;
- Deux nommés par le Président de l'Assemblée nationale ;
- Deux nommés par le Conseil supérieur de la Magistrature.

Il se renouvelle par moitié tous les quatre ans.

Le Président du Conseil Constitutionnel est nommé par le Président de la République parmi ses membres. Il a voix prépondérante en cas de partage.

Les anciens Présidents de la République sont membres de droit du Conseil Constitutionnel.

Les membres du Conseil Constitutionnel jouissent de l'immunité accordée aux membres de l'Assemblée nationale.

Les membres du Conseil Constitutionnel doivent être âgés de trente cinq ans au moins et être choisis à titre principal parmi des juristes d'expérience.

ARTICLE 77 : Le Conseil Constitutionnel veille à la régularité de toutes les élections et des opérations de référendum et en proclame les résultats. Il examine les réclamations et statue sur celles-ci.

Le Conseil Constitutionnel est saisi en cas de contestation sur la validité d'une élection par tout candidat et tout parti politique.

ARTICLE 78 : Les lois organiques, avant leur promulgation, et le règlement intérieur de l'Assemblée nationale, avant sa mise en application, doivent être soumis au Conseil Constitutionnel qui se prononce sur leur conformité à la Constitution.

ARTICLE 79 : Aux mêmes fins, les lois peuvent être déférées au Conseil Constitutionnel avant leur promulgation par le Président de la République, le Président de l'Assemblée nationale ou dix députés.

La saisine du Conseil Constitutionnel par le Président de la République doit intervenir dans les six jours suivant la transmission qui lui est faite de la loi définitivement adoptée ; la saisine par le Président de l'Assemblée nationale ou les députés doit intervenir dans le délai de six jours de l'adoption définitive de la loi.

Dans les cas prévus aux deux alinéas précédents, le Conseil Constitutionnel doit statuer dans le délai d'un mois. Toutefois, à la demande du Président de la République, s'il y a urgence, ce délai est ramené à huit jours. Dans ces mêmes cas, la saisine du Conseil Constitutionnel suspend le délai de promulgation.

Une disposition déclarée inconstitutionnelle ne peut être promulguée ni mise en application.

ARTICLE 80 : Les dispositions de la loi qui concernent les droits fondamentaux reconnus à toute personne par la Constitution peuvent être soumises au Conseil Constitutionnel par voie d'exception à l'occasion d'une instance en cours devant une juridiction.

L'exception d'inconstitutionnalité peut être soulevée par tout plaideur devant toute juridiction.

La juridiction saisie doit alors surseoir à statuer et transmettre l'affaire à la Cour suprême. La Cour suprême dispose d'un délai d'un mois pour écarter l'exception si celle-ci n'est pas fondée sur un moyen sérieux ou, dans le cas contraire, renvoyer l'affaire devant le Conseil Constitutionnel qui statue dans le délai d'un mois.

Une disposition jugée inconstitutionnelle sur le fondement de cet article cesse d'être applicable et ne peut plus être appliquée aux procédures.

ARTICLE 81 : Les décisions du Conseil constitutionnel sont revêtues de l'autorité de la chose jugée. Elles ne sont susceptibles d'aucun recours.

Elles s'imposent aux pouvoirs publics, à toutes les autorités administratives et juridictionnelles ainsi qu'à toutes personnes physiques ou morales.

ARTICLE 82 : Une loi organique détermine les règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil constitutionnel ainsi que la procédure qui est suivie devant lui. Cette loi organique fixe également les modalités d'application de l'article 80.

TITRE IX DE LA HAUTE COUR DE JUSTICE

ARTICLE 83 : Il est institué une Haute cour de Justice. Elle est composée de membres désignés par l'Assemblée nationale à chaque renouvellement général. Elle élit son président parmi ses membres.

ARTICLE 84 : Une loi organique fixe sa composition, les règles de son fonctionnement ainsi que la procédure applicable devant elle.

La Haute cour de Justice est compétente pour juger le président de la République et les ministres mis en accusation devant elle par l'Assemblée nationale.

Le président de la République n'est responsable des actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions qu'en cas de haute trahison. Les membres du gouvernement sont pénalement responsables des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions et qualifiés crimes ou délits au moment où ils ont été commis. La mise en accusation est votée par scrutin public à la majorité des deux tiers des députés composant l'Assemblée nationale.

La Haute cour de Justice est liée par la définition des crimes et délits ainsi que par la détermination des peines résultant des lois pénales en vigueur à l'époque des faits compris dans la poursuite.

TITRE X DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

ARTICLE 85 : Les collectivités territoriales sont créées et administrées dans les conditions définies par la loi.

Ces collectivités s'administrent librement par des conseils élus et dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 86 : Dans les collectivités territoriales, le délégué du gouvernement a la charge des intérêts nationaux, du contrôle administratif et du respect des lois.

TITRE XI DE LA REVISION DE LA CONSTITUTION

ARTICLE 87 : L'initiative de la révision de la Constitution appartient concurremment au président de la République et aux députés.

Pour être discutée, toute proposition parlementaire de révision doit être signée par un tiers au moins des membres de l'Assemblée nationale.

Le projet ou la proposition de révision doivent être votés à la majorité des membres composant l'Assemblée nationale et ne deviennent définitifs qu'après avoir été approuvés par référendum à la majorité simple des suffrages exprimés.

Toutefois, la procédure référendaire peut être évitée sur décision du président de la République ; dans ce cas, le projet ou la proposition de révision ne sont approuvés que s'ils réunissent la majorité des deux tiers des membres composant l'Assemblée nationale.

ARTICLE 88 : Aucune procédure de révision ne peut être engagée si elle met en cause l'existence de l'État ou porte atteinte à l'intégrité du territoire, à la forme républicaine du gouvernement ou au caractère pluraliste de la démocratie djiboutienne.

TITRE XII DES DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

ARTICLE 89 : La présente Constitution sera soumise à référendum. Elle sera enregistrée et publiée, en français et en arabe, au Journal officiel de la République de Djibouti, le texte en français faisant foi.

ARTICLE 90 : La présente Constitution entrera en vigueur et sera exécutée comme Constitution de la République dans les trente jours de son approbation par référendum. La mise en place des institutions prévues par la présente Constitution débutera au plus tard deux mois après son approbation et sera terminée au plus tard huit mois après celle-ci.

ARTICLE 91 : Les dispositions nécessaires à l'application de la présente constitution feront l'objet de lois votées par l'Assemblée nationale.

ARTICLE 92 : La législation en vigueur demeure valable dans la mesure où elle n'est pas contraire à la présente Constitution et où elle n'est pas l'objet d'une abrogation expresse.

ARTICLE 93 : Les autorités établies dans la République de Djibouti continueront d'exercer leurs fonctions et les institutions actuelles seront maintenues jusqu'à la mise en place des autorités et des institutions nouvelles.

Annexe n° 5
Loi organique n° 1/ AN /92 relative aux élections du 29 octobre 1992 modifiée³¹

Le président de la République, chef du gouvernement ;

Vu la constitution ;

Vu la loi n° 211 /AN/ 192/2e L du 16 juillet 1992, portant délégation d'une partie des pouvoirs de l'Assemblée à la Commission permanente jusqu'à l'ouverture de la 2e Session ordinaire de 1992 dite 'Session budgétaire' ;

Vu l'avis du comité constitutionnel ;
promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. - La présente loi règle la jouissance et l'exercice du droit de suffrage et organise les consultations du peuple par référendum ainsi que les élections législatives et présidentielles.

ARTICLE 2. - Le suffrage est universel, direct, égal et secret.

CHAPITRE I : L'ELECTORAT ET LES CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE SUFFRAGE

ARTICLE 3. - Sont électeurs tous les nationaux djiboutiens des deux sexes âgés de 18 ans et jouissant de leurs droits civils et politiques.

ARTICLE 4. - L'exercice du droit de suffrage est subordonné à l'inscription préalable sur une liste électorale de la circonscription administrative où se trouve le domicile ou la résidence, sauf dérogation prévue par la présente loi. Les Djiboutiens résidant à l'étranger doivent, pour être électeurs :

- être immatriculés au consulat ou à l'ambassade de la République de Djibouti dans le pays de leur résidence ;
- être inscrits sur la liste électorale de l'ambassade dont relève le pays de résidence.

ARTICLE 5. - La liste électorale comprend :

- tous les électeurs qui ont leur domicile ou leur résidence dans le district où ils sont recensés ;
- ceux qui sont soumis à une résidence obligatoire dans le district où ils sont recensés en qualité de fonctionnaire civil ou militaire ;
- ceux qui, ne remplissant pas les conditions d'âge ou de résidence ci-dessus indiquées lors de la date d'ouverture de la période d'inscription sur les listes électorales, les remplissent au jour fixé par le scrutin.

---

³¹ Loi modifiée par la Loi Organique n° 2 /AN/93/3ème L du 7 avril 1993 et par la Loi Organique n° 11/AN/02/4ème L du 14 août 2002

ARTICLE 6. - Ne doivent pas être inscrits sur la liste électorale les individus condamnés pour crime ainsi que ceux qui ont été condamnés pour délit à une peine d'emprisonnement ferme supérieure à trois mois ou à une peine d'emprisonnement avec sursis supérieure à un an, à l'exception des condamnations pour délit d'imprudance.

ARTICLE 7. - Nul ne peut être inscrit sur plusieurs listes électorales. Lors d'un changement définitif de domicile, l'électeur inscrit sur une liste électorale sollicite immédiatement, dans les trois mois de ce changement, sa radiation de cette liste et son inscription dans sa nouvelle circonscription de résidence.

ARTICLE 8. - Une carte d'électeur doit être délivrée à tout électeur inscrit sur la liste électorale. Les modalités d'établissement et de délivrance de cette carte ainsi que le délai de sa validité sont définis par décret pris en Conseil des Ministres.

CHAPITRE II : L'ELIGIBILITE A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE ET LES INCOMPATIBILITES

ARTICLE 9. - Tout candidat aux fonctions de président de la République doit être de nationalité djiboutienne, jouir de ses droits civils et politiques et être âgé de quarante ans au moins.

ARTICLE 10. - Les fonctions de président de la République sont incompatibles avec l'exercice de tout emploi civil ou militaire, toute fonction judiciaire et toute activité professionnelle.

CHAPITRE III : L'ELIGIBILITE A L'ASSEMBLEE NATIONALE ET LES INCOMPATIBILITES

ARTICLE 11. - Est éligible à l'Assemblée Nationale tout djiboutien âgé de 23 ans révolus, ayant la qualité d'électeur et sachant lire, écrire et parler couramment le français ou l'arabe.

ARTICLE 12. - Ne peuvent être élus membres de l'Assemblée Nationale pendant l'exercice de leurs fonctions :

- le président de la République,
- les commissaires de la République, chefs de district et leurs adjoints, les chefs d'arrondissements du district de Djibouti,
- les secrétaires généraux du gouvernement et des ministères,
- les magistrats,
- les contrôleurs d'État, les inspecteurs du travail et de l'enseignement,
- les membres des Forces armées et de la Force Nationale de Sécurité.
- les commissaires et inspecteurs de la Police Nationale.

ARTICLE 13. - Est interdit l'enregistrement de la candidature d'une personne inéligible en vertu des articles 11 et 12. En cas de contestation le candidat peut se pourvoir devant le conseil constitutionnel qui statue dans les 8 jours.

ARTICLE 14. - Le parlementaire qui a accepté au cours de son mandat une fonction incompatible avec celui-ci aux termes de l'article 12 est déclaré démissionnaire d'office.

La démission d'office est prononcée par l'Assemblée Nationale à la requête de son bureau.

ARTICLE 15. - L'exercice de fonctions publiques non électives est incompatible avec le mandat de député.

En conséquence, tout agent public élu député est placé en position de détachement hors cadre dans un délai de 30 jours suivant son entrée en fonction.

CHAPITRE IV : MODES DE SCRUTIN ET DISPOSITIONS PARTICULIERES A CHAQUE ELECTION

ARTICLE 16. - Le territoire de la République est divisé en circonscriptions électorales. La circonscription électorale de base est le district.

SECTION I : LE REFERENDUM CONSTITUTIONNEL

ARTICLE 17. - La consultation référendaire se fait au scrutin majoritaire à un tour.

ARTICLE 18. - Des bulletins de vote portant l'inscription "OUI" et "NON" et de deux couleurs différentes sont mis à la disposition de chaque électeur. La couleur des différents bulletins est déterminée par arrêté.

SECTION 2 : ELECTION PRESIDENTIELLE

ARTICLE 19. - Le président de la République est élu pour six ans au suffrage universel direct et au scrutin majoritaire à deux tours. Il n'est rééligible qu'une seule fois.

ARTICLE 20. - Les élections présidentielles ont lieu trente jours au moins et quarante jours au plus avant l'expiration du mandat du président en exercice.

ARTICLE 21. - La période de dépôt des candidatures est de dix jours. Elle débute le quarantième jour et s'achève le trentième jour précédant le premier tour de scrutin.

ARTICLE 22. - La déclaration de candidature faite en double exemplaire et revêtue de la signature du candidat doit être présentée par un parti politique régulièrement constitué.

La déclaration de candidature est enregistrée par le Ministre de l'Intérieur qui en délivre immédiatement récépissé.

ARTICLE 23. - La déclaration de candidature doit mentionner les nom, profession, résidence, date et lieu de naissance du candidat. Elle doit être accompagnée d'un certificat de nationalité, d'une copie certifiée conforme de l'acte de naissance ou toute autre pièce en tenant lieu, d'un curriculum vitæ certifié sincère, d'un extrait de casier judiciaire et du certificat de consignation d'une caution financière de 5.000.000 FD versée à la caisse du Trésorier Payeur national.

En outre, le candidat doit fournir quatre photographies d'identité et préciser l'emblème et la couleur retenus par lui pour l'impression de ses bulletins de vote.

ARTICLE 24. - Les dossiers de déclarations de candidature sont communiqués le 30e jour précédant le premier tour de scrutin au conseil constitutionnel qui les retourne dans les trois jours au Ministre de l'Intérieur après avoir vérifié l'éligibilité de chacun des candidats.

ARTICLE 25. - Le Ministre de l'Intérieur assure dès le 25e jour précédant le premier tour de scrutin la publication de la liste des candidats.

ARTICLE 26. - Le président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Si celle-ci n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé dans un délai de quinze jours à un second tour. Ce second tour est ouvert seulement aux deux candidats ayant réuni le plus grand nombre de suffrages. Si l'un des deux candidats se désiste, le scrutin reste ouvert au candidat venant après dans l'ordre des suffrages exprimés.

Si dans les sept jours précédant la date limite de dépôt des présentations des candidatures, une des personnes ayant, moins de trente jours avant cette date annoncé publiquement sa décision d'être candidate, décédé ou se trouve empêchée, le conseil constitutionnel peut décider du report de l'élection.

Si avant le premier tour, un des candidats décède ou se trouve empêché, le conseil constitutionnel prononce le report de l'élection. En cas de décès ou d'empêchement de l'un des deux candidats les plus favorisés au premier tour avant les retraits éventuels, ou de l'un des deux candidats restés en présence à la suite de ces retraits, le conseil constitutionnel décidera de la reprise de l'ensemble des opérations électorales.

ARTICLE 27. - Le conseil constitutionnel contrôle la régularité de l'élection présidentielle, statue sur les réclamations et proclame les résultats du scrutin.

ARTICLE 28. - Tout candidat à l'élection présidentielle qui a obtenu plus de dix pour cent des suffrages exprimés a droit au remboursement de la caution versée par lui auprès du Trésor Payeur national.

SECTION 3 : ELECTION A L'ASSEMBLEE NATIONALE

ARTICLE 29. - L'Assemblée nationale est composée de 65 membres élus pour cinq ans au scrutin de liste majoritaire à un tour, sans panachage ni vote préférentiel. Elle se renouvelle intégralement et ses membres sont rééligibles.

Les élections législatives ont lieu dans les trente jours qui précèdent ou qui suivent l'expiration des pouvoirs des membres de l'Assemblée Nationale.

ARTICLE 30. - Chaque district sera représenté proportionnellement au nombre des électeurs inscrits sur les listes électorales telles qu'elles ont été arrêtées après la dernière révision ou refonte connue des listes électorales.

Un décret précisera la répartition des sièges.

ARTICLE 31. - Pour chaque district, chaque liste comprend un nombre de candidats égal au nombre de sièges à pourvoir. Nul ne peut être candidat sur plus d'une liste.

ARTICLE 32. - Les partis politiques régulièrement constitués sont seuls habilités à présenter des candidats.

ARTICLE 33. - Les listes de candidatures sont déposées en double exemplaire au Ministère de l'Intérieur au plus tard quinze jours avant l'ouverture de la campagne électorale. Elles doivent comporter les nom, date et lieu de naissance, domicile et profession des candidats ainsi que leur signature précédée de la mention manuscrite (Pour acceptation) et la date. Elles doivent également mentionner le titre de la liste et la couleur ou l'emblème choisi pour l'impression des bulletins de vote.

Par ailleurs, chaque candidat doit annexer à la liste les documents suivants :

- un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- un extrait d'acte de naissance ;
- une attestation du commissaire de la République de son lieu de résidence prouvant qu'il est domicilié dans le pays et qu'il est inscrit sur les listes électorales.

ARTICLE 34. - Il est immédiatement délivré au déposant de la liste un récépissé provisoire. Un récépissé définitif est délivré après versement auprès du Trésorier Payeur National d'une caution fixée à 500.000 francs Djibouti par candidat et après examen de la recevabilité des candidatures.

ARTICLE 35.- En cas de refus d'enregistrement d'une liste ou en cas de contestation, les candidats peuvent se pourvoir devant le conseil constitutionnel qui statue dans un délai de trois jours.

ARTICLE 36.- Aucun retrait de candidature n'est admis après la délivrance du récépissé définitif.

En cas de décès ou d'inéligibilité constatée avant le jour du scrutin le remplacement du ou des candidats défailants est autorisé.

ARTICLE 37. - Les listes dont le dépôt a été définitivement enregistré sont publiées par décret au Journal officiel 14 jours au moins avant la date du scrutin.

ARTICLE 38. - Les électeurs sont convoqués par décret trente (30) jours au moins avant le jour des élections, qui doit être obligatoirement un vendredi.

Le scrutin ne dure qu'un seul jour de 6 heures du matin à 18 heures, sous réserve des dérogations éventuelles qui pourraient être apportées par le décret portant convocation du corps électoral. Le dépouillement du scrutin a lieu immédiatement après sa clôture et se poursuit sans interruption.

CHAPITRE V : LES OPERATIONS DE VOTE

ARTICLE 39. - Les référendums ainsi que toutes les élections sont placées sous la supervision du conseil constitutionnel qui veille à leur régularité.

Des observateurs étrangers peuvent être invités à assister au déroulement des opérations de vote.

ARTICLE. 40. – (*dispositions modifiées par la Loi Organique n° 11/AN/02/4ème L du 14 août 2002*)³² : Il est institué au plan national une Commission Electorale Nationale Indépendante chargée du contrôle des opérations électorales.

Pour toutes consultations nationales, la Commission Electorale Nationale Indépendante est représentée, dans chaque circonscription électorale, par une Commission Electorale Locale.

SECTION I : BUREAU DE VOTE

ARTICLE 41. – (*dispositions modifiées par la Loi Organique n° 11/AN/02/4ème L du 14 août 2002*)³³ : Après avis de la Commission Electorale Nationale Indépendante, le Président de la République, sur proposition du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, fixe par arrêté le nombre et l'implantation des bureaux de vote et en désigne les membres.

En cas de défaillance du Président du Bureau de Vote, il est pourvu à son remplacement par le Commissaire de la République après avis de la Commission Electorale de la circonscription.

Si cette défaillance intervient au cours du scrutin, les membres du bureau désignent en leur sein un nouveau Président.

En cas de défaillance d'un membre du bureau constatée à l'ouverture ou au cours du scrutin, il est pourvu à son remplacement par le Président du Bureau de Vote.

Du tout, mention est faite au procès-verbal.

ARTICLE 42. - Chaque candidat ou liste de candidats pour les élections présidentielles et législatives a le droit de contrôler par un délégué dûment mandaté par lui, par bureau de vote, toutes les opérations de vote, de dépouillement des bulletins, de décompte des voix.

Les délégués ci-dessus mentionnés ont également le droit d'exiger l'inscription au procès-verbal de toutes les observations, soit avant que la proclamation des résultats du scrutin, soit après, mais avant que le procès-verbal ait été placé sous scellé.

Le procès-verbal est signé par lesdits délégués s'ils sont présents.

ARTICLE 43. - Le président du bureau de vote dispose du pouvoir de police à l'intérieur du bureau de vote. Il peut à ce titre, après avis des autres membres du bureau, en expulser toute personne qui perturbe le déroulement normal des opérations de vote.

ARTICLE 44. - Les membres du bureau de vote sont responsables de toutes les opérations qui leurs sont assignées par la présente loi.

ARTICLE 45. - Chaque bureau de vote est doté de un ou plusieurs isolements. Les isolements doivent assurer le secret du vote de chaque électeur. Ils doivent être placés de façon à ne pas dissimuler au public les opérations électorales.

ARTICLE 46.- Avant l'ouverture du scrutin, le président du bureau de vote doit constater que le nombre des enveloppes est égal au nombre des électeurs inscrits. Les enveloppes sont fournies par l'Administration.

Si, pour une cause quelconque, les enveloppes réglementaires font défaut, le président du bureau de vote, après avis des autres membres du bureau, est tenu de les remplacer par d'autres, d'un type uniforme, frappées du cachet de la circonscription électorale. Mention doit être faite de ce remplacement au procès-verbal et cinq enveloppes utilisées doivent y être annexées.

SECTION 2 : LE VOTE

ARTICLE 47. Tout électeur, inscrit sur la liste électorale de la circonscription, a droit de prendre part au vote dans le bureau auquel il est attaché, sauf s'il est détenu dans un établissement pénitentiaire ou interné dans un établissement public d'aliénés. Toutefois, sous réserve du contrôle de leur carte d'identité, de leur carte d'électeur et de leur titre de mission, sont admis à voter en dehors de leur lieu d'inscription, les fonctionnaires civils, les militaires et les magistrats en mission et toutes autres personnes en déplacement pour raison de service.

ARTICLE 48 - Tout électeur atteint d'infirmité certaine le mettant dans l'impossibilité d'introduire son bulletin dans l'enveloppe et de glisser celle-ci dans l'urne est autorisé à se faire assister par un électeur de son choix.

---

³² - Version originelle de l'Article 40 de la loi organique 1/ AN /92 du 29 octobre 1992 : « Il est institué au plan national et dans chaque circonscription administrative une commission de supervision des élections chargée de l'organisation des différents scrutins du suivi et du contrôle de toutes les opérations de vote prévues dans la présente loi.

Ces commissions sont composées à parité de magistrats, de fonctionnaires et de représentants des partis régulièrement constitués ».

- Version modifiée de l'Article 40 par la Loi organique Organique n° 2 /AN/93/3ème L du 7 avril 1993 : « Il est institué au plan national et dans chaque circonscription administrative une commission de supervision des élections chargée de l'organisation des différents scrutins, du suivi et du contrôle de toutes les opérations de vote prévues dans la présente loi. Ces commissions sont composées à parité de magistrats, de fonctionnaires et de représentants des partis régulièrement constitués, ou de représentants des candidats à l'élection présidentielle »

³³ Version originelle de l'Article 40 de la loi organique 1/ AN /92 du 29 octobre 1992 : « Après avis des commissions de supervision des élections, le président de la République, sur demande du Ministre de l'Intérieur, fixe par arrêté le nombre et l'implantation des bureaux de vote et en désigne les membres.

En cas de défaillance du président du bureau de vote il est pourvu à son remplacement par le commissaire de la République après avis de la commission locale de supervision des élections.

Si cette défaillance intervient au cours du scrutin, les membres du bureau désignent en leur sein un nouveau président.

En cas de défaillance d'un membre du bureau constatée à l'ouverture ou au cours du scrutin, il est pourvu à son remplacement par le président du bureau de vote.

Du tout, mention est faite au procès-verbal. »

ARTICLE 49. - A son entrée dans la salle de scrutin, l'électeur après avoir prouvé son identité, fait constater son inscription sur la liste électorale.

Le vote de chaque électeur est constaté par la signature ou le paraphe de l'un des membres du bureau de vote apposé sur la liste d'émargement en face du nom de l'électeur. De plus, le vote de l'électeur est constaté par l'apposition de l'empreinte de son pouce gauche à l'encre indélébile en face de son nom en présence des membres du bureau.

ARTICLE 50. - L'urne pourvue d'une seule ouverture destinée à laisser passer l'enveloppe contenant le bulletin de vote doit, avant le début du scrutin, avoir été vidée, fermée et scellée publiquement par le président du bureau de vote.

SECTION 3 : LE DEPOUILLEMENT DES RESULTATS

ARTICLE 51. - Le dépouillement suit immédiatement la clôture du scrutin. Il est conduit sans désenclaver jusqu'à son achèvement complet.

Le dépouillement du scrutin est public. Il a lieu soit dans le bureau de vote, soit au siège de la circonscription administrative. Dans ce dernier cas le transport de l'urne doit être fait par les membres du bureau de vote en la compagnie constante des délégués des partis politiques.

Le dépouillement du scrutin se déroule de la manière suivante :

- l'urne est ouverte et le nombre des enveloppes est vérifié par les membres du bureau de vote. Si ce nombre est supérieur à celui des émargements sur la liste, mention en est faite au procès verbal ;
- les membres du bureau de vote effectuent le dépouillement des votes et décomptent les voix. Ils sont assistés par les scrutateurs choisis par le président du bureau de vote, parmi les électeurs présents sachant lire et écrire ;
- le dépouillement s'effectue sur une table unique ou sur plusieurs tables entre lesquelles le président répartit les enveloppes. A chaque table, l'un des scrutateurs extrait le bulletin de chaque enveloppe et le passe, déplié, à un autre scrutateur. Celui-ci le lit à haute voix ; les indications portées sur le bulletin sont relevées par deux scrutateurs au moins, sur les feuilles préparées à cet effet ;
- les tables sur lesquelles s'opèrent les dépouillements du scrutin sont disposées de telle sorte que les électeurs puissent circuler alentour.

ARTICLE 52. - Les bulletins nuls ne sont pas considérés comme des Suffrages exprimés. Sont considérés comme nuls :

- l'enveloppe sans bulletin ou le bulletin sans enveloppe ;
- plusieurs bulletins dans l'enveloppe ;
- les enveloppes ou bulletins comportant des mentions griffonnées ou déchirées ;
- les bulletins entièrement ou partiellement barrés ;
- les bulletins ou enveloppes non réglementaires ;
- les bulletins comprenant des mentions injurieuses.

ARTICLE 53. - Immédiatement après le dépouillement, le président du bureau de vote rend public et affiche le résultat provisoire du scrutin.

ARTICLE 54. - Les procès-verbaux des opérations électorales de chaque bureau de vote sont établis en triple exemplaire.

L'un de ces exemplaires est déposé au secrétariat de la circonscription administrative. A cet exemplaire est joint une feuille de dépouillement des votes.

Les deux autres exemplaires sont adressés sous pli scellé, par l'intermédiaire du commissaire de la République, au Ministère de l'Intérieur qui transmet l'un des exemplaires au président du conseil constitutionnel.

Sont annexés à ce dernier exemplaire.

- les enveloppes et bulletins annulés ;
- une feuille de dépouillement des votes dûment arrêtés ;
- les réclamations rédigées des électeurs ;
- essentiellement, les observations du bureau de vote concernant le déroulement du scrutin.

Les résultats de chaque bureau de vote sont transmis directement en présence des autres membres du bureau de vote par la voie la plus rapide et la plus sûre au Ministère de l'Intérieur qui les centralise. Les résultats définitifs de toutes les consultations sont rendus public par le Ministre de l'Intérieur au plus tard à minuit le jour qui suit la fin du scrutin.

Le conseil constitutionnel proclame solennellement les résultats après avoir effectué les vérifications.

CHAPITRE VI : LA CAMPAGNE ELECTORALE

ARTICLE 55. - (*Dispositions modifiées par la Loi Organique n° 2 /AN/93/3ème L du 7 avril 1993³⁴*) La campagne électorale est ouverte à partir du quatorzième jour qui précède la date du scrutin.

Elle prend fin le mercredi précédent le jour du scrutin à minuit.

ARTICLE 56. - La propagande électorale se fait par réunions, affiches ou voie de presse.

ARTICLE 57. - Seuls les partis régulièrement constitués ainsi que les candidats régulièrement inscrits sont autorisés à organiser des réunions électorales.

ARTICLE 58. - Les réunions électorales doivent être déclarées au chef de la circonscription administrative au moins vingt quatre heures à l'avance.

La déclaration précise les nom, profession, adresse et qualité des organisateurs responsables de la réunion électorale, le lieu et les heures de début et de fin de réunion, le caractère clos ou ouvert au public du lieu où se tient la réunion.

³⁴ Version originelle de l'article 55 de la loi organique 1/ AN /92 du 29 octobre 1992 : « *La campagne électorale est ouverte à compter du jour de la publication au Journal Officiel de la liste des candidats ou des partis admis à participer à la campagne. Elle prend fin le mercredi précédant le jour du scrutin à 0 heure* ».

ARTICLE 59. - L'État prend à sa charge les dépenses de propagande suivantes :

- l'impression des bulletins de vote ;
- l'impression d'une circulaire à adresser ou à faire parvenir à tous les électeurs ;
- l'impression et l'affichage d'un placard de dimension maximale de 594mmx841 mm ;
- l'impression et l'affichage d'un placard de format 297 mm x 420 mm.

Une commission de propagande chargée de donner un avis sur le prix d'impression des documents électoraux devra être constituée vingt jours au moins avant la date des élections.

Elle doit comprendre, sous la présidence d'un magistrat désigné par le président de la Cour Suprême, le directeur des Finances, le chef de services des Affaires économiques et le représentant des imprimeurs.

ARTICLE 60. - Les candidats et les partis politiques peuvent utiliser les antennes de la radio d'État et de la télévision d'État pour leur campagne électorale.

Une émission d'une durée de 60 minutes par candidat pour les élections présidentielles, et par parti pour les élections législatives, est mise à la disposition des candidats.

Cette durée de 60 minutes, tant à la radio qu'à la télévision peut être utilisée de façon fractionnée.

Les émissions doivent être enregistrées et réalisées dans les studios de la RTD.

ARTICLE 61. - (modifiée par la Loi Organique n° 2 /AN/93/3ème L du 7 avril 1993)³⁵ Des emplacements sont réservés à l'affichage par les autorités locales en nombre égal pour chaque candidat ou chaque liste de candidats selon le cas.

Il est interdit d'apposer les affiches en dehors de ces emplacements ou sur les emplacements réservés aux autres candidats.

Les emplacements sont attribués suivant l'ordre de la réception par le Ministère de l'Intérieur des candidatures qui auront été retenus.

Le décret publiant la liste des candidats précise le classement de chaque candidat ou liste de candidats pour l'attribution des emplacements réservés à l'affichage."

ARTICLE 62. - Les affiches et circulaires doivent comporter le nom et le signe du parti dont se réclame le (ou les) candidat (s).

ARTICLE 63 - Toute propagande électorale en dehors de la période fixée est interdite.

ARTICLE 64. - Les jours de scrutin, la distribution de tout document ou de tout autre support de propagande est strictement interdit.

ARTICLE 65. - Il est interdit à tout agent public de distribuer au cours de ses heures de service tout document ou tout autre support de propagande électorale.

ARTICLE 66. - La commission de supervision des élections veille au respect de l'équité dans l'accès des candidats ou des listes de candidats aux supports publics de propagande électorale.

Ces supports sont les emplacements publics d'affichage et l'audiovisuel public.

ARTICLE 67. - Le candidat ou la liste de candidats peut exercer, à tout instant, le droit de réponse visé dans la loi sur la presse.

ARTICLE 68. - La non observation des dispositions du présent chapitre expose le contrevenant aux sanctions prévues par les textes en vigueur.

CHAPITRE VII : LE CONTENTIEUX ELECTORAL

ARTICLE 69. - Le contentieux de toutes les élections relève de la compétence du conseil constitutionnel.

En attendant la mise en place de cette institution prévue par les articles 75 à 82 de la Constitution, ses attributions en matière électorale sont exercées par la Cour suprême.

ARTICLE 70. - Tout candidat peut intenter un recours sur la régularité des opérations électorales dans les dix jours qui suivent la proclamation des résultats du scrutin.

ARTICLE 71. - La requête doit être écrite. Elle est adressée au secrétariat du conseil constitutionnel ou au ministre de l'intérieur qui en assure la transmission immédiate au conseil constitutionnel. S'il s'agit d'une élection législative, le bureau de l'Assemblée Nationale est avisé du dépôt du recours.

ARTICLE 72. - La requête doit contenir les nom, date et lieu de naissance, profession du requérant et l'indication des moyens d'annulation invoqués. Doivent y être annexées les pièces produites au soutien des moyens. La requête n'a pas d'effet suspensif. Elle est dispensée de tout frais, de timbre et d'enregistrement.

ARTICLE 73. - Le conseil constitutionnel peut, sans instruction contradictoire préalable, rejeter immédiatement, par décision motivée, les requêtes irrecevables en la forme ou ne contenant que des griefs qui ne peuvent manifestement pas avoir d'influence sur les résultats de l'élection.

La décision du conseil constitutionnel est aussitôt notifiée à l' élu concerné et à l'assemblée à laquelle il peut appartenir.

ARTICLE 74. - Lorsqu'il y a lieu à instruction contradictoire, avis est donné à l' élu ou à la liste contestée. Il leur est imparti un délai de huit jours francs pour prendre connaissance de la requête et des pièces au secrétariat du conseil constitutionnel et pour produire leurs observations écrites.

---

³⁵ Version originelle de l'article 61 de la loi organique 1/ AN /92 du 29 octobre 1992 : « Des emplacements sont réservés à l'affichage par les autorités locales en nombre égal pour chaque candidat ou chaque liste de candidats selon le cas. Il est interdit d'apposer les affiches en dehors de ces emplacements ou sur les emplacements réservés aux autres candidats. Les emplacements sont attribués dans l'ordre d'arrivée des demandes ».

Dès réception de ces observations, ou à l'expiration du délai imparti pour les produire, l'affaire est jugée. La décision motivée est aussitôt notifiée aux parties et au bureau de l'assemblée en cas d'élection législative. En toute hypothèse, le conseil constitutionnel doit statuer dans le délai de deux mois.

CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS PENALES

ARTICLE 75. - Quiconque se fera inscrire sur la liste électorale sous de faux noms ou de fausses qualités, ou aura en se faisant inscrire, dissimulé une incapacité prévue par la présente loi, ou aura réclamé et obtenu une inscription sur deux ou plusieurs listes, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100.000 à 1.000.000 FD, ou à l'une de ces deux peines seulement.

ARTICLE 76. - Les articles ou documents, à caractère électorale qui comprennent une combinaison des couleurs du drapeau national sont interdits, à peine pour l'imprimeur d'une amende de 1.000.000 à 2 000.000 FD.

ARTICLE 77. - Sera puni d'une amende de 100.000 à 500.000 FD, celui qui aura profité d'une inscription irrégulière pour voter plus d'une fois.

ARTICLE 78. - Celui qui, déchu du droit de voter par suite d'une condamnation judiciaire, aura voté soit en vertu d'une inscription sur les listes antérieures à sa déchéance, soit en vertu d'une inscription postérieure, opérée sans sa participation, sera puni d'un emprisonnement de quinze (15) jours à trois mois et d'une amende de 100.000 à 500.000 FD, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ARTICLE 79. - Quiconque étant chargé, dans un scrutin, de recevoir, compter ou dépouiller les bulletins contenant les suffrages des citoyens aura souscrit, rajouté, ou altéré des bulletins, sera puni d'un emprisonnement d'un (1) an à cinq (5) ans et d'une amende de 1.000.000 FD à 5.000.000 FD, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ARTICLE 80. - Celui qui entre dans une enceinte électorale avec une ou plusieurs armes apparentes est passible d'une amende de 100.000 FD à 500.000 FD

Si les armes étaient cachées, le porteur sera puni d'un emprisonnement de 20 jours à 6 mois et d'une amende de 500.000 FD à 1.000.000 FD ou de l'une de ces deux peines seulement.

ARTICLE 81. - Quiconque, par attroupements, clameurs ou démonstrations menaçantes, aura troublé les opérations d'un collège électoral, sera puni d'un emprisonnement d'un (1) mois à un (1) an et d'une amende de 100000 à 500000 FD, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ARTICLE 82. - Toute irruption dans un collège électorale consommée ou tentée avec violence, en vue d'empêcher un choix sera punie d'un emprisonnement d'un (1) an à cinq (5) ans et d'une amende de 100.000 FD à 500.000 FD, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ARTICLE 83. - Le membre d'un collège électoral qui, pendant la réunion se sera rendu coupable d'outrage ou de violence, soit envers le bureau soit envers l'un de ses membres, ou qui par voies de fait, menace, aura retardé ou empêché les opérations électorales sera puni d'un emprisonnement d'un (1) mois à un (1) an et d'une amende de 100.000 F0 à 500 000 FD ou de l'une de ces deux peines seulement.

ARTICLE 84. - L'enlèvement de l'urne contenant les suffrages émis et non encore dépouillés sera puni d'un emprisonnement d'un (1) an à cinq (5) ans et d'une amende de 100.000 FD à 500.000 FD ou de l'une de ces deux peines seulement.

ARTICLE 85. - La violation du scrutin faite, soit par les membres du bureau, soit par les agents de l'autorité préposée à la garde des bulletins non encore dépouillés, sera punie de réclusion.

ARTICLE 86. - Quiconque, soit par voies de fait, violence ou menaces contre un électeur, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi, d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, l'aura déterminé ou aura tenté de le déterminer à s'abstenir de voter ou aura influencé son vote, sera puni d'un emprisonnement d'un (1) mois à un (1) an et d'une amende de 100.000 FD à 500.000 FD.

CHAPITRE IX : DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 87. - La présente loi remplace et annule toutes les dispositions antérieures contraires.

ARTICLE 88. - Des décrets pris en Conseil des Ministres fixent en tant que de besoin les modalités d'application de la présente loi.

ARTICLE 89. - La présente loi sera publiée selon la procédure d'urgence au Journal Officiel de la République de Djibouti dès sa promulgation.

Djibouti, le 29 octobre 1992
Par le président de la République
HASSAN GOULED APTIDON

Annexe 6
Loi n° 1/AN/92/2e L du 15 septembre 1992 relative aux partis politiques en République de Djibouti.

L'Assemblée Nationale a adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Vu la Constitution et notamment son article 6 ;

Vu la loi n°211/AN/ 92 du 16 juillet 1992 portant délégation aux pouvoirs une partie de l'Assemblée Nationale ;

Le conseil des Ministres entendu en sa séance du 6 septembre 1992.

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1er : Les partis politiques ont pour objet, dans le respect de la Constitution et des principes de souveraineté nationale et de démocratie, de regrouper les citoyens djiboutiens dans un but non lucratif, afin de concourir à l'expression du suffrage universel par des moyens démocratiques et pacifiques.

Les partis politiques sont obligatoirement constitués sous forme d'associations de droit djiboutien, et soumis en outre aux dispositions de la présente loi.

Article 2 : La création, l'action et les activités des partis politiques s'inscrivent dans le respect de la Constitution et des lois en vigueur en République de Djibouti.

A ce titre, ils ne doivent pas porter atteinte à la sécurité et à l'ordre, ainsi qu'aux droits et libertés individuels et collectifs, ni utiliser leurs moyens pour mettre sur pied une organisation militaire ou para-militaire.

Les statuts des partis politiques doivent obligatoirement comporter l'engagement formel de respecter ces principes.

Article 3 : Tout citoyen est libre d'adhérer au parti politique de son choix, mais les partis politiques ne peuvent en aucune façon s'identifier à une race, à une ethnie, à un sexe, à une religion, une secte, une langue ou à une région. L'organisation interne des partis doit se faire sur la base des principes démocratiques.

TITRE II - CONSTITUTION DES PARTIS POLITIQUES

Article 4 : Le nombre des membres fondateurs d'un parti politiques en République de Djibouti ne doit pas être inférieur à 3 membres par district, dont 18 pour le district de Djibouti, soit 30 membres pour la République, chaque composante de la communauté nationale devant être représentée.

Peuvent être membres fondateurs d'un parti politique les personnes remplissant les conditions suivantes :

- Être de nationalité djiboutienne, d'origine ou acquise depuis au moins 12 ans ; à l'exclusion de toute autre nationalité ;
- Jouir de leurs droits civils et politiques et ne pas avoir été condamné à une peine infamante ;
- Avoir son domicile ou sa résidence sur le territoire national.

Article 5 : La déclaration administrative de constitution d'un parti politique s'effectue par le dépôt d'un dossier auprès du Ministre de l'Intérieur, accompagné du reçu du dépôt d'une caution de 2 millions de FD constituée auprès du Trésor public.

Un récépissé de dépôt de dossier est immédiatement remis à chaque parti politique par le ministre de l'Intérieur ; ce récépissé rappelle les conditions légales de création des partis.

Article 6 : Le dossier, mentionné à l'article 5 ci-dessus doit comprendre :

- Une demande datée et signée de 30 membres fondateurs.
- Le procès-verbal de la réunion constitutive du parti politique, en particulier la dénomination du parti et l'adresse complète de son siège.
- Les extraits d'acte de naissance des membres fondateurs et dirigeants.
- Les cartes d'identité nationale des membres fondateurs.
- Les certificats de nationalité des membres fondateurs et des dirigeants.
- Les attestations de résidence des membres fondateurs et des dirigeants.
- La profession ou l'activité des membres fondateurs et des dirigeants.
- 4 exemplaires des statuts adoptés lors de la réunion constitutive.
- Une liste de 30 personnalités politiques, administratives, coutumières, notables appointés, ou personnes décorées de la Grande Étoile de l'Ordre national accordant leur caution morale à la création du parti.

Article 7 : Un parti politique ne peut adopter l'appellation d'un parti ayant déjà reçu le récépissé de la déclaration.

Il ne peut non plus se servir, pour sa propre propagande des titres ou appellations déjà utilisées par un autre parti politique.

Article 8 : Les statuts prévus à l'article 6 doivent comporter les indications ci-après :

- Les fondements et objectifs précis du parti politique.
- La composition de (ou des) organe (s) délibérant (s).
- L'organisation interne du parti.
- Les dispositions financières.

Les prescriptions des articles 1, 2 et 3 de la présente loi doivent être reprises dans les statuts.

Article 9 : Après le dépôt du dossier de déclaration d'un parti politique, le ministre de l'Intérieur, assisté d'une commission de vérification de 6 membres, dont un magistrat, fait procéder à toutes études utiles, recherche, enquête nécessaires au contrôle de la véracité du contenu de la déclaration.

Une fois ce contrôle de conformité effectué, la publication du récépissé de dépôt de dossier est assurée dans le Journal officiel.

Article 10 : Dans le cas où le contrôle de conformité du ministre de l'Intérieur fait apparaître que le parti politique ne remplit pas les conditions légales, une notification motivée de non conformité est adressée dans les 10 jours aux membres fondateurs du parti, qui peuvent saisir la Cour Suprême dans les quinze jours suivant la date de cette notification.

La Cour Suprême doit statuer dans un délai de 15 jours sur cette requête. Durant cette période d'attente, le parti n'a pas d'existence légale.

Article 11 : Outre les formalités relatives au fonctionnement des associations de droit djiboutien, les partis politiques doivent :

1. déclarer sans délai toute modification apportée à leurs statuts, dans les mêmes formes et conditions que celles prévues aux articles 5, 6, 7 et 8 ci-dessus ;

2. Déclarer sans délai tout changement survenu dans la direction ou l'administration du parti ; sans préjudice de la déclaration annuelle qu'ils doivent faire, dans les huit jours de la date anniversaire de récépissé du dépôt des statuts, de la liste de tous ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de l'administration du parti ;

3. déposer chaque année, au plus tard le 31 janvier, le compte financier de l'exercice écoulé ainsi que l'inventaire de ses biens meubles et immeubles. Ce compte doit faire apparaître que le parti politique ne bénéficie d'autres ressources que celles provenant des cotisations, dons et legs de ses adhérents et sympathisants nationaux et des bénéficiaires réalisés à l'occasion des manifestations. En outre, il est tenu de présenter ses comptes annuels au Ministère des Finances et d'être en mesure de justifier la provenance de ses ressources financières et leur utilisation.

Un décret précise les pièces comptables que les partis politiques doivent fournir en application des dispositions du présent article.

Article 12 : Les déclarations et dépôts prévus aux articles 5, 6, 8 et 11 ci-dessus sont effectués, sous peine de dissolution, auprès du ministre de l'Intérieur qui est tenu d'en délivrer récépissé.

Article 13 : La dissolution d'un parti politique est prononcée par décret sur rapport du ministre de l'Intérieur :

1. dans le cas où un parti a reçu directement ou indirectement des subsides de l'étranger ou d'étrangers établis en République de Djibouti ;

2. dans le cas où un parti applique une modification statutaire refusée par le ministre de l'Intérieur ;

3. dans le cas où, par son activité générale ou ses prises de positions publiques, un parti a gravement méconnu les obligations qui lui incombent en vertu de la Constitution et rappelées dans les engagements prévus aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus, notamment en ce qui concerne le respect ;

- des caractères de l'État : républicain et démocratique ;
- des institutions de la République ; de leur statut, de leurs pouvoirs et de leurs compétences ;
- de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et de l'unité de l'État ;
- de l'ordre public et des libertés publiques.

Les biens d'un parti dissous sont liquidés conformément aux dispositions de ses statuts ou, à défaut, conformément aux dispositions régissant les associations.

Article 14 : Les partis politiques régulièrement constitués ont accès aux antennes de la radiodiffusion télévision de Djibouti pour la diffusion de leurs communiqués de presse et la couverture de leurs manifestations statutaires. En outre, ils peuvent être invités à participer à des émissions à caractère politique, notamment sous la forme de débats ou de tables rondes.

Articles 15 : Les activités des partis politiques à l'occasion des réunions publiques d'information et des opérations électorales sont régies par les dispositions légales en vigueur.

TITRE III - DISPOSITIONS PENALES

Article 16 : En cas de violation grave des lois en vigueur par tout parti politique, en cas d'urgence ou de trouble à l'ordre public, le ministre chargé de l'Intérieur peut prendre la décision immédiatement exécutoire de suspension de toutes les activités du parti concerné et ordonner la fermeture à titre provisoire de tous les locaux dudit parti. La décision de suspension est motivée et doit comporter la durée de la suspension. Elle est notifiée immédiatement au représentant légal du parti et au procureur de la République. Le tout sans préjudice d'autres dispositions législatives le cas échéant.

En tout état de cause, aucune mesure de suspension ne doit excéder une durée de trois mois.

Article 17 : Le ministre chargé de l'Intérieur saisit dans les 48 heures qui suivent la décision de suspension ou de fermeture, la Cour suprême qui statue dans les trente jours qui suivent la saisine.

Le parti politique concerné peut également saisir la Cour dans les quinze jours, de la notification. La Cour devra statuer dans le même délai que ci-dessus.

Au cas où les délais fixés aux alinéas 1 et 2 du présent article ne seraient pas respectés par le ministre chargé de l'Intérieur ou par la Cour Suprême, la décision de suspension devient caduque.

Article 18 : Le ministre chargé de l'Intérieur peut demander la dissolution par voie judiciaire de tout parti politique.

La Cour Suprême statue sur la demande de dissolution dans les trente jours qui suivent sa saisine.

Article 19 : Sans préjudice des autres dispositions de la législation en vigueur en République de Djibouti, quiconque, en violation de la présente loi, fonde, dirige ou administre un parti sous quelque forme ou quelque dénomination que ce soit encourt une peine d'emprisonnement de 6 à 12 mois et une amende de 1 million à 5 millions de FD ou l'une de ces deux peines. Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 1 an à 5 ans et d'une amende de 2 millions à 10 millions de FD quiconque dirige, ministre ou fait partie d'un parti politique qui se serait maintenu ou reconstitué pendant la suspension ou après sa dissolution.

Article 20 : Quiconque enfreint les dispositions des articles 1, 2 et 3 de la présente loi encourt les peines prévues au Code pénal.

Article 21 : Tout dirigeant de parti, tout membre de parti qui par ses écrits, déclarations publiques, démarches, incite ou invite les Forces Armées ou les Forces de Sécurité à s'emparer du pouvoir d'État encourt la peine de réclusion de 10 à 20 ans et une amende de 10 millions de FD sans préjudice de la dissolution du parti concerné.

TITRE IV - DISPOSITIONS FINALES

Article 22 : Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi.

Article 23 : La présente loi sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Djibouti, le 15 septembre 1992.
HASSAN GOULED APTIDON

Annexe n° 7

Décret n°2005-0028/PR/MID du 24 février 2005 fixant la date de l'élection Présidentielle, portant convocation du corps électoral et fixant les dates de dépôt des candidatures.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DU GOUVERNEMENT

VU La constitution du 15 septembre 1992 ;

VU La loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 portant règles générales pour les consultations du peuple par référendum ainsi que les élections législatives et présidentielles ;

VU La loi organique n°2/AN/1993/3e L du 07 avril 1993 modifiant certaines dispositions de la loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 ;

VU La loi organique n°4/AN/93/3e L du 07 avril 1993 portant règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

VU La loi organique n°11/AN/02/4ème L portant modification de l'article 40 de la loi organique n°2/AN/93 du 07 avril 1993 et de l'article 41 de la loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 relative aux élections ;

VU L'erratum du 30 novembre 1998 relatif à l'article 22 de la loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 ;

VU Le décret n°2005-0024/PR/MID du 19 février 2005 portant composition et fonctionnement de la Commission Électorale Nationale Indépendante ;

VU La loi n°1/AN/92/2e L du 15 septembre 1992 relative aux partis politiques en République de Djibouti ;

VU Le décret n°93-0023/PRE du 29 mars 1993 fixant les modalités d'établissement des listes électorales ainsi que les conditions de délivrance et de validité des cartes d'électeurs ;

VU L'arrêté n°2003-0278/PR/MID du 09 avril 2003 portant création du district d'Arta;

VU Le décret n°2001-0053/PRE du 04 mars 2001 portant nomination du Premier Ministre ;

VU Le décret n°2001-0137/PRE du 04 juillet 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

SUR proposition du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation.

DECRETE

Article 1er : La date du premier tour des Élections Présidentielles est fixée au vendredi 08 avril 2005.

Article 2 : Les électeurs inscrits préalablement sur les listes électorales, telles qu'elles ont été arrêtées par les Commissaires de la République au 31 décembre 2004, sont appelés à participer au premier tour de l'Élection Présidentielles le vendredi 08 avril 2005.

Article 3 : Le scrutin est ouvert de 6h00 du matin à 18h00 du soir sur l'ensemble du Territoire de la République.

Article 4 : Dans l'éventualité où aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, un second tour, ouvert aux deux candidats ayant réuni le plus grand nombre de suffrages, sera organisé dans les mêmes conditions le vendredi 22 avril 2005.

Article 5 : Les dates de dépôt des candidatures sont fixées du 27 février 2005 au 08 mars 2005 inclus.

Article 6 : Le présent décret sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera et inséré au Journal Officiel de la République de Djibouti.

Fait à Djibouti, le 24 février 2005.
Le Président de la République,
chef du Gouvernement
ISMAÏL OMAR GUELLEH
Annexe 8

Décision n°002 du 09 mars de l'An 2005 concernant les élections présidentielles.

Le Conseil Constitutionnel réuni en sa salle ordinaire, sous la Présidence de Mr. Omar Chirdon Abass, en présence de MM Abdallah Mohamed Kamil, Abdillahi Aïdid Farah, Ali Mohamed Abdou, Mohamed Ali Foulie, Mohamed Warsama Ragueh, membres en exercice, a rendu, après en avoir délibéré la décision dont la teneur suit :

VU La Constitution du 15 septembre 1992 ;
VU La loi organique n°1/92 relative aux élections ;
VU Les articles 9-10-21-22-23 et 24 de cette même loi ;
VU La déclaration de candidature Mr ISMAEL OMAR GUELLEH, Président en exercice, aux élections présidentielles du 08 avril 2005, enregistré le 07 mars de l'année 2005 à 11h au Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation ;
VU Le récépissé de dépôt de la déclaration de candidature datée du 07 mars, versée au dossier
VU Le certificat de nationalité ;
VU La copie certifiée conforme de l'acte de naissance ;
VU L'extrait de casier judiciaire attestant de l'absence de condamnation du candidat ;
VU Le certificat de consignation de la caution financière de 5.000.000, versée à la caisse du Trésorier Payeur National ;
VU Les photos d'identité et le choix de l'emblème et de la couleur verte pour l'impression des bulletins de vote du candidat ISMAEL OMAR GUELLEH.

Déclare, toutes les conditions étant réunies, Mr ISMAEL OMAR GUELLEH éligible.

Signé par

Le Président :
Mr. Omar Chirdon Abass

Signés par

Les membres :
MM. Abdallah Mohamed Kamil
Abdillahi Aïdid Farah
Ali Mohamed Abdou
Mohamed Ali Foulie
Mohamed Warsama Ragueh

Annexe 9

Décret n°2005-0041/PR/MID du 9 mars 2005 portant organisation du scrutin présidentiel du 08 avril 2005.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DU GOUVERNEMENT

VU La constitution du 15 septembre 1992 ;

VU La loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 portant règles générales pour les consultations du peuple par référendum ainsi que les élections législatives et présidentielles ;

VU La loi organique n°2/AN/1993/3è L du 07 avril 1993 modifiant certaines dispositions de la loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 ;

VU La loi organique n°4/AN/93/3è L du 07 avril 1993 portant règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

VU La loi organique n°11/AN/02/4ème L portant modification de l'article 40 de la loi organique n°2/AN/93 du 07 avril 1993 et de l'article 41 de la loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 relative aux élections ;

VU L'erratum du 30 novembre 1998 relatif à l'article 22 de la loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 ;

VU La loi n°1/AN/92/2è L du 15 septembre 1992 relative aux partis politiques en République de Djibouti ;

VU Le décret n°93-0023/PRE du 29 mars 1993 fixant les modalités d'établissement des listes électorales ainsi que les conditions de délivrance et de validité des cartes d'électeurs ;

VU L'arrêté n°2003-0278/PR/MID du 09/04/2003 portant création du district d'Arta ;

VU Le décret n°2001-0053/PRE du 04 mars 2001 portant nomination du Premier Ministre ;

VU Le décret n°2001-0137/PRE du 04 juillet 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

VU Le décret n°2005-0024/PR/MID du 19/02/05 portant composition et fonctionnement de la Commission Électorale Nationale Indépendante ;

VU L'arrêté n°2005-0098/PR/MID du 19 février 2005 portant désignation des membres de la Commission Électorale Nationale Indépendante ;

VU L'arrêté n°2005-0101/PR/MID du 20 février 2005 complément de l'arrêté n°2005-0098 du 19 février 2005 ;

VU Le décret n°2005-0028/PR/MID du 24 février 2005 fixant la date de l'élection présidentielle, portant convocation du corps électoral et fixant les dates de dépôt des candidatures ;

SUR Proposition du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation.

DECRETE

Article 1er : Tout candidat aux fonctions de Président de la République doit être de nationalité djiboutienne, jouir de ses droits civiques et politiques et être âgé de quarante ans au moins.

Article 2 : Le Président de la République est élu pour six ans au suffrage universel direct et au scrutin majoritaire à deux tours. Le candidat qui obtient la majorité absolue au premier tour est considéré élu. Dans l'hypothèse où celle-ci n'est pas obtenue au premier tour, il est procédé dans un délai de quinze jours, en l'occurrence le vendredi 22 avril 2005 à un second tour. Ce second tour reste ouvert aux deux candidats ayant réuni le plus grand nombre de suffrages exprimés.

Article 3 : Le dépôt des candidatures est établi en double exemplaire au Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation dès le 27 février 2005 à 07 h 00 et prend fin le 08 mars 2005 à minuit.

Article 4 : La déclaration de candidature doit mentionner les renseignements suivants :

- Nom ;
- Profession ;
- Résidence ;
- Date et lieu de naissance du candidat ;

Elle doit être accompagnée de :

- Un certificat de nationalité délivré par le juge de nationalité
- Une copie certifiée conforme de l'acte de naissance ou de toute pièce tenant lieu ;
- Un curriculum vitae certifié sincère auprès du département de législation du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
- Un extrait de casier judiciaire - bulletin n°3 ;
- Une quittance de consignation d'une caution financière de 5.000.000 FD versée à la Caisse du Trésorier Payeur National ;
- Quatre photographies d'identité ;
- Choix de l'emblème et du couleur retenus pour l'impression de ses bulletins de vote.

Article 5 : Le nombre et l'emplacement des bureaux de vote seront déterminés par arrêté du Président de la République. Les bureaux de vote seront ouverts de 6 h 00 du matin à 18 h 00 du soir. Chaque bureau de vote sera composé de :

- 1 Président ;
- 1 Secrétaire ;
- Deux assesseurs ;

Trois membres au moins du bureau de vote doivent être présents en permanence pendant les opérations de consultation.

Article 6 : Chaque candidat a le droit de désigner un délégué inscrit sur la liste électorale du district et ce dans chaque bureau de vote. Les noms de ces délégués doivent être notifiés au Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation et au Conseil constitutionnel au plus tard le 24 mars 2005 à 13 h 00. Chaque liste des délégués doit compter le nom, la profession, le domicile et le numéro d'inscription sur la liste électorale du district et enfin l'indication du bureau de vote où ils sont appelés à y être.

Le président du Conseil Constitutionnel délivrera une attestation qui servira de titre et garantira les droits attachés à la qualité de délégué. Celui-ci dûment mandaté suivra toutes les opérations de vote, de dépouillement des bulletins de vote et décompte des voix. Le délégué du candidat peut demander l'inscription au procès-verbal de toutes les observations et ce, avant que le procès-verbal ne soit mis sous scellé.

Article 7 : Les bulletins de vote utilisés pourront être imprimés sur du papier de couleur différente pour chaque candidat mais de même qualité et de même grammage. La couleur des bulletins de vote de chaque candidat doit être identique au recto et au verso. Les bulletins de vote sont de dimension 105 mm X 148 mm. Leur impression est prise en charge par l'État.

Ils comportent :

- La mention « élections présidentielles scrutin du 08 avril 2005 » ;
- Le nom du candidat ;
- La couleur ou l'emblème choisi par le candidat pour l'impression de ses bulletins et le cas échéant le nom du parti qui le représente.

En cas de choix d'une même couleur et d'un même emblème par plusieurs candidats ceux-ci sont invités à se mettre d'accord pour modifier leur choix.

A défaut, la couleur ou l'emblème concernée est attribuée selon l'ordre de réception des candidatures. Toutefois, lorsqu'un candidat a déjà utilisé une couleur lors des précédentes élections, celui-ci est prioritaire. Les bulletins de vote seront imprimés par l'Imprimerie Nationale, sur proposition des candidats et après consultation du Conseil Constitutionnel qui devra délivrer un « bon à tirer ». Les bulletins de vote seront déposés par les soins du Conseil Constitutionnel dans chaque bureau de vote en nombre au moins égal à celui des électeurs appelés à participer à la consultation. Le personnel du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation apportera son concours à cette opération. La combinaison des couleurs du drapeau national est formellement interdite. Son emploi fait encourir à l'imprimeur une amende de 1.000.000 FD à 2.000.000 FD.

Article 8 : Le procès-verbal des opérations de consultations électorales dans chaque bureau de vote est rédigé sur des imprimés spéciaux, remis par le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation et rédigés en trois exemplaires par le secrétaire, signés par le Président, par tous les membres du bureau de vote ainsi que les délégués des candidats présents.

Il doit indiquer :

- le nom du bureau de vote et du district concerné,
- le nombre d'électeurs inscrits sur la liste électorale,
- le nombre d'électeurs non inscrits autorisés à voter dans le bureau,
- le nombre de votants constitués par les émargements,
- le nombre de vote par procuration,
- le nombre de vote nuls,
- le nombre de suffrages exprimés en faveur de chaque candidat,
- le nombre de cartes d'électeurs remis au président du bureau pour distribution,
- le nombre de cartes électorales délivrées aux électeurs pendant le déroulement du scrutin.

Les délégués peuvent exiger l'inscription au procès-verbal de toutes observations, protestations ou contestations éventuelles sur les dites opérations. Lorsqu'un membre du bureau ou un délégué présent refuse de signer le procès-verbal des opérations, le refus est mentionné au procès-verbal en précisant les motifs.

Les enveloppes ou bulletins de vote affiche les résultats au procès-verbal. Chaque enveloppe ou bulletin nul doit comporter le motif de la nullité et doit être signé par tous les membres du bureau.

Le président du bureau de vote affiche les résultats de son bureau de vote et remet au représentant de chaque candidat un exemplaire de leurs feuilles de pointage ainsi qu'une copie de l'affichage des résultats. Il place dans une enveloppe adressée au Conseil constitutionnel - Avenue Foch Plateau du Serpent à Djibouti.

1) Le premier exemplaire du procès-verbal des opérations doit comporter :

- a) Toutes les feuilles de pointage relatives à la consultation excepté l'exemplaire destiné aux candidats qui sera remis immédiatement à leur représentant.
  - b) Les enveloppes et bulletins non décomptés, nuls ou contestés, revêtus de la signature des membres du bureau et comportant le motif de la nullité.
  - c) Les procès-verbaux de constatations éventuelles de plainte et tout autre procès-verbal relatif à tout incident concernant la consultation.
  - d) Toutes réclamations.
  - e) La liste des personnes ayant voté sur identification par deux témoins.
- Les listes d'électeurs dûment émargées, ainsi que la liste éventuelle des électeurs ayant voté sur ordonnance, seront tenues à la disposition du Conseil Constitutionnel en cas de besoin. Ce pli doit être remis par la voie la plus rapide au Commissaire de la République, chef du district qui doit centraliser toutes les enveloppes des bureaux de vote de son district, destinées au Conseil Constitutionnel et les expédier immédiatement au Palais de Justice, à Djibouti.

2) Le deuxième exemplaire doit être placé dans l'enveloppe adressée au Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Les plis destinés au Ministère de l'Intérieur sont également centralisés par le Commissaire de la République, chef de district. Ils doivent parvenir dans les plus brefs délais, au Ministère de l'Intérieur.

Le Commissaire de la République qui doit établir, à partir des procès-verbaux de chaque bureau de vote, un procès-verbal dépouillement récapitulatif de l'ensemble des bureaux de vote de son district. Ces procès-verbaux sont rédigés sur des imprimés remis par le Ministère de l'Intérieur. Ils devront être adressés :

- Au président du Conseil Constitutionnel, Palais de Justice, et au Ministère de l'Intérieur, chargé de la Décentralisation ;
- Le 3ème exemplaire sera destiné aux archives du district ;

Les enveloppes contenant les procès-verbaux récapitulatifs emprunteront les mêmes voies que les enveloppes destinées au président du Conseil Constitutionnel et au Ministère de l'Intérieur. Un plan de récupération de ces enveloppes devra être proposé par chaque Commissaire de la République, au Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation.

II. Campagne en vue des consultations

Article 9 : La campagne électorale s'ouvre à partir du quatorzième jour qui précèdent la date du scrutin. Elle prend fin le mercredi précédent le jour du scrutin à zéro heures.

Article 10 : Pendant la durée de la campagne, les candidats peuvent apposer des affiches non soumises au droit de timbre, sur les emplacements spéciaux, réservés à l'application des affiches électorales.

Article 11 : Les candidats peuvent faire apposer sur les emplacements qui leur sont affectés :

- une affiche de format maximum 594 x 841 mm
- une affiche de format maximum 297 x 420 mm

Article 12 : Les candidats font procéder à l'impression des affiches prévues à l'article 10 du présent décret. Un certificat «Bon à Tirer» devra être délivré par le président du Conseil Constitutionnel avant toute impression de documents électoraux. Les affiches doivent être déposées auprès du Conseil Constitutionnel qui chargera les Commissaires de la République, chef de District, de les apposer sur les emplacements prévus à cet effet.

Article 13 : Les tarifs d'impression de tous documents électoraux sont fixés par arrêté du président de la République, après avis de la commission de propagande chargée de donner un avis sur le prix d'impression des documents et ce sur le fondement de l'article 59 de la loi organique n°1/AN/92/2è L.

Article 14 : Pendant la durée de la campagne en vue des élections Présidentielles, toutes dispositions sont prises par le Conseil constitutionnel pour faire communiquer à chaque électeur, les documents suivants :

- Une circulaire de chaque candidat, sur une feuille 210 x 297 mm, dont le «Bon à Tirer» doit être préalablement délivré par le président du Conseil Constitutionnel, conformément à l'article 11 du présent décret ;
- Un exemplaire des bulletins de vote établi pour chaque liste.

Article 15 : Les candidats peuvent utiliser les antennes de la Radio et Télévision Djiboutienne, pour la campagne électorale. Des émissions d'une durée totale de 60 mm, tant à la Radio qu'à la Télévision et pouvant être fractionnées, sont mises à la disposition des candidats.

III. Résultats et Recours.

Article 16 : Les résultats officiels de sélections seront proclamés, par le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation au plus tard, à minuit, le jour qui suit la fin du scrutin. Le Conseil Constitutionnel proclame solennellement des résultats, au plus tard, à minuit, le 5ème jour après la fin du scrutin.

Article 17 : Toutes réclamations ou recours sont portés devant le Conseil Constitutionnel, conformément aux dispositions du chapitre VII de la loi organique n°1/AN/92/2ème L du 15 septembre 1992 relative aux élections.

Article 18 : Le président du Conseil Constitutionnel pourra faire appel au concours des agents de l'Administration publique, pour l'exécution des dispositions du présent décret.

Article 19 : Des arrêtés du Président de la République, fixeront les modalités d'application découlant de ce décret.

Article 20 : Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence, communiqué partout où besoin sera et inséré au Journal Officiel de la République de Djibouti.

Fait à Djibouti, le 09 mars 2005.
Le Président de la République,
chef du Gouvernement
ISMAÏL OMAR GUELLEH

Annexe 10

Décret n°2005-0044/PR/MID du 9 mars fixant la date d'ouverture et de fermeture de la campagne électorale pour les élections présidentielles du 08 avril 2005.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DU GOUVERNEMENT

VU La constitution du 15 septembre 1992 ;

VU La loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 portant règles générales pour les consultations du peuple par référendum ainsi que les élections législatives et présidentielles ;

VU La loi organique n°2/AN/1993/3è L du 07 avril 1993 modifiant certaines dispositions de la loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 ;

VU La loi organique n°4/AN/93/3è L du 07 avril 1993 portant règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

VU La loi organique n°11/AN/02/4ème L portant modification de l'article 40 de la loi organique n°2/AN/93 du 07 avril 1993 et de l'article 41 de la loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 relative aux élections ;

VU L'erratum du 30 novembre 1998 relatif à l'article 22 de la loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 ;

VU La loi n°1/AN/92/2è L du 15 septembre 1992 relative aux partis politiques en République de Djibouti ;

VU Le décret n°93-0023/PRE du 29 mars 1993 fixant les modalités d'établissement des listes électorales ainsi que les conditions de délivrance et de validité des cartes d'électeurs ;

VU L'arrêté n°2003-0278/PR/MID du 09/04/2003 portant création du district d'Arta;

VU Le décret n°2001-0053/PRE du 04 mars 2001 portant nomination du Premier Ministre ;

VU Le décret n°2001-0137/PRE du 04 juillet 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

VU Le décret n°2005-0024/PR/MID du 19/02/05 portant composition et fonctionnement de la Commission Électorale Nationale Indépendante ;

VU L'arrêté n°2005-0098/PR/MID du 19 février 2005 portant désignation des membres de la Commission Électorale Nationale Indépendante ;

VU l'arrêté n°2005-0101/PR/MID du 20 février 2005 complément de l'arrêté n°2005-0098 du 19 février 2005 ;

VU Le décret n°2005-0028/PR/MID du 24 février 2005 fixant la date de l'élection présidentielle, portant convocation du corps électoral et fixant les dates de dépôt des candidatures ;

VU Le décret n°2005-0041/PR/MID du 09 mars 2005 portant organisation du scrutin présidentiel du 08 avril 2005 ;

SUR Proposition du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation.

DECRETE

Article 1er : La campagne-électorale pour les Élections Présidentielles du 08 avril 2005 est ouverte le vendredi 25 mars 2005 à 0 heure et prend fin le mercredi 06 avril 2005 à minuit pour le premier tour et éventuellement, pour le second tour, le samedi 09 avril 2005 à midi jusqu'au mercredi 20 avril 2005 précédant le scrutin à minuit.

Article 2 : Le présent Décret sera enregistré, affiché et publié suivant la procédure d'urgence partout où besoin sera et devra être publié au Journal Officiel de la République de Djibouti.

Fait à Djibouti, le 09 mars 2005.
Le Président de la République,
chef du Gouvernement
ISMAÏL OMAR GUELLEH

Annexe 11

Arrêté n°2005-0161/PR/MID du 6 mars 2005 portant création dans chaque District d'une commission chargée de distribuer les cartes électorales en vue des Élections Présidentielles.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DU GOUVERNEMENT

VU La constitution du 15 septembre 1992 ;

VU La loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 portant règles générales pour les consultations du peuple par référendum ainsi que les élections législatives et présidentielles ;

VU La loi organique n°2/AN/1993/3e L du 07 avril 1993 modifiant certaines dispositions de la loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 ;

VU La loi organique n°4/AN/93/3è L du 07 avril 1993 portant règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

VU La loi organique n°11/AN/02/4ème L portant modification de l'article 40 de la loi organique n°2/AN/93 du 07 avril 1993 et de l'article 41 de la loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 relative aux élections ;

VU L'erratum du 30 novembre 1998 relatif à l'article 22 de la loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 ;

VU Le décret n°2005-0024/PR/MID du 19/02/05 portant composition et fonctionnement de la Commission Électorale Nationale Indépendante ;

VU La loi n°1/AN/92/2e L du 15 septembre 1992 relative aux partis politiques en République de Djibouti ;

VU Le décret n°93-0023/PRE du 29 mars 1993 fixant les modalités d'établissement des listes électorales ainsi que les conditions de délivrance et de validité des cartes d'électeurs ;

VU L'arrêté n°2003-0278/PR/MID du 09/04/2003 portant création du district d'Arta;

VU Le décret n°2001-0053/PRE du 04 mars 2001 portant nomination du Premier Ministre ;

VU Le décret n°2001-0137/PRE du 04 juillet 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

SUR Proposition du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation.

ARRETE

Article 1er : A l'occasion des Élections Présidentielles, il est créé dans chaque district de la République une commission chargée de remettre les cartes électorales aux électeurs.

Article 2 : Chaque commission visée ci-dessus est présidée par le commissaire de la République, chef du district ou son représentant.

- Les membres sont choisis parmi les fonctionnaires de l'État, les okals, les chefs de quartiers exerçant dans le district, les représentants des municipalités selon les propositions du commissaire de la République, chef de district compétent.

Article 3 : La composition de chaque commission est arrêté comme suit :

District de Djibouti :

Président :

Le commissaire de la République, chef de district ou son représentant.

Membres :

AHMED SAMIREH OMAR
MOHAMED HASSAN CHEIKO
HASSAN OMAR ELMI
DINI HOUMED AHMED
ABDI HASSAN
MAHAMOUD BOULALEH ABDI
ELMI WABERI
ABDI BOULALEH
ABDILLAH OSMAN OKIEH
MOHAMED KAYAD RAYALEH
OSMAN ABDI
OSMAN BOGOREH SEGUEH
ZEINAB OSMAN FARAH
ZEINAB MAHAMOUD
KAMAR IBRAHIM ABDILLAH
SIRAD IBRAHIM BOCK
MOHAMED HOUSSEIN MOUSSA
FATOUA ISMAEL GALAB
FATOUA SAID KAIREH
KADIDJA SIKIEH DIRIEH
RAHMA ABDI NOUR
DJAMA ABDILLAH

KHERIA ABDOULGALIL
FATOUMA ISMAN ALI
KALTOUM ISMAN ALI
HASSAN CHEIKO HAMADOU
MOHAMED DAHER YOUSSEUF
MOHAMED GOUMANEH DJAMA
ABDOULKARIM ABDILLAHI AHMED
OSMAN BILEH GUIRREH
MOUSTAPHA OSMAN ROBLEH
HAWA MAHAMOUD WARSAMA
FATOUMA IBRAHIM ALI
SAFIA ISSA DJAMA
FATOUMA DJAMA ROBLEH
OSMAN ALI DOUALEH
MOHAMED HERSI IBRAHIM
MOHAMED ALI KAMIL
DJAMA BILEH GUIRREH
SABAH MOHAMED ALI
MARIAM HOUSSEIN
ALI SALEH OSMAN
HASSAN DAHER WABERI
MOHAMED DOUKSIEH ALI
OMAR KASSIM HOUMED
MOHAMED ELMI NOUR
SAIDA AHMED YAHYA
KADRA WAIS FARAH
FOZI TABET ONE
KAMIL MOHAMED KAMIL
DAOUD GOUMANEH BOCK
AWALEH CHIDE FARAH
LOULA ISMAEL ABOKOR
DIKRA IBRAHIM SAID
SAADA SAID ADJAB
MAHAMOUD ALI BOUH
YOUSSEUF AHMED ROBLEH
YACIN DIRIR ALLALEH
IBRAHIM DARAR GUIRREH
NEIMA ABDILLAHI MIGUIL
HALIMO YOUSSEUF ARREITE
AWALEH OMAR BARREH
AHMED OSMAN ASSO
OMAR ALI HERSI
OSMAN KAIREH LIBAN
HOUSSEIN AREH IBRAHIM
IBRAHIM YOUSSEUF SAID
DAHER IBRAHIM BOUH
MOHAMED AWAD OSMAN
DJAMA SAID SALEH
HOUSSEIN ROBLEH IDRIS
HOUSSEIN SOULTAN KAHIN
SAMI MOHAMED ALI
SAADA WABERI ASKAR
KADIDJA DJIBRIL AHMED
ABDI GOULED ALI
ABDI KAYAD HASSAN
ELEYEH HOCH GUEDI
SAFIA DAHER YOUSSEUF
AHMED BODEH APTIDON
SAADA AHMED MOUSSA
MAHAMOUD YOUSSEUF AHMED
AMINA CHEIK MOUHOUMED
ELMI OKIEH ARREH
ADEN DAHEYEH GOULED
MOUSSA KIDAR MERANEH
HOUSSEIN AOULED CHIREH
HASSAN YOUSSEUF IYE
AHADO FARAH ROBLEH
ADEN BARKAD FARID
IDRIS HASSAN MOHAMED
ELMI RAYALEH EGUEH
DJAMA RAYALEH DARAR
MOHAMED BOUH WAIS
ELMI GUELLEH BOURALEH
HASSAN BILEH RAYALEH
DOUALEH IDE BAHDON
MOHAMED ALI YOUSSEUF

WABERI WAIS BOUH
KAOURAH FOD MOUSSA
AMAREH ASSOWEH MIGUIL
MOHAMED BILAL ADEN
IBRAHIM OLOW DIRANEH
YOUSOUF SABAN DOUALEH
HOUMED ALI MOUSSA
AWAD KOLEB FARAH
HOUSSEIN MOUSSA FARAH
ISMAIL DAHER RAYALEH

District d'Ali Sabieh :

Président :

Le commissaire de la République, chef de district ou son représentant.

Membres :

IBRAHIM SOUBANEH RAYALEH
MOHAMED WABERI ASSOWEH
YOUSOUF ALI IYEH
MOUSSA ROBLEH DJILAL
SAID OSMAN ROBLEH
MAHDI ADEN CHIRWA
AHMED WADAOUR HAD
SAIDA MOUMIN ALI

District d'Arta :

Président :

Le commissaire de la République, chef de district ou son représentant.

Membres :

HASSAN DARAR HOUFFANEH
ATTEYEH WAÏS BOUH
AWALEH HOUFFANEH
OMAR ADEN ALI
ABDILLAH WAÏS AJAB
ELMI BOUH GOUDANEH
NIMA DJAMA ROBLEH
ABDI DJAMA AFFI

District de Dikhil :

Président :

Le commissaire de la République, chef de district ou son représentant.

Membres :

MOUSSA DJAMA GUEDI
OSMAN ROBLEH DABAR
AHMED MOHAMED AHMED
HOUSSEIN MOHAMED IDRIS
ABDI IDRIS ISMAEL
ALI ABDALLAH HOUSSEIN
FOUAD ABOKOR MOHAMED
IDRIS ALI RAYALEH

District de Tadjourah :

Président :

Le commissaire de la République, chef de district ou son représentant.

Membres :

ABDOURAZAK DAOUD AHMED
MOHAMED ALI HOUMED
OMAR DJAMA
BARAGOITA MOHAMED BARAGOITA
ABDALLAH KAMIL ALI
MOHAMED OUDOUM AHMED
ABDALLAH LAOITA HASSAN
NASRO BATIO MOHAMED

District d'Obock :

Président :

Le commissaire de la République, chef de district ou son représentant.

Membres :

OMAR FARADA MOHAMED
HOUMED ALI OMAR
ALI HOUMED MOHAMED
OUSMAN ADOITA YOUSOUF

MOHAMED ISSE BOURHAN
MOHAMED ABDALLAH MOHAMED
HOUMED BILIL MOHAMED
BOURHAN ALI MOHAMED

Article 4 : Le présent Arrêté sera enregistré, communiqué, affiché et publié suivant la procédure d'urgence, partout où besoin sera et inséré au «Journal officiel».

Fait à Djibouti, le 06 mars 2005.
Le Président de la République,
Chef du Gouvernement
ISMAÏL OMAR GUELLEH
Annexe 12

Arrêté n°2005-0177/PR/MID du 9 mars 2005 portant réglementation de la propagande pour les Élections
Présidentielles du 08 avril 2005.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DU GOUVERNEMENT

VU La constitution du 15 septembre 1992 ;

VU La loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 portant règles générales pour les consultations du peuple par référendum ainsi que les élections législatives et présidentielles ;

VU La loi organique n°2/AN/1993/3è L du 07 avril 1993 modifiant certaines dispositions de la loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 ;

VU La loi organique n°4/AN/93/3è L du 07 avril 1993 portant règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

VU La loi organique n°11/AN/02/4ème L portant modification de l'article 40 de la loi organique n°2/AN/93 du 07 avril 1993 et de l'article 41 de la loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 relative aux élections ;

VU L'erratum du 30 novembre 1998 relatif à l'article 22 de la loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 ;

VU La loi n°1/AN/92/2è L du 15 septembre 1992 relative aux partis politiques en République de Djibouti ;

VU Le décret n°93-0023/PRE du 29 mars 1993 fixant les modalités d'établissement des listes électorales ainsi que les conditions de délivrance et de validité des cartes d'électeurs ;

VU L'arrêté n°2003-0278/PR/MID du 09/04/2003 portant création du district d'Arta;

VU Le décret n°2001-0053/PRE du 04 mars 2001 portant nomination du Premier Ministre ;

VU Le décret n°2001-0137/PRE du 04 juillet 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

VU Le décret n°2005-0024/PR/MID du 19/02/05 portant composition et fonctionnement de la Commission Électorale Nationale Indépendante ;

VU L'arrêté n°2005-0098/PR/MID du 19 février 2005 portant désignation des membres de la Commission Électorale Nationale Indépendante ;

VU l'arrêté n°2005-0101/PR/MID du 20 février 2005 complément de l'arrêté n°2005-0098 du 19 février 2005 ;

VU Le décret n°2005-0028/PR/MID du 24 février 2005 fixant la date de l'élection présidentielle, portant convocation du corps électoral et fixant les dates de dépôt des candidatures ;

VU le décret n°2005-0041/PR/MID du 09 mars 2005 portant organisation du scrutin présidentiel du 08 avril 2005 ;

SUR Proposition du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation.

ARRETE

Article 1er : Dès l'ouverture de la campagne électorale pour les Élections Présidentielles, le 25 mars 2005 et jusqu'à la fin de la période électorale des emplacements spéciaux sont réservés dans chaque district pour l'affichage des documents de propagande électorale. Dans chacun de ces emplacements, une surface égale est attribuée à chaque candidat.

Article 2 : La liste des emplacements réservés à l'affichage est arrêtée dans chaque district par le commissaire de la République, chef du District suivant l'ordre de la réception par le Ministère de l'Intérieur des dossiers de candidature.

Article 3 : Chaque candidat peut disposer des emplacements qui lui sont réservés dès que le conseil Constitutionnel aura agréé ses affiches.

Article 4 : Les réunions électorales doivent être déclarées au chef de District de la circonscription administrative au moins vingt quatre heures à l'avance. La déclaration précise les nom, profession, adresse et qualité des organisateurs responsables de la réunion électorale, le lieu et les heures de début et de fin de réunion, le caractère clos ou ouvert au public du lieu où se tient la réunion.

Article 5 : Aucune réunion électorale publique ne peut être tenue après la clôture de la campagne électorale en l'occurrence après le mercredi 06 avril 2005 à minuit.

Article 6 : Il est interdit de distribuer ou faire distribuer le jour du scrutin tout document ou tout support de propagande.

Article 7 : Les documents électoraux nécessaires à l'organisation du scrutin seront imprimés par l'Imprimerie Nationale agréée par la commission de propagande sur présentation des bons de commande et des bons à tirer délivrés par le conseil Constitutionnel.

Article 8 : Les bulletins de vote en nombre égal aux doubles des électeurs inscrits ainsi que les affiches dont le nombre d'exemplaire par candidat sont remis au Conseil Constitutionnel au plus tard jeudi 24 mars 2005.

Le Conseil Constitutionnel devra en assurer l'expédition aux Commissaires de la République, chef du District, en vue de diffusion immédiate.

Toutefois, dès l'agrément du Conseil Constitutionnel, les candidats peuvent procéder à l'affichage de leurs documents précités.

Article 9 : Le présent Arrêté sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence, communiqué partout où besoin sera et inséré au Journal Officiel de la République de Djibouti.

Fait à Djibouti, le 09 mars 2005.

Le Président de la République,
chef du Gouvernement
ISMAÏL OMAR GUELLEH

Annexe 13

Projet d'arrêté portant implantation et désignation des membres et désignation des membres des bureaux de vote

---

REPUBLIQUE DE DJIBOUTI   Unité – Egalité – Paix
MINISTERE DE L'INTERIEUR
ET DE LA DECENTRALISATION

VISAS

■PREMIER MINISTRE
■MINISTRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA DECENTRALISATION

Arrêté N° ...../PR/MID Portant implantation et désignation des membres des bureaux de vote.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
CHEF DU GOUVERNEMENT

VU La constitution du 15 septembre 1992

VU La loi organique n° 1/AN/92 du 29 octobre 1992 portant règles générales pour les consultations du peuple par référendum ainsi que les élections législatives et présidentielles.

VU La loi organique n° 2/AN/1993/3e L du 07 avril 1993 modifiant certaines dispositions de la loi organique n° 1/AN/92 du 29 octobre 1992 ;

VU La loi organique n° 4/AN/93/3e L du 7 avril 1993 portant règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

VU La loi organique n°11/AN/02/4ème L portant modification de l'article 40 de la loi organique n°2/AN/93 du 7 avril 1993 et de l'article 41 de la loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 relative aux élections ;

VU L'erratum du 30 novembre 1998 relatif à l'article 22 de la loi organique n° 1/AN/92 du 29 octobre 1992 ;

VU Le décret N° 2005-0024/PR/MID du 19/02/05 portant composition et fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante ;

VU La loi n° 1/AN/92/2e L du 15 septembre 1992 relative aux partis politiques en République de Djibouti ;

VU L'arrêté n° 2005-0098/PR/MID du 19 février 2005 portant désignation des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante ;

VU n° 2005-0160/PR/MID du 06 mars 2005 corrigeant certaines dispositions de l'arrêté n° 2005-0098/PR/MID du 19 février 2005 portant désignation des membres de la C.E.N.I ;

VU Le décret 93-0023/PRE du 29 mars 1993 fixant les modalités d'établissement des listes électorales ainsi que les conditions de délivrance et de validité des cartes d'électeurs ;

VU L'arrêté n°2003-0278/PR/MID du 09/04/2003 portant création du district d'Arta ;

VU Le décret n° 2005-0028/PR/MID du 24 février 2005 fixant la date des élections présidentielles, portant convocation du corps électoral et fixant les dates des dépôts des candidatures ;

VU Le décret n° 2005-0041/PR/MID du 09 mars 2005 portant organisation du scrutin présidentiel du 08 avril 2005 ;

VU Le décret n°2001-0053/PRE du 04 Mars 2001 portant nomination du Premier Ministre ;

VU Le décret n°2001-0137/PRE du 04 juillet 2001 portant remaniement des membres du Gouvernement et fixant leurs attributions ;

Sur proposition du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation.

ARRETE

COMPOSITION DES MEMBRES DES BUREAUX DE VOTE POUR L'ELECTION PRESIDENTIELLE DU 08 AVRIL 2005.

Article 1er : En vue des prochaines élections présidentielles du 08 avril 2005, sont désignées en qualité des membres des bureaux de vote suivants, les personnes dont les noms figurent ci-après :

DISTRICT DE DJIBOUTI

Arrondissement du Plateau

Bureau de vote n° 1
(DISTRICT DE DJIBOUTI)

SALAH WAÏS ARREH (Dir. Solde Finances)	Président
SAIDA SAID ISMAEL	Secrétaire
MAHFOUD AWAD HAIDAR	Assesseur
SAMY MOHAMED ALI	Assesseur

Bureau de vote n° 2
(Ecole zone Portuaire Sud 1-1)

CHARMAKE IDRIS ALI (Dir. Solid. Nat)	Président
HAYAD HASSAN IDLEH	Secrétaire
SOULTAN MOHAMED SOUFIAN	Assesseur
ISMAEL AHMED MOHAMED	Assesseur

Bureau de vote n° 3
(Ecole Zone Portuaire Sud 1-2)

ISSA KHAIREH (Assist.DC présidence)	Président
FOZIA MAHAMOUD WARSAMA	Secrétaire
ABDO KASSIM SAID	Assesseur
ISMAEL AHMED MOHAMED	Assesseur

Bureau de vote n° 4
(Ecole Zone Portuaire Sud 1-3)

ALI OSMAN (S.G.G présidence)	Président
OUBAH AHMED YOUSOUF	Secrétaire
KASSIM ALI MOUTTI	Assesseur
OMAR ALI HERSI	Assesseur

Bureau de vote n° 5
(Ecole Zone Portuaire Sud 1-4)

HASSAN HOUMED IBRAHIM (Insp.Trav.)	Président
MOUSTAPHA BILEH DOUALEH	Secrétaire
HASSAN SOULTAN COCHIN	Assesseur
AHMED MOHAMED ISSA	Assesseur

1^{er} ARRONDISSEMENT

Bureau de vote n :6
(Ecole Hadji-Dideh 1-1)

- ADEL SALEH ALI (Dir. Ecole)	Président
- ZARIFA ZEID MOHSEIN	Secrétaire
- HASSAN KAMIL IBRAHIM	Assesseur
- AICHA WABERI GOD	Assesseur

Bureau de vote N°:7
(Ecole Hadji-Dideh 1-2

- ADEL MOHAMED ALI (Instituteur)	President
- NEIMA HADJI KORAY	Secrétaire

- ABDOULGALIL CHAMSAN   Assesseur
- OMAR OUDOUM OMAR   Assesseur

Bureau de vote N°:8
(Ecole Hadji-Dideh 1-3)

- KHALED ABDO ISMAEL (Instituteur)   President
- NEIMA SAID FARAH   Secrétaire
- KAKO MOHAMED ALI   Assesseur
- DAOUD ADBARA ALI   Assesseur

Bureau de vote N°:9
(Bat.Matériels DGEN)

- KHALED MOHAMED HOUSSEIN (Instituteur)President
- HEFA ABDOU ALI   Secrétaire
- ALI SOULTAN COCHIN   Assesseur
- MOHAMED AMINE RAHID   Assesseur

Bureau de vote N°:10
(1^{er} Arrondissement)

- NAZLI ABDALLAH MOHAMED (Chambre du Commerce)   Président
- MOHAMED SOUGUEH SOUBANE   Secrétaire
- ALI MOHAMED BILILIS   Assesseur
- BOURHAN MOHAMED BOURHAN   Assesseur

Bureau de vote N°: 11

(Charia Central)

- TOUSMO MOHAMED ALI (Institutrice)   President
- ABDILLAH HASSAN BOGOREH   Secrétaire
- ABOUBAKER MOHAMED BAACHAN   Assesseur
- FATOUMA IBRAHIM ALI   Assesseur

Bureau de vote N° :12
(OPT –Einguella)

- MOHAMED OMAR MOUSSA (Instituteur)   Président
- ASRAR MOHAMED IBRAHIM   Secrétaire
- AMIR NASSER AYACH   Assesseur
- MOHAMED HAITAM SALEH   Assesseur

Bureau de vote N° :13
(Ancien Combattant 1-1)

- ABDI HOUSSEIN AHMED (Instituteur)   Président
- MOHAMED BOURHAN   Secrétaire
- YOUSOUF MOHAMED ABOUBAKER   Assesseur
- MOHAMED ABDILLAH MOHAMED   Assesseur

Bureau de vote N°: 14
(Ancien Combattant 1-2)

- ABDOULKARIM MOHAMED ABDI (Instituteur)   Président
- OTHMAN MOHAMED IBRAHIM   Secrétaire
- OSMAN EGUEH BON   Assesseur
- SAID DJABAR YAHYA   Assesseur

Bureau de vote N° :15
(Ancien Combattant 1-3)

- FATHIA MOHAMED HOUSSEIN (Institutrice)   Président
- ISMAEL AHMED HOUSSEINSecrétaire
- ABDILLAH SAID ALI   Assesseur
- MOHAMED HOUSSEIN   Assesseur

Bureau de vote N° :16
(Ancien Combattant 1-4)

- MAHMOUD FARAH OMAR (Instituteur)   Président
- CHARMAKE SANDON OMAR   Secrétaire
- DIMBIO HOUME MOUSSA   Assesseur
- ALI HASSAN ABDI   Assesseur

Bureau de vote N° :17
(S.T.D1-1)

- KADAR ISMAEL ABDI (Instituteur) Président
- NIMA ABDILLAH I OMAR Secrétaire
- MOUSSA EGUEH OLOW Assesseur
- MOHAMED GAAS DATONA Assesseur

Bureau de vote N° :18
(STD1-2)

- NAGUIB MAHFOUD AHMED (Instituteur) Président
- FARAH ALI ISMAEL Secrétaire
- OMAR MOUSSA ROBLEH Assesseur
- KAMIL MOHAMED OMAR Assesseur

Bureau de vote N° :19
(STD1-3)

- SAMIR MOHAMED HOUSSEIN (Instituteur) President
- MOHAMED MOUSSA ROBLEH Secrétaire
- ALI MOHAMED ALI Assesseur
- HOUSSEIN ALI HASSAN Assesseur

Bureau de vote N° : 20
(STD 1- 4)

- ALI HASSAN BAHDON(Instituteur) Président
- ABDILLAH I MOUSSA GAHER Secrétaire
- ANAB MAHAMOUD YONIS Assesseur
- YOUSSEUF SEIF Assesseur

Bureau de vote N° : 21
(STD1-5)

- NASSER MAHAMOUD HASSAN (Instituteur) Président
- ISMAN AIDID AHMED Secrétaire
- SALEH ALI ABOUBAKER Assesseur
- ALI HASSAN ALI Assesseur

Bureau de vote N° : 22
(STD1-6)

- MOHAMED AHMED FARAH (Instituteur) Président
- HOUSSEIN RIGAH WARSAMA Secrétaire
- SAADA WABERI ASKAR Assesseur
- OMAR HAROUN ALI Assesseur

Bureau de vote N° : 23
(Ecole Einguella 1-1)

- ISSAM SALEH ALI (Instituteur) Président
- HAWA MOHAMED DABALEH Secrétaire
- MOUMIN FOURREH DOUBAD Assesseur
- ISSA IDRIS BARAGOITA Assesseur

Bureau de vote N° : 24
(Ecole Einguella 1-2)

- AHMED MOHAMED HOUMED (Instituteur) President
- LINA WAHIB MOHAMED Secrétaire
- ABDALLAH MOHAMED Assesseur - OMAR HADJI ABAR Assesseur

Bureau de vote N° : 25
(Ecole Einguella 1-3)

- ABDALLAH ALI MOHAMED (Instituteur) Président
- KADIGA HAMADOU ALI Secrétaire
- AICHA IBRAHIM BARIT Assesseur
- MOHAMED FADEL ABDALLAH Assesseur

Bureau de vote N° : 26
(Ecole Einguella 1-4)

- MOLID AHMED YOUSSEF (Instituteur) Président
- ABDOULKADER ABOUBAKER HANIFA Secrétaire
- FARHAN ALI FARED Assesseur
- HOUSSEIN ROBLEH IDRIS Assesseur

Bureau de vote N° : 27
(Ecole Einguella 1-5)

- LOUBACK IWADO LOUBACK (Instituteur) Président
- FATOUMA HASSAN GUEDI Secrétaire
- FATOUM HASSAN OMAR Assesseur
- ALI HOUMED AHMED Assesseur

Bureau de vote N° : 28
(Ecole Einguella 1-6)

- ALI MOHAMED ABOUBAKER (Dir. Ecole) President
- NAHAM MOHAMED MAHYOUB Secrétaire
- HIBADO ALI MEAD Assesseur
- HAWA MOHAMED AHMED Assesseur

Bureau de vote N°: 29
(Ecole Einguella 1-7)

- AWALE SAID IBRAHIM (Instituteur) Président
- MOUSSA ARAITA MAHISSO Secrétaire
- AICHA HASSAN HERSI Assesseur
- KAYAD OBSIEH ABSIEH Assesseur

Bureau de vote N° : 30
(Ecole Einguella 1-8)

- WABERI OBSIEH ILTIREH (Instituteur) Président
- NEIMA ALI ABDOU Secrétaire
- HALIMO ASSOWEH ILTIREH Assesseur
- ALI DJIBRIL AHMED Assesseur

Bureau de vote N° : 31
(Ecole Einguella 1-9)

- DJAMA OMAR DJAMA (Instituteur) Président
- IZMANE GANA LUIGI Secrétaire
- OSMAN HASSAN WARSAMA Assesseur
- HACHI ABDI ELABEH Assesseur

Bureau de vote N° : 32
(Ecole Einguella 1-10)

- FATHIA KADIR ABDOURAHMAN (Institutrice) Président
- SALMA AHMED DJIBRIL Secrétaire
- FATOUMA MOHAMED HAMOUD Assesseur
- MAHAMOUD ABDILLAHI GUELLEH Assesseur

2^{ème} Arrondissement

Bureau de vote N° : 33
(Ecole de Quartier 05)

1. MOHAMED AHMED MOHAMED(dir Ecole) President
2. ABDI MOHAMED ABDILLAHI Secrétaire
3. DAHER ALI FARID Assesseur
4. OMAR MEIKE FOD Assesseur

Bureau de vote N° :34
(Ecole de Quartier 05)

1. ZAKI TAHA MOHAMED(professeur L.E) Président
2. MAGUIDA ALI MOHAMED Secrétaire
3. OMAR GOD LIBAN Assesseur
4. DAHER AWAD ISMAIL Assesseur

Bureau de vote N° : 35
(Ecole de Quartier 05)

1. MAHAMOUD HACHI DIRIEH(professeur L.E)	Président
2. WAFI ALI MOHAMED	Secrétaire
3. DAHER IBRAHIM KOCHIN	Assesseur
4. FARAH WARSAMA HARED	Assesseur

Bureau de vote N° : 36
(Ecole de Quartier 05)

1. ALI HASSAN DIRIEH (professeur L.E)	Président
2. ABDIRACHID HOUSSEIN KARIEH	Secrétaire
3. OMAR ALI AYNAN	Assesseur
4. HOUSSEIN HIRSI MIHILEH	Assesseur

Bureau de vote N° : 37
(Ecole de Quartier 05)

1. ROUN SAID HACHI (professeur L.E)	Président
2. ISMAIL HOUSSEIN YOUSOUF	Secrétaire
3. ABDI ELM I ALLALEH	Assesseur
4. DAHER IDRIS ARRAYERH	Assesseur

Bureau de vote N° : 38
(Ecole de Quartier 05)

1. HARBI DAHER GUEDI(professeur L.E)	Président
2. HABONE OMAR AHMED	Secrétaire
3. MOHAMED ABDILLAH ELMI	Assesseur
4. HACHI OMAR AWALEH	Assesseur

Bureau de vote N° : 39
(Ecole de Quartier 05)

1. AHMED DOUALEH WAIS	Président
2. HODAN ISSA ISMAEL	Secrétaire
3. ARREH DOUKSIEH DOUALEH	Assesseur
4. HOUSSEIN MOHAMED HASSAN	Assesseur

Bureau de vote N° : 40
(Ecole Château d'eau)

1. MOUSSA WAIS AWALEH(dir. Ecole)	Président
2. SABIDA ABDILLAH I ALI	Secrétaire
3. MOHAMED FARAH IBRAHIM	Assesseur
4. HOUSSEIN SOULEIMAN ABDI	Assesseur

Bureau de vote N° : 41
(Ecole Château d'eau)

1. ABDILLAH I MOHAMED HERSI(professeur L.E)	Président
2. RODA HASSAN ASSOWEH	Secrétaire
3. ALI GUELLEH ILTIREH	Assesseur
4. OMAR DABAR MIGUIL	Assesseur

Bureau de vote N° : 42
(Ecole Château d'eau)

1. ABDILLAH I MAHAMOUD GOD(professeur L.E)	Président
2. OMAR ISMAIL HOUSSEIN	Secrétaire
3. MOHAMED YOUSOUF AHMED	Assesseur
4. AHMED ABDI KARAWREH	Assesseur

Bureau de vote N° : 43
(Ecole Château d'eau)

1. ABDILLAH I MOUMIN(professeur L.E)	Président
2. OMAR AHMED HASSAN	Secrétaire
3. OSMAN ABDILLAH I KAYSALI	Assesseur
4. ABDOULKADER ELM I GANI	Assesseur

Bureau de vote N° : 44
(Ecole Château d'eau)

1. ABDOURAHMAN OMAR WAIS(professeur L.E)	Président
2. MOHAMED HASSAN FOD	Secrétaire
3. ABDILLAH I OSMAN ABDILLAH I	Assesseur
4. ABDI MIGUIL HARRED	Assesseur

Bureau de vote N° : 45
(Ecole de Quartier 6 bis)

1. ADEN ALI HASSAN (professeur L.E)	Président
2. RACHID FARAH DAHER	Secrétaire
3. HASSAN ABDILLAHI	Assesseur
4. IDRIS GUEDI GALIB	Assesseur

Bureau de vote N° : 46
(Ecole de Quartier 6 bis)

1. MOUNA AHMED ILTIREH (professeur L.E)	Président
2. DJAMILA AHMED ABDILLAHI	Secrétaire
3. MOHAMED HASSAN SOUGAL	Assesseur
4. ABDOURAHMAN OSMAN ILTIREH	Assesseur

Bureau de vote N° : 47
(Ecole de Quartier 6 bis)

1. BACHIR AHMED ABDO (professeur L.E)	Président
2. MOUSTAPHA ABOUBAKER HADJI	Secrétaire
3. KHAIREH BOURALEH GUELLEH	Assesseur
4. MOHAMED EGUEH GUELLEH	Assesseur

Bureau de vote N° : 48
(Ecole de Quartier 6 bis)

1. DEKA SAID ABDILLAHI (professeur L.E)	Président
2. SAID HASSAN RAGUEH	Secrétaire
3. ISMAIL ELM I ROBLEH	Assesseur
4. ABDILLAHI GOUDAL BOUDIN	Assesseur

Bureau de vote N° : 49
(Ecole de Quartier 6 bis)

1. HAGUIRA AHMED MOHAMED (professeur L.E)	Président
2. KESSE HASSAN ABDALLAH	Secrétaire
3. MOUSSA IGUEH OLOW	Assesseur
4. DJAMA IBRAHIM SAAD	Assesseur

Bureau de vote N° : 50
(Ecole de Quartier 7)

1. ABDILLAHI ABDI BADMAH (dir Ecole)	Président
2. FAYCAL MAHAMOUD SOULDAN	Secrétaire
3. DJAMA BOULALEH MIGUIL	Assesseur
4. IBRAHIM DALIEH BOURALEH	Assesseur

Bureau de vote N° : 51
(Ecole de Quartier 7)

1. IDLEH ABAR ALLALEH (professeur L.E)	Président
2. HASSAN ALI MEAD	Secrétaire
3. ADEN ELM I SALAH	Assesseur
4. MOHAMED FARAH DOUBAD	Assesseur

Bureau de vote N° : 52
(Ecole de Quartier 7)

1. IDRIS NOUR ELM I (professeur L.E)	Président
2. MOHAMED DIRIE MAHAMOUD	Secrétaire
3. AHMED ROBLEH OKIEH	Assesseur
4. MOUMIN OKIEH DJIREH	Assesseur

Bureau de vote N° : 53
(Ecole de Quartier 7)

1. KADAR ABDI IBRAHIM (professeur L.E)	Président
2. SOULEIMAN BARREH HARED	Secrétaire
3. ALI MOUMIN	Assesseur
4. SIAD AHMED ROBLEH	Assesseur

Bureau de vote N° : 54
(Ecole de Quartier 7)

1.	MAHAMOUD HOUSSEIN MOHAMED (professeur L.E)	Président	
2.	ELEYEH OMAR ADEN		Secrétaire
3.	DJAMA DEHEYEH		Assesseur
4.	MOUMIN DAHER FARAH		Assesseur

Bureau de vote N° : 55
(Ecole de Quartier 7)

1.	MOHAMED DJIBRIL OFLEH (professeur L.E)	Président	
2.	MAKO MOUSSA ASSOWEH		Secrétaire
3.	ELMI SOUGUEH LIBAN		Assesseur
4.	AHMED MOHAMED MEIGAG		Assesseur

Bureau de vote N° : 56
(Ecole de GACHAMALEH)

1.	SAIDA WAIS ARREH (dir Ecole)	Président	
2.	ABDILLAHI HASSAN FARAH		Secrétaire
3.	ABDILLAHI DJAMA BILEH		Assesseur
4.	AWALEH GUEDI WAIS		Assesseur

Bureau de vote N° : 57
(Ecole de GACHAMALEH)

1.	MOHAMED NOUR WEIRAH (professeur L.E)	Président	
2.	OMAR ABDILAHY NOUR		Secrétaire
3.	ISMAIL DAHER SOUGUEH		Assesseur
4.	AOULED DOUGSIEH GASLEH		Assesseur

Bureau de vote N° : 58
(Ecole de GACHAMALEH)

1.	OSMAN ALI SOUBANEH (professeur L.E)	Président	
2.	MOHAMED HOUSSEIN		Secrétaire
3.	SAID ADEN GOD		Assesseur
4.	HASSAN AFFASSEH AMIR		Assesseur

Bureau de vote N° : 59
(Ecole de GACHAMALEH)

1.	OUBAH ABDI OMAR (professeur L.E)	Président	
2.	MOHAMED ABDOULKADER ABAR		Secrétaire
3.	ABDILLAHI ABAR BOUH		Assesseur
4.	HASSAN GOD MOUSSA		Assesseur

Bureau de vote N° : 60
(Ecole de GACHAMALEH)

1.	OUBAH HASSAN ISMAIL		Président
2.	ABDILLAHI ABDI AHMED		Secrétaire
3.	AHMED BODEH APTIDON		Assesseur
4.	OMAR BOGOREH BOUH		Assesseur

Bureau de vote N° : 61
(Ecole de GACHAMALEH)

1.	SAADA IDRIS ABDILLAHI (professeur L.E)	Président	
2.	DJIBRIL AHMED HASSAN		Secrétaire
3.	FOURREH MOUMIN BILEH		Assesseur
4.	HERSI WARSAMA WAISS		Assesseur

Bureau de vote N° : 62
(Ecole de GACHAMALEH)

1.	SOUBERE MAHAMOUD YONIS (professeur L.E)	Président	
2.	ALI DABAR GALAB		Secrétaire
3.	ISMAIL AHMED BOULHAN		Assesseur
4.	ADEN SAHAL IGAL		Assesseur

Bureau de vote N° : 63
(Ecole de GUELLEH BATAL)

1.	DIRIR MIGUIL DIRANEH (professeur L.E)	Président	
2.	SAID DJAMA BOULALEH		Secrétaire

3.	MOUSSA AMOUD SAMATAR	Assesseur
4.	MOHAMED ASSOWEH MIGUIL	Assesseur

Bureau de vote N° : 64
(Ecole de GUELLEH BATAL)

1.	ADEN OMAR AINAN (instituteur)	Président
2.	ABDI DJAMA BOULALEH	Secrétaire
3.	HARBI DJAMA ROBLEH	Assesseur
4.	ALI ABDILLAHI ALLALEH	Assesseur

Bureau de vote N° : 65
(Ecole de GUELLEH BATAL)

1.	FOUAD SAID KHAIREH (instituteur)	Président
2.	RAHMA IBRAHIM DJAMA	Secrétaire
3.	AHMED BOULHAN GUEDID	Assesseur
4.	ELMI WAISS BOK	Assesseur

Bureau de vote N° : 66
(Ecole de GUELLEH BATAL)

1.	ZAHRA MOHAMED HADJI(instituteur)	Président
2.	JAWAHIR ADEN DOUKSIEH	Secrétaire
3.	AHMED MOUSSA OMAR	Assesseur
4.	DAHER IBRAHIM MOUSSA	Assesseur

Bureau de vote N° : 67
(Ecole de GUELLEH BATAL)

1.	HASSAN IBRAHIM WARSAMA(instituteur)	Président
2.	ALI ABDILLAHI YOUSOUF	Secrétaire
3.	HOUSSEIN FARAH AHMED	Assesseur
4.	ABDI HASSAN BARKADLEH	Assesseur

Bureau de vote N° : 68
(Ecole de GUELLEH BATAL)

1.	HOUSSEIN MEIRANEH RAYALEH(instituteur)	Président
2.	MAHAMOUD SOULEIMAN ADEN	Secrétaire
3.	HASSAN ABDILLAHI DOUBAD	Assesseur
4.	ISMAIL GUELLEH	Assesseur

Bureau de vote N° : 69
(Ecole de GUELLEH BATAL)

1.	MOHAMED ADEN MOUSSA (instituteur)	Président
2.	HICHAM AMINE ALI	Secrétaire
3.	MOHAMED HOUSSEIN IBAN	Assesseur
4.	SAID NADIF TOUBET	Assesseur

Bureau de vote N° : 70
(Ecole ARHIBA)

1.	HASSAN MOHAMED AMIN(dir Ecole)	Président
2.	ABDALLAH YOUSOUF MOHAMED	Secrétaire
3.	OBAKAR DINI ALI	Assesseur
4.	HAMED MOUSSA ALI	Assesseur

Bureau de vote N° : 71
(Ecole ARHIBA)

1.	HOUSSEIN ALI ADBALLAH(professeur L.I.C)	Président
2.	AHMED ISMAIL ALI	Secrétaire
3.	ALI HOUMED MOHAMED	Assesseur
4.	HAGAYO MOHAMED ABDALLAH	Assesseur

Bureau de vote N° : 72
(Ecole ARHIBA)

1.	ALI TAHER HOUSSEIN(professeur L.I.C)	Président
2.	FATOU MA DAOU MOHAMED	Secrétaire
3.	OSMAN ALI AHMED	Assesseur
4.	MOHAMED AHMED DIMBIO	Assesseur

Bureau de vote n°73

(Ecole ARHIBA)

1.	MOHAMED AWALEH MIGUIL(professeur L.I.C)	Président	
2.	DAOUD ALI MOHAMED		Secrétaire
3.	HOUMED ALI MOUSSA		Assesseur
4.	MOHAMED BOUHA MOUSSA		Assesseur

Bureau de vote n°74

(Ecole ARHIBA)

1.	ABDOULKADER YOUSOUF FARAH(professeur L.I.C)	Président	
2.	MOHAMED AHMED ISMAIL		Secrétaire
3.	ALI GUEDA ALI		Assesseur
4.	AHMED HAMADOU AHMED		Assesseur

Bureau de vote n°75

(Ecole ARHIBA)

1.	AHMED MOHAMED MOUSSA(professeur L.I.C)	Président	
2.	FATOUMA DAOUD ALWAN		Secrétaire
3.	ALI MOHAMED DIMBIO		Assesseur
4.	MOHAMED MOUSSA GUADITO		Assesseur

Bureau de vote n°76

(Ecole AL HOURIYA)

1.	HAROUN ALI HAROUN(dir Ecole)	Président	
2.	ALI MOHAMED DINI		Secrétaire
3.	ALI CHEHEM BOREH		Assesseur
4.	DAOUD MOHAMED AHMED		Assesseur

Bureau de vote n°77

(Ecole AL HOURIYA)

1.	GOULED DOUALEH KHAIREH(professeur L.I.C)	Président	
2.	YASSIN ALWAN ISSE		Secrétaire
3.	DAOUD HASSAN OBAKAR		Assesseur
4.	KAMIL MOHAMED YOBOKI		Assesseur

Bureau de vote n°78

(Ecole AL HOURIYA)

1.	DOUGSIEH AOULED DOUGSIEH(professeur L.I.C)	Président	
2.	ADEN MOHAMED AHMED		Secrétaire
3.	ALI MOHAMED AHMMED		Assesseur
4.	HASSAN MOHAMED SOULEIMAN	Assesseur	

Bureau de vote n° 79

(Ecole AL HOURIYA)

1.	AMIR MOHAMED OSMAN (professeur L.I.C)	Président	
2.	KASSIM ALI HASSAN		Secrétaire
3.	MOHAMED ALI MOHAMED		Assesseur
4.	MOHAMED AHMED OUTO		Assesseur

Bureau de vote n°80

(Ecole AL HOURIYA)

1.	ABDI HASSAN AHMED (professeur L.I.C)	Président	
2.	HOUSSEIN IDRIS CHEIC		Secrétaire
3.	HASSANGUEDA ALI		Assesseur
4.	MOUSSA MOHAMED BOUA		Assesseur

Bureau de vote n°81

(Ecole AL HOURIYA)

1.	MOHAMED TAHA MOHAMED (professeur L.I.C)	Président	
2.	AHMED ALI OSMAN		Secrétaire
3.	ALI MOHAMED IBRAHIM		Assesseur
4.	KAMIL MOHAMED YOUSOUF		Assesseur

Bureau de vote n°82

(Ecole AL HOURIYA)

1. YASSER ALI ABDOU (professeur L.I.C)
2. ABDOULKADER CHEHEM MOHAMED
3. DINI HOUMED MOHAMED
4. ALI MOHAMED ELABE

Président
Secrétaire
Asseseur
Asseseur

Bureau de vote n°83

(Ecole de STADE)

1. MOUSSA HADJI DJAMA (dir. Ecole)
2. MALYOUN HASSAN ADEN
3. DARAR BOUH ABDALLAH
4. HOUSSEIN ADEN AMAREH

Président
Secrétaire
Asseseur
Asseseur

Bureau de vote n°84

(Ecole de STADE)

1. ISMAIL ADEN HASSAN (instituteur)
2. YACIN ELMI FARAH
3. HASSAN ARREYEH BARKADLEH
4. ROBLEH OSMAN OKIEH

Président
Secrétaire
Asseseur
Asseseur

Bureau de vote n°85

(Ecole de STADE)

1. OMAR BOUH GUADID (instituteur)
2. YAHYAH HOUSSEIN DAOUD
3. MOHAMED BADOUL ALI
4. MAHAMOUD BOULALEH SULDAN

Président
Secrétaire
Asseseur
Asseseur

Bureau de vote n°86

(Ecole de STADE)

1. MOHAMED AHMED HOUSSEIN (instituteur)
2. HOUFAN ALI HERSI
3. ALI SAID DJARAB
4. DAHER SAID EGUEH

Président
Secrétaire
Asseseur
Asseseur

Bureau de vote n°87

(Ecole de Quartier 7 bis)

1. MOHAMED ABDI OMAR (dir Ecole)
2. ARID AHMED MOHAMED
3. DIRIEH IGUEH ASSOWEH
4. ABDILLAHI HOUCHE BOUH

Président
Secrétaire
Asseseur
Asseseur

Bureau de vote n°88

(Ecole de Quartier 7 bis)

1. MAHAMOUD AHMED BODEH (EDD)
2. MOHAMED YAHYA ABDI
3. ADEN AKLI GOULED
4. NOUH IBRAHIM OMAR

Président
Secrétaire
Asseseur
Asseseur

Bureau de vote n°89

(Ecole de Quartier 7 bis)

1. ABDI DJAMA IGUEH (professeur L.I.C)
2. AHMED HOUSSEIN MOHAMED
3. HOUSSEIN IBRAHIM CHEICK
4. IBRAHIM HASSAN DARAR

Président
Secrétaire
Asseseur
Asseseur

Bureau de vote n°90

(Ecole de Quartier 7 bis)

1. ELMI YOUSOUF WAIS (professeur L.I.C)
2. WAHIB DJAMA ASSOWEH
3. OMAR GADIDLEH DIRIEH
4. YONIS HABANEH

Président
Secrétaire
Asseseur
Asseseur

Bureau de vote n°91

(Ecole de Quartier 7 bis)

1. MOHAMED ABDI WEIRAH (professeur L.I.C)	Président	
2. SOUAD AHMED MOHAMED		Secrétaire
3. ELEYEH HOCHÉ BOUH		Assesseur
4. DJAMA WALIEH		Assesseur

Bureau de vote n°92
(Ecole de Quartier 7 bis)

1. MAHAMOUD HOUSSEIN MOHAMED (professeur L.I.C)	Président	
2. MIRAN SAID ISMAIL		Secrétaire
3. SAMIREH SOUGUEH WABERI		Assesseur
4. NOUR HOUFFANEH		Assesseur

Bureau de vote n°93
(Ecole de Quartier 7 bis)

1. ALI-KADER SAID GUEDI (instituteur)	Président	
2. RODA DAHER ALI		Secrétaire
3. HASSAN OMAR IYEH		Assesseur
4. ABDI FARAH KHAIREH		Assesseur

Bureau de vote n°94
(Ecole quartier 7 bis)

MOHAMED KOWRAH (Professeur au ces boulaos)	Président	
SOUGUEH AHMED		Secrétaire
ABDOURAHMAN MOHAMED MIYIR		Assesseur
HAMOUD ADENEH		Assesseur

Bureau de vote n°95
(Ecole quartier 7 bis)

FARID FOUAD (Professeur au ces boulaos)	PRESIDENT	
KADIDJA GASS		Secrétaire
HADLIEH MAHMOUD		Assesseur
OSMAN ROBLEH CHIRDON		Assesseur

Les Présidents Suppléants :

1. ABDOULCHAKOUR MOHAMED ALI	professeur au CES de Boulaos
2. MOHAMED NOUR RAYALEH	professeur au CES de Boulaos
3. SOUGUEH AHMED	professeur au CES de Boulaos
4. FARID FOUAD	professeur au CES de Boulaos
5. KADIDJA GAAS	professeur au CES de Boulaos
6. MOHAMED KOWRAH	professeur au CES de Boulaos
7. ABDI HASSAN	professeur au CES de Boulaos

3eme ARRONDISSEMENT

Bureau de vote n°96

(Ecole AMBOULI I-3)

MOUSSA KHAIREH SOUBAGLEH (professeur L.E)	Président
ARID AHMED MAHAMED	Secrétaire
ISMAEL WABERI	Assesseur
ALI IYEH BARREH	Assesseur

Bureau de vote n°97

(Ecole AMBOULI I-4)

SANIA OTHMAN ALI (professeur L.E)	Président
DAHABO AHMED WABERI	Secrétaire
OUSLEYEH WAIS ALI	Assesseur
ALI ABDI ISMAEL	Assesseur

Bureau de vote n°98

(Ecole AMBOULI II-1)

KADIRA ALI SAID (Dir. Ecole)	Président
ABDOURAHMAN DOUALEH WARSAMA	Secrétaire
AHMED NASSER ALI	Assesseurs
ABDO SAID MOHAMED	Assesseurs

Bureau de vote n°99

(Ecole AMBOULI II-2)

HAMAD ALI SAID (Instituteur)	Président

IDRISS HASSAN MOHAMED

PRESIDENTS ET SECRETAIRES REMPLACANTS

- ABDILLAH GUIRREH RAYALEH Président
- KADRA WAIS FARAH Secrétaire
- AREYTE OMAR ADEN Président
- NOUR ISMAEL HARED Secrétaire

ASSESEURS REMPLACANTS

- ABDILLAH DJAMA WABERI ASSESSEUR REMPLACANT
- ABDI SAID HASSAN ASSESSEUR REMPLACANT
- KAMIL MOHAMED KAMIL ASSESSEUR REMPLACANT
- FOZI TABIT ASSESSEUR REMPLACANT
- SAIDA MOHAMED YAHYA ASSESSEUR REMPLACANT
- ABDOURAHMAN ALI BOUH ASSESSEUR REMPLACANT
- FARAH GUELLEH WADOOR ASSESSEUR REMPLACANT
- MOUSSA MOHAMED ALIASSESSEUR REMPLACANT
- NASER HAMADOU NASER ASSESSEUR REMPLACANT

4^{ème} ARRONDISSEMENT

Bureau de vote n° 109
(Ecole Balbala 1-1)

Président: MOUSTAPHA ISSACK RIRACHE (professeur L.Balbala)
Secrétaire: BADRI HALANE HOUSSEIN
Assesneur: ISMAIL ADAR FARID
Assesneur: ATTEYEH OSMAN

Bureau de vote N° 110
(Ecole Balbala 1-2)

Président : CHIRDON KHAIREH CHIRDON (professeur L.Balbala)
Secrétaire : NIMA MOUMIN RAYALEH
Assesneurs : HASSAN HOUMED ABOUBAKER
Assesneurs : MOHAMED YOUSOUF MOHAMED

Bureau de vote n° 111
(Ecole Balbala 1-3)

Président : SOULEIMAN MAHAMOUD OMAR (professeur L.Balbala)
Secrétaire : SAADA GAMIL ABDALLAH
Assesneur : AHMED AFFASSEH YABEH
Assesneur : HASSAN YOUSOUF MOHAMED

Bureau de vote n° 112
(Ecole Balbala 1-4)

Président : ISMAIL ABDOULKADER SAID (professeur L.Balbala)
Secrétaire : ISSA ALI MOHAMED
Assesneur : FARAH DIRIEH EGUEH
Assesneur : ADEN WABERI GUELLEH

Bureau de vote n° 113
(Ecole de Balbala II-1)

Président : ELMI FOURRE IBRAHIM (professeur L.Balbala)
Secrétaire : WAIS HASSAN SOUGAL
Assesneur : HASSAN KAYAD RAYALEH
Assesneur : OSMAN OKIEH BOUH

Bureau de vote n° 114
(Ecole Balbala II-2)

Président : GAMAL ISMAIL ABDOU (professeur L.Balbala)
Secrétaire : SAID GOUDAL SAID
Assesneur : SOULEIMAN WAIS IYEH
Assesneur : ADEN HASSAN ABOUBAKER

Bureau de vote n° 115
(Ecole de Balbala II-3)

Président : GUEDI GUIRREH GADID (professeur L.Balbala)
Secrétaire : MOHAMED IBRAHIM ROBLEH
Assesseur : ISMAIL ASSOWEH
Assesseur : ADEN AHMED MOHAMED

Bureau de vote n° 116
(Ecole de balbala II-4)

Président : GUEDI HASSAN ELMI (professeur L.Balbala)
Secrétaire : MOHAMED SEIKO HAMADOU
Assesseur : SAHAL IBRAHIM CHIRDON
Assesseur : SALEH RAYALEH BILAL

Bureau de vote n° 117
(Ecole de balbala III-1)

Président : HASSAN MAHAMOUD IBRAHIM (professeur L.Balbala)
Secrétaire : AHMED MOUSSA YABEH
Assesseur : SAID HACHIN
Assesseur : ABDILLHI AYEYH

Bureau de vote n° 118
(Ecole de Balbala III-2)

Président : ISMAIL AHMED WABERI (professeur L.Balbala)
Secrétaire : HASSAN ADEN DJAMA
Assesseurs : MARIAM OMAR ISSACK
Assesseurs : ABDILLAHI OMAR ATTEYEHI

Bureau de vote N° 119
(Ecole de Balbala III-3)

Président : MOHAMOUD BOGOREH ABDILLAHI (professeur L.Balbala)
Secrétaire : ADEN ISMAIL ADEN
Assesseurs : SOULEIMAN BARKAD DIRIEH
Assesseurs : HOUSSEIN AOULED CHIREHI

Bureau de vote n° 120
(Ecole de Balbala III-4)

Président : ABDI ABDILLAHI OBSIEH (Adm. MENSUP)
Secrétaire : AHMED ISSA SAID
Assesseur : ALI HOCH
Assesseur : DJAMA ALI

Bureau de vote n° 121
(Ecole de Balbala VII-1)

Président : MOUKTAR AHMED AWAD (professeur L.Balbala)
Secrétaire : IDRIS AHMED DARAR
Assesseur : MOHAMOUD ABDI
Assesseur : ABDI HASSAN SED

Bureau de vote n° 122
(Ecole de Balbala VII-2)

Président : MOUSTAPHA MAHAMOUD DJAMA (professeur L.Balbala)
Secrétaire : NIMANE MOUHOU MED GUEDI
Assesseur : ROBLEH OMAR FARAH
Assesseur : ILTIREH DJAMA OMAR

Bureau de vote n° 123
(Ecole de Balbala VII-3)

Président : OMAR ALI FARAH (professeur L.Balbala)
Secrétaire : ROBLEH HOUSSEIN ROBLEH
Assesseurs : ABDI AHMED MEIDANEH
Assesseurs : IDLEH IGUEH

Bureau de vote n° 124
(Ecole de Balbala VII-4)

Président : ZAKI ABDALLAH IBRAHIM (professeur L.Balbala)
Secrétaire : SADIK IBRAHIM HOUMED
Assesseur : IGAL AHMED ALLALEH

ABDOURAHMAN ISMAEL GUELLEH (ex-BDD) Président
KADIR BARKAD OMAR Secrétaire
OMAR ABDI GUELLEH Assesseur
KAWRAH FOD MOUSSA Assesseur

Bureau de vote n°135
(CES FUKUSAWA I-3)

SAID OMAR CHIRWA (directeur d'école) Président
MOUNA ABDOU SAID Secrétaire
MOHAMED DJAMA OUREH Assesseur
AREF AHMED MOHAMED Assesseur

Bureau de vote n°136
(CES FUKUSAWA I-4)

AHMED SAAD SOULDAN (O.P.S) President
ADEN OMAR GUEDI Secrétaire
OMAR ALI HERSI Assesseur
DAHER AMAREH BOGOREH Assesseur

Bureau de vote n°137
(CES FUKUSAWA I-5)

ABDILLAH GUEDI ILTIREH (directeur des finances) Président
BADRIA HASSAN AHMED Secrétaire
ADEN YONIS IBRAHIM Assesseur
MOHAMED AHMED OMAR Assesseur

Bureau de vote n°138
(CES FUKUSAWA I-6)

MOHAMED AHMED CHEIK (Adjoint TPN) President
IBRAHIM OSMAN ROBLEH Secrétaire
RABILEH WARSAMA BARKADLEH Assesseur
ELMI GUELLEH BOURALEH Assesseur

Bureau de vote n°139
(Ecole BARWAQO I-1)

IDRISS ABSIEH HASSAN (Agent Comptable PUD) Président
FATOUA OMAR ROBLEH Secrétaire
DAHER DJAMA BILAL Assesseur
ALI HADI ODOWA Assesseur

Bureau de vote n°140
(Ecole BARWAQO I-2)

YOUSOUF MERANEH OBSIEH (Caissier Djib.-Tecom) President
HOUSSEIN YOUSOUF ABANEH Secrétaire
HASSAN BILEH RAYALEH Assesseur
DJIMALEH OMAR FAHIYEH Assesseur

Bureau de vote n°141
(Ecole BARWAQO I-3)

ABOUBAKER DAHER ADEN (Assist. S.G. mensup) Président
DJAMA ELMI SAAD Secrétaire
NOUR HASSAN GOD Assesseur
AHMED NOUR ROBLEH Assesseur

Bureau de vote n°142
(Ecole BARWAQO I-4)

ABDOURAHMAN T.X. (E.I.C MENESUP) Président
AHMED DJAMA ARREYEH Secrétaire
DJAMA MOHAMED ISMAEL Assesseur
YOUSOUF AWALEH MAH Assesseur

Bureau de vote n°143
(Ecole BARWAQO I-5)

MAHDI DABAR ABSIEH (Finance extérieur) Président
IRZACK TAHA MOHAMED Secrétaire

FARAH ABDALLAH BOUH Assesseur
HASSAN DJAMA ROBLEH Assesseur

Bureau de vote n°144
(Ecole BARWAQO I-6)

OSMAN HOUSSEIN CHIRDON
MOUNA AHMED ILTIREH
MAHFOUD IBRAHIM ALLALEH
OUSMAN HOUSSEIN GUEDI Assesseur

Président
Secrétaire
Assesseur

Bureau de vote n°145
(Ecole BARWAQO I-7)

- AHMED DOUALEH WAIS
- HODAN ISSA ISMAEL
- ARREH DOUKSIEH DOUALEH
- HOUSSEIN MOHAMED HASSAN

President
Secrétaire
Assesseur
Assesseur

Bureau de vote n° 146
(Ecole Tour-Ousbo I-1)

- YOUSOUF IBRAHIM GUEDI
- RODA MAHAMOUD ISSA
- WAIS BOURALEH DOUKOUREH
- MOUMIN FOURREH DOUBAD

President
Secrétaire
Assesseur
Assesseur

Bureau de vote n° 147
(Ecole Tour-Ousbo I-2)

- ALI OMAR MERANEH
- IDRIS RAGUEH ALI
- MOHAMED HAID MOUSSA
- MOHAMED ABDI ATTEYEH

President
Secrétaire
Assesseur
Assesseur

Bureau de vote n° 148
(Ecole Tour-Ousbo I-3)

- DEKA DAHER IBRAHIM
- MOHAMED DAHER YOUSOUF
- IBRAHIM OMAR MOHAMED
- IDRIS HASSAN MOHAMED

President
Secrétaire
Assesseur
Assesseur

Bureau de vote n°149
(Ecole Doraleh)

ABDOULKADER IMAN ADEN (Directeur d'école)
DJIMALEH HASSAN BOGOREH
SALEH AHMED HOUFFANEH
YONIS ROBLEH BOURALEH

Président
Secrétaire
Assesseur
Assesseur

DISTRICT D'OBOCK

Bureau de vote n° 1 ECOLE ROBLE BOULALEH

AMIN CHAMSAN SALEH
AIDA MOHAMED CHEHEM
MOHAMED FARADA MOHAMED
AHMED OMAR ALI

Président
Secrétaire
Assesseur sans profession
Assesseur Menuisier

2^{ème} Adjoint
Employé de bureau

Bureau de vote n° 2 C.E.S D'OBOCK

OUSMAN ADOYTA YOUSOUF
HOUMED DINI CHEIK
YOUSOUF BARAO MOHAMED
MOHAMED KAMIL MOHAMED

PRESIDENT
SECRETARE
ASSESEUR
ASSESEUR

Chef de bureau
Directeur de l'école
RETRAITE
Agent EDD

Bureau de vote n° 3 MAISON DES JEUNES

MOHAMED DIMBIOPRESIDENT RESPONSABLE (DE L'EDD à Obock)
MOHAMED ABDALLAH MED
HOUMED BILIL MOHAMED
MOLA BOURHAN MOHAMED

SECRETARE
ASSESEUR
ASSESEUR

(Aide/Comptable du District)
Okal Général
Employé au District

Bureau de vote n°4 ASSASSAN

MOHAMED ALI KAMIL PRESIDENT adjoint d'arrondissement
ABDO MOHAMED ABDO SECRETAIRE INSTITUTEUR
ALI BATIO MOHAMED ASSESSEUR OKAL GENERAL
HASSAN MEIKE BANAITOU ASSESSEUR OKAL
Bureau de vote n° 5. OROBOR

HOUMED MOHAMED HOUMED (DIT LAE) PRESIDENT INFIRMIER
ABDALLAH MOHAMED YOUSOUF SECRETAIRE EMPLOYE DU BUREAU
KASSIM MOHAMED BOURHAN ASSESSEUR OKAL GENERAL
ABDALLAH ADOITA MOURHA ASSESSEUR NOTABLE

Bureau de vote n° 6 MEDEHO

ALI HOUMED ASSO PRESIDENT Agent ONED DJIBOUTI
IBRAHIM CHEIKO HASSAN SECRETAIRE – Instituteur école Médeho
AMBASSA ABDALLAH HOUMED ASSESSEUR OKAL GENERAL
MOHAMED ALI HAROUN ASSESSEUR SANS PROFESSION

Bureau de vote n° 7 WADDI

HOUSSEIN AHMED MOKBEL PRESIDENT (sous directeur)
ALI HASSAN HOUMED SECRETAIRE Agent D'encadrement
ALI MOHAMED HASSAN ASSESSEUR OKAL GENERAL
ALI HANIFA BILILIS ASSESSEUR NOTABLE

Bureau de vote n° 8 ADO-DABA

ALI MOHAMED ALI (dit ounda ALI) PRESIDENT Responsable hôpital Peltier
HOUSSEIN OMAR DATO SECRETAIRE Instituteur école d'Obock
HASSAN HOUMED HAMADOU ASSESSEUR NOTABLE
MOHAMED ALI OMAR ASSESSEUR NOTABLE

Bureau de vote n° 9 LAHASSA

ALI MOHAMED ALI PRESIDENT
ALI MOHAMED ALI SECRETAIRE Sans profession
MOHAMED ALI MOHAMED ASSESSEUR OKAL GENERAL
MOHAMED ALI MOHAMED ASSESSEUR NOTABLE

Bureau de vote n° 10 KHOR-ANGAR

MOHAMED ABDO MOHAMED PRESIDENT Instituteur
HOUMED MOHAMED AHMED SECRETAIRE Instituteur
ISSA YOUSOUF MOHAMED ASSESSEUR CHEF DU VILLAGE DE ANGAR
KASSIM MOHAMED IBRAHIM ASSESSEUR NOTABLE

Bureau de vote n° 11 MOULHOULE

HOUMED DAOUD MOHAMED PRESIDENT Conseiller technique
HASSAN MOHAMED AHMED SECRETAIRE instituteur
IBRAHIM MOHAMED OMAR ASSESSEUR NOTABLE
OMAR MOHAMED ALIASSESSEUR Employé du District

Bureau de vote n° 12 ANDOLI

TAHER MOHAMED TAHER PRESIDENT Employé au phare de Ras-bir
MOHAMED HASSAN HOUMED SECRETAIRE agent comptable oned
AHMED MOHAMED ABDALLAH ASSESSEUR NOTABLE
AHMED HOUMED SOULEIMAN ASSESSEUR Retraité

Bureau de vote n° 13 ALAILI-DADA

AHMED HOUMED HAMADOU PRESIDENT instituteur
AHMED ALI ANGADO SECRETAIRE employé de bureau
OMAR HASSAN AHMED ASSESSEUR Notable
ALI ANGADO HASSAN ASSESSEUR Chef du village

Bureau de vote n° 14 DADDATO

ALI MOHAMED YOUSOUF PRESIDENT instituteur
MOHAMED ALI HASSAN SECRETAIRE instituteur Allaili-dada
ALI ADEN MOHAMED ASSESSEUR OKAL GENERAL
AHMED ISSE MOHAMED ASSESSEUR Notable

Bureau de vote n° 15 ADGUENO

MOHAMED ISSE BOURHAN	PRESIDENT	Fonctionnaire Obock
SALAH MOHAMED ABDO	SECRETAIRE	Animateur CDC
HAMADOU ASHAB MOHAMED	ASSESEUR	Notable
MOHAMED GABER HAGAYO	ASSESEUR	Notable

Bureau de vote n° 16 OULMA

AHMED MOHAMED ALI	PRESIDENT	Fonctionnaire MHUATE
MOHAMED OMAR DATO	SECRETAIRE	Employé du District
AHMED MOHAMED ISSA	ASSESEUR	Notable
MOHAMED DAOUD MOHAMED	ASSESEUR	Notable

LISTE DES PRESIDENTS SUPPLEANTS

AHMED HOUMED AHMED (dit Silvestre)	Retraité,
HOUMED SAÏD MOHAMED	Employé,
OMAR MOHAMED AMAN	Chef de travaux,

LISTE DES SECRETAIRES SUPPLEANTS

KAMIL DINI CHEIK	Infirmier CMHO,
OUDOUM KAMIL ABAKARI?	Infirmier CMHO,
HOUSSEIN ALI MOHAMED,	Dir. Ecole d'Obock,

LISTE DES ASSESSEURS SUPPLEANTS

HOUMED MOHAMED ALI,	Notable
DAOUD ABDO DAOUD,	Notable
OMAR BOURHAN OMAR,	Notable
ALI MOHAMED YOUSSEUF,	Notable
ABAKAR AHMED OUDOUM,	Notable
MOHAMED BOURHAN HASSAN,	Employé du bureau

District de Tadjourah

Bureau de vote n° 1 . BUREAU DU DISTRICT

ABDOULKADER MOHAMED HARIRO, Notable	PRESIDENT
HOUMED MOHAMED SULTAN, Employé de l'hôpital	SECRETAIRE
HASSAN AHMEDINE, Notable	ASSESEUR
MOHAMED HOUMED DIMBIO	ASSESEUR

Bureau de vote n° 2. CHARIA DE TADJOURAH

ALI BARKAT SIRADJ, Fonctionnaire à la communication	PRESIDENT
NASRO BATIO MOHAMED	SECRETAIRE
HABIB DINI FARAH, Commerçant	ASSESEUR
BOURHAN ALWAN DAOUD, Notable	ASSESEUR

Bureau de vote n° 3 . CES DE TADJOURAH

MOHAMED HOUMED AHMED dit Martin	PRESIDENT
MOUSSA MOHAMED ALI , Conseillers pédagogique	SECRETAIRE
ABDOULKADER MOHAMED HELEM, agent du district	ASSESEUR
HELEM AHMED HELEM, agent du district	ASSESEUR

Bureau de vote n° 4 . BUREAU DE T.P

ABDALLAH BOURHAN, sous directeur régional (minist/agriculture)	PRESIDENT
ALI MOHAMED ABOUBAKER, agent du district	SECRETAIRE
MOHAMED KAMIL OTBAN, okal général Himisso	ASSESEUR
MOHAMED KAMIL HOUMED, agent du district	ASSESEUR

Bureau de vote n°5 . ECOLE DE TADJOURAH

DJILANI HASSAN WATTA, conseiller pédagogique	PRESIDENT
FATOUA ABADER,	SECRETAIRE
CHEIK HASSAN MOHAMED, okal Tadjourah	ASSESEUR
MOHAMED HAMID HASSAN, notable	ASSESEUR

Bureau de vote n° 6 . ECOLE DE RIPTA

ALI MOUTOUNA, infirmier du dispensaire de Tadj	PRESIDENT
YOUSSEUF MOHAMED HOUMED, instituteur	SECRETAIRE
CHEHEM HASSAN OMAR, okal région Mabla	ASSESEUR
MOHAMED KAMIL AHMED, okal région mabla	ASSESEUR

Bureau de vote n° 7 . GARBANABA

DINI ABDALLAH , directeur environnement
MOHAMED ALI OMAR, conseiller de l'éducation
MOUSSA HASSAN MOUSSA, notable
MOHAMED AHMED, notable

PRESIDENT
SECRETAIRE
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 8 . ECOLE DE KALAF

MOHAMED HASSAN HOUMED, conseiller technique (M.S.P) PRESIDENT
HOUMED-GABA HOUSSEIN OSMAN, instituteur
HASSAN WATTA HASSAN, okal général région kalaf
ALI KAMIL MOHAMED, Ancien policier

SECRETAIRE
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 9 . ECOLE DE SAGALOU

ABAYAZID HOUMED ALI, palais du peuple
HAMADOU NOURO
HASSAN ALI HASSAN, okal région sagalou
MOHAMED ALI HOUMED, notable

PRESIDENT
SECRETAIRE
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 10 . WEA

KASSIM CHEHEM ABDALLAH, notable / sagalou
ADEN MOHAMED AHMED, instituteur
ABDOULKADER MOUSSA CHEHEM, notable
ALI MOUSSA OUDOUM, notable

PRESIDENT
SECRETAIRE
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 11 . IDEYTA

MOUSSA MOHAMED ABDALLAH, chef de secteur élevage
ALI AHMED ABAIDEH, instituteur
HAMADOU MOHAMED HAMADOU, notable
MOHAMED SAID YOUSSEF, agent du district

PRESIDENT
SECRETAIRE
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 12 . ECOLE D'ARDO

DJILANI CHEHEM MOHAMED, agent de la contribution
IDRISS IBRAHIM MOHAMED, instituteur
AHMED DAOUD CHEHEM, okal région Ardo
AHMED OMAR DAOUD, chef de village d'Ardo

PRESIDENT
SECRETAIRE
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 13 . CENTRE DE RANDA

HOUSSEIN AHMED HOUSSEIN, chef du village Randa
HAMADOU AHMED ALI agent du district
HASSAN ALI ARAS okal région Randa
ALI DOUBA ARAMIS, okal région Randa

PRESIDENT
SECRETAIRE
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 14 . ECOLE DE RANDA

ALI MOHAMED ALI, technicien au FSD
HOUSSEIN MOHAMED ALI, instituteur
MOHAMED IBRAHIM MOHAMED, notable
ALI HAGAYTA ISSA, notable

PRESIDENT
SECRETAIRE
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 15. ECOLE DE DAY

ALI MOHAMED HOUMED, infirmier dispensaire Tadjourah
ABDALLAH AHMED HASSAN, directeur de l'école
ABDALLAH ALI MOHAMED, notable
ALI HASSAN AHMED, okal

PRESIDENT
SECRETAIRE
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 16 . BOLI

KAMIL MOHAMED ALI, dit Boli agent du port
MOHAMED ALI HAMADOU, instituteur
MOHAMED ALI GARAD, okal région boli
ORBISSO GADITO HASSAN, okal région Boli

PRESIDENT
SECRETAIRE
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 17 . FORAGE ADOYLA

MOHAMED ALI MOHAMED, gestionnaire de Peltier
ALI SALEH MOHAMED, instituteur
MOHAMED KASSIM, notable
HOUMED MOHAMED HOUMED, okal

PRESIDENT
SECRETAIRE
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 18 . ECOLE D'ADAYLOU

ABDOULWAHAB ALI HOUMED (Dr. Ecole Adaylou)
HOUSSEIN MOHAMED GADITO, retraité ancien santé
AHMED MEKO, okal région Adaylou
MOHAMED ADEN Notable

PRESIDENT
SECRETARE
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 19 . DAFEINAYTOU

MOHAMED DIMBIO ALI, agent de l'ONED
AHMED DAOUD KAMIL, directeur de l'école
ALI HAMADOU ALI, notable
AHMED DIMBIO MOHAMED, notable

PRESIDENT
SECRETARE
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 20 . ECOLE DE GUIRORI

DAOUD MOHAMED AHMED
YACOUB YOUSOUF MOHAMED, instituteur
MOHAMED IWAD HASSAN, okal région guirori
HAMID ALI HASSAN, notable

PRESIDENT
SECRETARE
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 21 . ECOLE D'ASSA-GUEYLA

NOUHO MOHAMED DAOUD, agent EDD
AMINA ALI DABALEH, directrice de l'école
ALI HASSAN ALI, okal région Assa-guayla
NOUHO ADEN MOHAMED, chef de village Assa-guayla

PRESIDENT
SECRETARE
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 22 . ECOLE DE DORRA

MOHAMED ABDALLAH MAHAMALEH
ABADER ABDOULKADER MOHAMED, directeur de l'école
IDRISS ALI YOUSOUF, chef de village Dorra
DAOUD MOHAMED YOUSOUF, okal région Dorra

PRESIDENT
SECRETARE
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 23 . ECOLE DE MOUDDO

YOUSOUF MIRGAN, chef de service ONED
HOUMED MOHAMED HASSAN, agent du district
ISSE AHMED BILHA, okal région Mouddo
HAROUN BILHA MOUSSA, okal région Mouddo

PRESIDENT
SECRETARE
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 24 . BOUYA

HAMAD YOUSOUF MOHAMED, instituteur
SECRETARE
MOHAMED TAYIB HOUSSEIN MOHAMED, okal
AHMED MOHAMED ABOUBAKER, notable

PRESIDENT ABDALLAH IDRISS ALI, infirmier
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 25 . MOUNKOUR

ALI IBRAHIM MOHAMED , agent génie rural
ALI HAROUN BILHA , infirmier
ADEN SAID DAGUE, okal région Dabrima
MOHAMED KAKO MOHAMED, okal région Mounkour

PRESIDENT
SECRETARE
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 26 . BALHO

MOHAMED HAMADOU HOUMED, instituteur
IBRAHIM ALI MOHAMED, notable
YOUSOUF ALI GALMA, okal général Balho
ISSE HOUSSEIN ALI, okal région Hagandeh

PRESIDENT
SECRETARE
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 27 . ASSAL

MOHAMED HAGAYO MOHAMED, instituteur
ALI CHEHEM ALI, instituteur
MOHAMED GUELLEH ABOUBAKER, notable
BARKAT MOHAMED BARKAT, notable

PRESIDENT
SECRETARE
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 28 . DAFFO

HOUMED-GABA BARKAT SIRADJ association pêcheur
HOUMED AHMED BOURHAN agent du district
IBRAHIM OTBAN notable
HAROUN DAOUD MOHAMED notable

PRESIDENT
SECRETARE
ASSESEUR
ASSESEUR

Bureau de vote n° 29 OTTOY

ABDALLAH YOUSOUF MOHAMED
ABDO HAMADOU SAID
ISSE SAID ISSE

PRESIDENT
SECRETARE
Assesneur

HASSAN MOHAMED HAMADOU Assesseur

Bureau de vote n° 30 DAYMOLI

ALI IDRRIS ALI Président
YOUSOUF MOHAMED HASSAN Secrétaire
KAMIL AHMED HASSAN Assesseur
MOHAMED ALI Assesseur

Bureau de vote n° 31 MADGOUL

ABDO MIRGAN BARKAT Président
HAROUN ABDO Secrétaire
HAROUN BILLAH MOUSSA Assesseur
ALI HOUMED ALI Assesseur

Bureau de vote n° 32 HAGANDE

ALI HOUMED ALI Président
ALI AHMADINE MOHAMED Secrétaire
MOHAMED ALI Assesseur
ALI ABDALLAH Assesseur

Bureau de vote n° 33 GALAHTO

IBRAHIM ALI MOHAMED Président
MOHAMED ALI KAMIL Secrétaire
IBRAHIM AHMED KAMIL Assesseur
MOHAMED YOUSOUF IBRAHIM Assesseur

Bureau de vote n° 34 GARENLEH

ABDOULKADER BOURHAN ALWAN Président
HAMADOU ABDALLAH HASSAN Secrétaire
ABDOULKADER ALI HOUMED Assesseur
ALI YOUSOUF MOHAMED Assesseur

Bureau de vote n° 35 AMAYLAF

MOHAMED ISSA HAGAYTA Président
MOHAMED ALI ARAS Secrétaire
MOHAMED ALI ADBARA Assesseur
ADBARA ARAMIS ADBARA Assesseur

SUPPLEANTS DES PRESIDENTS DES BUREAUX DE VOTE.

1- ABDALLAH LOÏTA HASSAN Service d'Etat civil
2- MOHAMED IBRAHIM AFADA
3- ALI MOHAMED DINI association
4- ABDOULKADER ADLAO principale

SUPPLEANTS SECRETAIRES DES BUREAUX DE VOTE

5- ABDOULKADER DILLEYTA infirmier major
6- IDRIS AMBASSA MOHAMED entrepreneur
7- BOURHAN MOHAMED ALI commerçant
8- MOHAMED BILIL chef de subdivision nord de TP

SUPPLEANTS LES ASSESSEURS DES BUREAUX DE VOTE

1. MOHAMED HOUMED IBRAHIM, Okal Appointé
2. HASSAN HALOYTA MOHAMED, chef de village Adjoint
3. CHEHEM SOUMBOUROU IBIRO, Chef du village Kalaf
4. HOUMED OUDOUM HOUMED, Okal Appointé,
5. IWAD MOHAMED SAÏD, Okal Appointé,
6. BARAGOYTA HOUSSEIN BARAGOYTA, Okal Appointé,
7. DABALEH GARAD DABALEH, Okal Appointé,
8. ABDALLAH DABALEH MOHAMED, Akal Appointé

DISTRICT D'ALI-SABIEH

LISTE DES MEMBRES DE BUREAUX DE VOTE ET LEURS EMBLEMES

N° 1 Ecole primaire d'Ali-Sabieh 1

Président : DAOUD ABDILLAH WAISS Principal – adjoint C.E.M.
Secrétaire : SOUAD KASSIM MOHAMED Professeur C.E.M.
Assesseeurs : OSMAN DOUALEH KAHIN Notable d'Ali-Sabieh
HASSAN IBRAHIM RAYALE Notable d'Ali-Sabieh

N° 2 Ecole primaire d'Ali-Sabieh 2

Président : HAMOUD DOUBED WAISS Directeur usine II-Janio
Secrétaire : RODA ELMI BODEH Professeur Math CEM
Assesseeurs : DAHER MOUSSA IYEH Notable d'Ali-Sabieh
Assesseeurs : ISMAIL OMAR ARREH Notable d'Ali-Sabieh

N° 3 C.E.M. d'Ali-Sabieh

Président : ABDOUL-AZIZ DAOUD Professeur Math CEM
Secrétaire : FARHAN HASSAN IBRAHIM Instituteur ALS 2
Assesseeurs : HASSAN OKIEH YABEH Notable d'Ali-Sabieh
MOUSSA ROBLEH AWALE Notable d'Ali-Sabieh

N° 4 Siège du Conseil Régional

Président : ABDILLAH OMAR IBRAHIM Inspecteur primaire
Secrétaire : HOUSSEIN AHMED CHEIK Instituteur ALS 2
Assesseeurs : ALI HOUSSEIN FOD Notable d'Ali-Sabieh
Assesseeurs : ELMI DARAR GUEDID Notable d'Ali-Sabieh

N° 5 Maison des Jeunes

Président : IDRIS YOUSSEF YASSIN Professeur MSP (LEP)
Secrétaire : ALI ASSOWEH RIRACHE Instituteur ALS 1
Assesseeurs : ALI RAYALEH MAH Notable d'Ali-Sabieh
Assesseeurs : DJAMA ALI ISMAIL Notable d'Ali-Sabieh

N° 6 Ecole primaire d'Ali-Sabieh 3

Président : MAHDI GOUMANEH DARAR Responsable ONED
Secrétaire : SOULEIMAN ALI AFFASSEH Instituteur ALS 3
Assesseeurs : ROBLEH WAISS ED-ED Notable d'Ali-Sabieh
KHAIREH CHIREH ROBLE Notable d'Ali-Sabieh

N° 7 Gare de Guellileh

Président : MOUSSA WABERI AOULED Instituteur ALS 2
Secrétaire : YAHYEH ARDEH ASSOWEH Bibliothécaire CEM
Assesseeurs : DAHER SIKIEH DIRIEH Notable d'Ali-Sabieh
HASSAN DJILAL HOCH Notable d'Ali-Sabieh

N° 8 Ecole primaire de Dasbyo

Président : ISMAIL BOUH GUEDID Conseiller EPS (primaire)
Secrétaire : MOUSSA LADIEH ISMAIL Instituteur DASBYO
Assesseeurs : MOHAMED AHMED BAHDON Notable de DASBYO
MOHAMED IDLEH ILTIREH Notable de DASBYO

N° 9 DOUDOUB-ALLALEH

Président : MOUSTAPHA OSMAN DIRANEH (Directeur de l'école Ali-Sabieh)
Secrétaire : HOUSSEIN AHMED ROBLEH Instituteur ALS 2
Assesseeurs : ELMI SAAD ALI Notable Doudoub-allaleh
OSMAN DIRANEH KAYAD Notable doudoub-allaleh

N° 10 Plateau de DIKRI

Président : MOHAMED ARREH OMAR Instituteur ALS 3
Secrétaire : HAMID KHAIREH DARAR Instituteur ALS 3
Assesseeurs : BEGANEH ASSOWEH Notable Holl-Holl
MAHDI MIGUIL EGUEH Notable Dasbyo

N° 11 Ecole primaire Holl-Holl

Président : DJAMA SAID HARED Professeur Français CEM
Secrétaire : ABDOULKADER MAHAMOUD I. Employé au District
Assesseeurs : MOUSSA ELMI HINDI Notable Holl-Holl
SALAH DJIBRIL Notable Holl-Holl

ELMI AHMED ASSOWEH
 MOUSSA BOULHAN GUELLEH
 SAIDAHAR ARREYEH
 ROBLEH DIRIR GUEDI
 AHMED ELMI

DISTRICT DE DIKHIL

BUREAU DE VOTE N°1, Ecole 1
SAYID ABDO

	BDI MOHAMED DAHER BDO WITTI MOUSSA ELMI AHMED HARBI MOHAMEDMOUSSA HOUMED	RESIDENT SECRETARE MEMBRE MEMBRE	professeur surveillant khal chef de village (Dik
	<u>BUREAU DE VOTE n°2, Ecole 1 SAYID ABDO</u> BDALLAHI HASSAN KALILEH HASSAN OSMAN DARAR ADIEH WAIS ROBLEH WITTI MOUSSA WITTI	RESIDENT SECRETARE MEMBRE MEMBRE	professeur
	<u>BUREAU DE VOTE n°3 Ecole 1 SAYID ABDO</u> MOHAMED ALI MOHAMED BDI IDRIS ISMAEL MAR WALIEH MEIRANEH WITTI MOUSSA MOHAMED	RESIDENT SECRETARE MEMBRE MEMBRE	recteur de l'école
	<u>BUREAU DE VOTE n°4 Ecole 2 Sultan HASSAN OKO</u> WARSAMA OMAR WARSAMA AD OSMAN DARAR WEDI FARAH KAYAD BDILLAHI SAID DAUD	RESIDENT SECRETARE MEMBRE MEMBRE	recteur de l'école
	<u>BUREAU DE VOTE n°5 Ecole 2 Sultan HASSAN OKO</u> BDILLAHI HASSAN ABDILLAHI IDRIS ALI RAYALEH WACIN ABDILLAHI ARREH MAR OSMAN ALLALEH	RESIDENT SECRETARE MEMBRE MEMBRE	professeur
	<u>BUREAU DE VOTE n° 6 C.E.S</u> BDOURAHMAN YONIS ARREH WEDEN MOHAMED ROUFA BDILLAHI AHMED KAYAD WOBARACK ABDILLAHI	RESIDENT SECRETARE MEMBRE MEMBRE	Principal Adjoint
	<u>BUREAU DE VOTE N°7, Ecole 3 DJAMA ELABE</u> MOHAMED ADEN DJAMA BDALLAH ALI BORITO BDALLAH BORITO ABDALLAH WABRAH KAYAD FARAH	RESIDENT SECRETARE MEMBRE MEMBRE	professeur
	<u>BUREAU DE VOTE n°8, Ecole 3 DJAMA ELABE</u>		

		BDOURAHMAN OMAR BENJIR DUSOUF MOUSSA MED AID AHMED ABDO ARAH ADOU FARAH	RESIDENT ECRETAIRE SSESSEUR SSESSEUR	griculture
		<u>BUREAU DE VOTE n°9 MOULOUD</u> MOHAMED SOUGUEH BARREH ARAH DOUALEH LADIEH DJAMA MAIN WAIS MAR GUELLEH WAIS	RESIDENT ECRETAIRAASSESE R SSESSEUR	recteur de l'école
		<u>BUREAU DE VOTE n°10, BONDARA</u> MED DJAMA DARAR HMED BOULALEH BARREH DUSSEIN AHMED SAID DOUH BOGORREH HASSAN	RESIDENT ECRETAIRE SSESSEUR SSESSEUR	nseignant
		<u>BUREAU DE VOTE n°11, ABAITOU</u> AAMA HAMADOU HOUMED AMAD MOUSSA MOHAMED LI MOHAMED GUELLEH LI OBAKAR HASSAN	RESIDENT ECRETAIRE SSESSEUR SSESSEUR	nseignant (Sayid Abdo)
		<u>BUREAU DE VOTE n°12, GALAMO</u> AMADOU OUDOUM HAMADOU MED SAID ALI DOUMED GADITTO ABDALLAH REYTA ADAHIS AREYTA	RESIDENT ECRETAIRE SSESSEUR SSESSEUR	nseignant (Sayid Abdo)
		<u>BUREAU DE VOTE n°13, KONTALI</u> MOHAMED HOUSSEIN AHMED AHDI ABDILLAH DJAMA DOUMED IDRIS MOHAMED DOUMED HASSAN YACOUB	RESIDENT ECRETAIRE SSESSEUR SSESSEUR	recteur de l'école
		<u>BUREAU DE VOTE n°14, AS-EYLA (1)</u> MOBLEH MOUSSA ISMAÏL LI SALEM ALI MAEL LOITA ALI HASSAN ELEYEH LADIEH	RESIDENT ECRETAIRE SSESSEUR SSESSEUR	recteur de l'école
		<u>BUREAU DE VOTE n°15, AS-EYLA (2)</u> MED ABDOULKADER HASSAN AMAD MOUSSA HAMED RAHIM GONA IBRAHIM HASSIM MOHAMED	RESIDENT ECRETAIRE SSESSEUR SSESSEUR	nseignant (Dikhil)

	<u>BUREAU DE VOTE n°16, DAGADLEH</u> HOUMED IBRAHIM IDRISS HOUSSA HOUMED OUGREH YACOUB AHMED FARAH ANFAREH MOUSSA	RESIDENT SECRETARE PRESSEUR PRESSEUR	employé des TP Dikhil
	<u>BUREAU DE VOTE n°17, GARAITOU-BONTA</u> MOHAMED HOUMED MED RAHIM MED HELEM MED MOUSSA DAITA RAHIM MED AHMED	RESIDENT SECRETARE PRESSEUR PRESSEUR	employé des TP Dikhil
	<u>BUREAU DE VOTE n°18, KOUTA-BOUYA</u> MOHAMED HELEM MOHAMED MOHAMED ALI ADOU BASS MED HASSAN DEN OBAKAR NORI	RESIDENT SECRETARE PRESSEUR PRESSEUR	recteur de l'école
	<u>BUREAU DE VOTE n°19, ALAILOU</u> ABDALLAH MOUSSA MED ABIB YOUSOUF MED ALI KAMIL OBAKAR BATEH WAIS	RESIDENT SECRETARE PRESSEUR	firmier à Dikhil
	<u>BUREAU DE VOTE n°20, BAKERI</u> ALI WALAO YACOUB AHDI HASSAN ILTIREH MOUSSEIN OMAR FOUREH MOHAMED IDRISS HASSAN	RESIDENT SECRETARE PRESSEUR PRESSEUR	vétérinaire à As-Eyla
	<u>BUREAU DE VOTE n°21, GARSALA-DABA</u> HOUMED OMAR MOUSSA RIF MED BILILIS MAR IBRAHIM GONALEH MED HASSAN SAID	RESIDENT SECRETARE PRESSEUR PRESSEUR	enseignant (Kontali)
	<u>BUREAU DE VOTE n°22, SANKAL</u> HOUSSA ALI MOHAMED MOUSSOUF GUEDI RAYALEH MOHAMOUD ROBLEH WAIS ALI HASSAN HAD	RESIDENT SECRETARE PRESSEUR PRESSEUR	chef de l'ONED Dikhil
	<u>BUREAU DE VOTE n°23, GOURABOUS</u> MED AHMED IBRAHIM MED ALI MOUSSA ALI MED ALI ALI MOUSSA HAMED	RESIDENT SECRETARE PRESSEUR PRESSEUR	recteur de l'école
	<u>BUREAU DE VOTE n°24, YOBOKI I</u> RAHIM GOURO ABDALLAH HOUSSA HAMAD GONA MOURAT ADOU HAMADOU MOHAMED MOUSSA ROYTA	RESIDENT SECRETARE PRESSEUR PRESSEUR	recteur de l'école
	<u>BUREAU DE VOTE n°25, YOBOKI II</u>		

	HOUMED ALI BASSOMA HOUSSA MOHAMED HASSAN BDOULKADER OUDOUM HAMADOU MOHAMED IDRIS MOHAMED	PRESIDENT SECRETARE SSESSEUR SSESSEUR	animateur CDC Dikhil
	<u>BUREAU DE VOTE n°26, TEWAO</u> RAHIM ABDALLAH OUDOUN HOUSSA HASSANLEH ALI MED ADOU MED BDOULKADER HASSANLEH ALI	RESIDENT SECRETARE SSESSEUR SSESSEUR	firmier-chef Dikhil
	<u>BUREAU DE VOTE n°27, HANLE II</u> DOU MED ADOU MED ALI BARKAT ACOUB MIRGAN ALI MED ALI BARKAD	RESIDENT SECRETARE SSESSEUR SSESSEUR	employé
	<u>BUREAU DE VOTE n°28, HARROUGO</u> BOUBAKER HOUMED ALI ALI MOHAMED HAMED DOU HOUMED MOHAMED ALI ARAMIS MOHAMED	RESIDENT SECRETARE SSESSEUR SSESSEUR	employé PA de Yoboki
	<u>BUREAU DE VOTE n°29, ABAA</u> GOURO ABDALLAH GOURO BDI MOUMIN ALI LOCK AREIKALA MED AMADOU ADOU HAMADOU	RESIDENT SECRETARE SSESSEUR SSESSEUR	
	<u>BUREAU DE VOTE n°30, OURGUINI</u> HOUSSA MOHAMED HASSAN ALI AHMED BOHODO ALOYTA DOUROUY ALOYTA ALI HASSANA	RESIDENT SECRETARE SSESSEUR SSESSEUR	Inspection de Dikhil
	<u>BUREAU DE VOTE n°31, DAGUIROU</u> DOUSSOUF MOHAMED AHMED ABDALLAH ROBLEH DAHER DUBACK HAMADOU MED AMAD MOUSSA HAMAD	RESIDENT SECRETARE SSESSEUR SSESSEUR	employé MJSC
	<u>BUREAU DE VOTE n°32, GALAFI</u> AMAD ADEN MED ROBLEH OBOKAR BASSOMA FASSO MED AFASSO AMAD AFASSO MED	RESIDENT SECRETARE SSESSEUR SSESSEUR	employé MJSC
	<u>BUREAU DE VOTE n°33, GAGGADE</u> BAKAR BARKAD FARADA HASSAN FARAH MED HOUDOUS ALI MOUSSA DOUSSOUF GOHAR	RESIDENT SECRETARE SSESSEUR SSESSEUR	employé District Dikhil
	<u>BUREAU DE VOTE n°34, DAOUDAOUYA</u>		

	LI HOUMED MED LI MOUSSA HOUMED LI ABDALLAH KAMIS BOKAR HANFAREH	RESIDENT ECRETAIRE SSESSEUR SSESSEUR	recteur de l'école
	<u>BUREAU DE VOTE n°35, ALLOULI</u> AMADOU HOUMED IDRIS HEIKO MED SANALASSE LI IBRAHIM MOUSSA AMADOU RAGUEH	RESIDENT ECRETAIRE SSESSEUR SSESSEUR	nseignant(Djama Elabe)
	<u>BUREAU DE VOTE n°36, GUIDOLI / AHAILE</u> LI MOHAMED ALI LI HAMAD ALI LI ADROUH LI HASSANLEH	RESIDENT ECRETAIRE SSESSEUR SSESSEUR	nseignant (Sayid Abdo)

BUREAU DE VOTE n°37, MOULOU

OUMAR LADIYEH ISMAÏL Président
 SOULEIMAN IDRIS AMOUD Secrétaire
 ABDALLAH DARAR BOUH Assesneur
 MOHAMOUD TOUKALEH Assesneur

I. PRESIDENTS SUPPLEANTS:

- AHMED YACIN ABDILLAHI,	Inspection Primaire de Dikhil
- AWALE ALI RAYALE	Payeur du Trésor à Dikhil
- OMAR LADIEH ISMAIL	Inspection Primaire de Dikhil
- ABDILLAHI ROBLEH DARAR	Inspection Primaire de Dikhil
- IDRIS AHMED HOUSSEIN	Inspection Primaire de Dikhil
- ABDILLAHI MOHAMOUD SAID	Professeur du C.E.S
- ABDOULKADER DOUALEH SOUGUEH	Professeur du C.E.S
- ABDOURAH MAN HASSAN OTBAN	Professeur du C.E.S
- ELMI MOHAMOUD ILTIREH	Professeur du C.E.S
- IDRIS FARAH KAYAD	Directeur de l'école Dikhil 3
- HOUSSEIN ADEN TANI	Professeur du C.E.S
- HOUSSEIN OMAR DJAMA	Professeur du C.E.S
- AHMED ALI OTBAN	Professeur du C.E.S
- AHMED DARAR MIGUIL	Professeur du C.E.S
- AHMED GUESSOD FARAH	Professeur du C.E.S

II. SECRETAIRES SUPPLEANTS :

- ALI ABDALLAH HOUSSEIN	Employé du District
- FOUAD ABOKAR MOHAMED	Employé du District
- YOUSOUF ALI MOHAMED	Enseignant Dikhil 1
- MOUSTAPHA MOHAMED BOUH	Enseignant
- MOHAMED MOHAMOUD DIRANEH	Enseignant Dikhil 2
- SOULEIMAN IDRIS AMOUD	Enseignant Dikhil 2
- MAHDI OMAR DJAMA	Enseignant Dikhil 1
- DOUALEH HASSAN AHMED	Enseignant Dikhil 1
- MOHAMED ELMI	Enseignant Dikhil 1
- MOUSTAPHA MOHAMED NAGUEYEH	Enseignant Dikhil 3

LES ASSESSEURS SUPPLEANTS

ABDI RAGUEH SAHAL
 ELMI DEMBILE GUELLEH
 IBRAHIM MOUSSA MOHAMED
 ALI MOUSSA HOUMED
 ALI ASSO NINA

HOUSSEIN ABASS HOUMED
MOHMOUD YOUSOUF GUEDI
MIGAN MOUSSA
HASSAN AHMED ROBLEH
FOURREH ROBLEH

DISTRICT D'ARTA

- Bureau de vote n° 1 – Ecole Primaire Arta (I)

Président : M. AHMED ABCHIR AWALEH, Directeur de l'Ecole d'Arta
Secrétaire : M. ADEN ALI, Technicien aux Domaines
Asseseurs : M. OMAR ADEN, Okal
M. ABDI DJAMA AFI, Okal

- Bureau de vote n° 2 : Ecole Primaire Arta (II)

Président : M. ABDILLAHI SAID GUEDI, Principal du CES d'Arta
Secrétaire : Mme RODA DARAR DIRIR, S. G. Association des Femmes d'Arta
Asseseurs : M. AWALEH HOUFFANEH, Chef de village d'Arta
M. KAIREH WAIS IDIN, Okal

- Bureau de vote n° 3 : Ecole Primaire Arta (III)

Président : M. DJAMA DABAR HOUFFANEH, Cadre au P.I. de Djibouti
Secrétaire : M. ABDOURAHMAN DJAMA, Propriétaire d'un studio Photo Arta
Asseseurs : M. DARAR DIRIR GUESSOD, Notable
M. ALI ABDI AHMED, Notable.

- Bureau de vote n° 4 : Ecole Primaire Arta (IV)

Président : M. HASSAN MOHAMED GUEDA, ex-Gérant EHA
Secrétaire : M. HAMAD ISMAIL HASSAN
Asseseurs : M. ABDI ELM ILTIREH, Okal
M. AHMED FARAH ROBLEH, Okal

- Bureau de vote n° 5 : Ecole Primaire Wéa (I)

Président : M. ABDILLAHI MIGUIL BOUH, Directeur d'Ecole
Secrétaire : M. MOHAMED WAIS AJAB,
Asseseurs : M. ALI OMAR, Okal
M. OMAR ALI IYEH, Notable

- Bureau de vote n° 6 : Ecole Primaire Wéa (II)

Président : M. ELEYEH MOUSSA ABSIE, EDD
Secrétaire : Mme OUMALKHAIR IBRAHIM HOUSSEIN, E. à l'Ecole de Wéa
Asseseurs : M. OMAR ABDILLAHI, Notable
M. DJAMA KAYAD, Notable

- Bureau de vote n° 7 : Ecole Primaire Wéa (III)

Président : M. MOHAMED ADEN ABDILLAHI, Enseignant à l'Ecole de Wéa
Secrétaire : M. MOHAMED OMAR DARAR
Asseseurs : M. ABDILLAHI WAIS AJAB, Chef de Village de Wéa
M. DARAR DIRIR, Notable

- Bureau de vote n° 8 : Ecole Primaire du PK.20

Président : M. MOHAMED MOUSSA DIRIR, Chef d'Entreprise Techno-onfort,
Secrétaire : M. HASSAN ROBLEH MIGUIL,
Asseseurs : M. ALI MIGUIL WAIS, Commerçant PK.30
M. DJAMA DIRIR, Notable PK.30

- Bureau de vote n° 9 : Ecole Primaire Damerjog (I)

Président : M. OSMAN ROBLEH WAIS, Directeur d'Ecole
Secrétaire : M. DOUALEH FOURREH MOUSSA, Enseignant
Asseseurs : M. IDRIS FARAH DIRANEH, Chef de Quartier
M. MAHAMOUD HOUDON MEAD, Okal Général

- Bureau de vote n° 10 : Ecole Primaire Damerjog (II)

Président : M. BARKADLEH YOUSOUF DIRIR, TP
Secrétaire : M. ABOUBAKER ADEN YABANE, Enseignant
Asseseurs : M. MAHDI HASSAN AHMED, Chef de Quartier

- M. APTIDON GOMBOR MIGUIL, Okal
- Bureau de vote n° 11 : Ecole Primaire Damerjog (III)
-
- Président : M. NOUH ALI WAIS, Chef de Secteur Agricole
 Secrétaire : M. AHMED ALI HADI, Infirmier-Major Dispensaire
 Assesseurs : M. MOHAMED ELMI ABDALLAH, Okal
 M. DJAMA SAID GUEDI, Notable
- Bureau de vote n° 12 : Ecole Primaire Doua (I)
-
- Président : M. MOHAMED GUIRREH ATTEYEH, Directeur d'Ecole
 Secrétaire : M. HASSAN ALI BORREH, Djibouti-Telecom
 Assesseurs : M. ALI WABERI ASSOWEH, Chef de Village G.Doua
 M. ALI GUELDON BOUH, Chef de Village P.Doua
- Bureau de vote n° 13 : Ecole Primaire Doua (II)
-
- Président : M. IDRIS AHMED KHAIREH, Port
 Secrétaire : Mme ZEINAB AOULED WARSAMA, Enseignante
 Assesseurs : M. ILTIREH FARAH DABAR, Chef de village Nagad
 M. DJAMA BOUH ADEN, Notable
- Bureau de vote n° 14 : Ecole Primaire Chebelley
-
- Président : M. ABDOURAHMAN ADEN ELEYEH, Directeur d'Ecole
 Secrétaire : M. MAHDI ABDI IBRAHIM, CDE
 Assesseurs : M. MOHAMED ROBLEH DIRIREH, Chef de village
 M. MAHAMOUD HASSAN HIJAB, Okal
- Bureau de vote n° 15 : Forage de Bouleh
-
- Président : M. MOUSTAPHA WABERI GUELLEH,
 Secrétaire : M. ADEN KAMIL ABSIEH
 Assesseurs : M. ALI AINAN ROBLEH, Notable
 M. HASSAN YONIS, Notable
- Bureau de vote n° 16 : Ecole Primaire du PK.50
-
- Président : M. AHMED FARAH GUELLEH, Directeur d'Ecole du PK.50
 Secrétaire : M. OMAR FARAH, Gestionnaire du CES d'Arta
 Assesseurs : M. DIRIR EGUEH, Notable
 M. ABDILLAH DARAR GUELLEH, Notable
- Bureau de vote n° 17 : Forage du Petit Bara
-
- Président : M. IDRIS OMAR ADEN, Professeur
 Secrétaire : M. YACIN HOUSSEIN FARAH,
 Assesseurs : M. ABDI MIGUIL OKIE, Okal
 M. DABAR HOUFFANEH ASSOWEH, Sage
- Bureau de vote n° 18 : Kharta
-
- Président : M. SAID OUDOUM MOHAMED
 Secrétaire : M. HAMAD ISMAEL HASSAN, Animateur, CDC Arta
 Assesseurs : M. ABDALLAH HAMADOU, Okal Général
 M. HAMADOU MOHAMED ALI, Cadi de Kharta
- Bureau de vote n° 19 : Puit Ali Ouney
 Président : MADAR MOUSSA KAYEH
 Secrétaire : NOUR ISMAIL HARED
 Assesseurs : OSMAN AHMED ADEN
 DJAMA GUEDI SAID

Présidents Suppléants :

- 1) M. FARAH ALI AINAN, Secrétaire Général – Ministère de l'Energie
- 2) M. ABDILLAH GUEDI ILTIREH, Directeur des Finances
- 3) M. OSMAN MIGUIL WAIS, Conseiller Technique du Ministre de l'Education Nationale
- 4) M. ABDI DIRIR GUIRREH, Chef du Service du Premier Degré, Education Nationale
- 5) M. MOUSSA DJAMA KAYAD, Ingénieur, Ministère de l'Habitat et de l'Environnement
- 6) Mme SOUAD SOULEIMAN HASSAN, Ingénieur, Service du Génie Rural – Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique
- 7) Mme SAIDA WABERI HASSAN, Chef de Service OPS
- 8) Mme MAKO MIGUIL BOULHAN, Enseignante
- 9) M. AHMED HOUSSEIN BOUH, Chef du Projet POP's, Ministère de l'Environnement.
- 10) M. AHMED MOUSSA DABAR, Port
- 11) M. OMAR WABERI M

LES MEMBRES DES BUREAUX DE VOTE A L'ETRANGER

Article 2 :

La CENI jouit d'une autonomie de gestion du budget alloué pour chaque échéance électorale. Les membres de la CENI sont choisis parmi les personnalités reconnues pour leur compétence, leur probité, leur impartialité, leur moralité et leur sens patriotique. La CENI dispose d'un Secrétariat administratif (SA).

Elle élabore et adopte son règlement intérieur et élit son Président et ses vice-présidents en son sein.

Le Président est choisi parmi les membres de la CENI du District de Djibouti et les vice-présidents parmi ceux des districts de l'intérieur.

Chapitre 2 : De la composition : District de Djibouti.

Article 3 :

La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), au niveau du District de Djibouti, est composée de :

* trois (3) membres désignés par le gouvernement ;

* trois (3) membres désignés par le Président de l'Assemblée Nationale en tenant compte de sa configuration politique ;

* trois (3) magistrats du siège ayant au moins six (6) ans d'expérience professionnelle, élus en assemblée générale des magistrats ;

Ne sont pas éligibles les membres de la Cour Suprême et du Conseil Constitutionnel.

* Trois représentants de la société civile.

* Une personne désignée par chaque parti politique régulièrement constitué

Chaque institution choisit ou élit un titulaire et un suppléant jusqu'à concurrence du quota qui lui est affecté.

Article 4 :

Les membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) sont désignés et installés pour chaque élection.

Avant leur prise de fonction, les membres de la CENI sont installés par le Conseil Constitutionnel réuni en audience solennelle. Ils prêtent devant le Conseil Constitutionnel le serment suivant : " Je jure au nom d'ALLAH de bien remplir fidèlement et loyalement, en toute impartialité et équité les fonctions dont je suis investi, de respecter en toutes circonstances les obligations que m'imposent ma fonction, de garder le secret des délibérations auxquelles j'aurais pris part ".

Article 5 :

En cas de violation de leurs obligations, le membre coupable est puni des peines prévues par le code pénal.

Chapitre 3 : De l'incompatibilité.

Article 6 :

Les fonctions des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) sont incompatibles avec celles de membre du gouvernement, de membre de l'Assemblée Nationale ou de membre de Conseil Régional.

Chapitre 4 : De sa représentation.

Article 7 :

La représentation de la Commission Electorale Nationale Indépendante, pour chaque circonscription électorale des quatre Districts de l'intérieur, est composé de la manière suivante :

* deux (2) membres choisis par le gouvernement ;

* deux (2) membres désignés par le Président de l'Assemblée Nationale ;

* deux (2) magistrats élus en assemblée générale des magistrats dans les mêmes conditions que pour la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI).

Ne sont pas éligibles les membres de la Cour Suprême et du Conseil Constitutionnel.

* Deux personnes désignées par la société civile.

* Une personne désignée par chaque parti politique régulièrement constitué.

Chaque institution choisit ou élit un titulaire et un suppléant jusqu'à concurrence du quota qui lui est affecté.

Article 8 :

Au niveau local la CENI élit en son sein ses vice-présidents conformément aux dispositions du règlement intérieur de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI).

Article 9 :

Les membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) ne peuvent être candidats à la fonction électorale concernée.

Article 10 :

Il ne peut être mis fin, avant l'expiration de leur mandat, aux fonctions des membres de la CENI qu'après avis de la commission ou sur leur demande.

Article 11 :

L'empêchement temporaire d'un membre est constaté par la CENI

Si cet empêchement se prolonge au delà de quinze (15) jours, il est mis fin aux fonctions de l'intéressé.

Le suppléant nommé pour remplacer un membre dont le poste est devenu vacant, achève le mandat de celui-ci.

Chapitre 5 : De ses attributions.

Article 12 :

La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) est chargée du contrôle des opérations électorales. Elle a tout pouvoir d'investigation pour assurer la sincérité du vote. Pour ce faire elle :

* Contrôle la gestion du fichier électoral,

* Contrôle l'établissement et la révision des listes électorales,

- * Contrôle l'impression et la distribution des cartes d'électeurs,
- * Veille à la publication des listes électorales.
- * Veille à la publication des membres des bureaux de vote,
- * Veille au contrôle des opérations électorales,
- * Contrôle la mise en place des matériels et des documents électoraux
- * Peut désigner deux membres chargés d'assister à la transmission informatique des résultats effectuée au cabinet du Ministre de l'Intérieur.

Chapitre 6 : De son fonctionnement.

Article 13 :

Quatre vingt dix (90) jours au minimum avant la date du scrutin, les membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) doivent être installés dans leur fonction.

Article 14 :

Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres de la CENI ne doivent solliciter ni recevoir d'instruction ou d'ordre d'aucune autorité publique ou privée.

Article 15 :

La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) dispose pendant le processus électoral d'un Secrétariat Administratif (SA) chargé :

- * De la gestion du processus électoral

Le Secrétariat Administratif (SA) ne peut prendre aucune décision relevant de la compétence de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) ou susceptible d'influencer les élections.

Article 16 :

Le Secrétariat Administratif de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) est composé de six (6) membres:

n Un (1) Secrétaire administratif assisté de cinq (5) adjoints qui ont respectivement les attributions suivantes :

- * logistique et opérations électorales ;
- * communication, relations publiques, gestion des archives ;
- * affaires juridiques ;
- * circonscriptions électorales ;
- * administrations et finances.

Une fois la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) installée conformément à l'article ci-dessus, le Service Administratif (SA) et son personnel sont placés sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI).

Article 17 :

Le Secrétaire Administratif et ses adjoints sont choisis parmi les hauts fonctionnaires de l'Etat, ayant totalisé au moins six (6) ans d'expérience professionnelle.

Avant leur entrée en fonction ils prêtent serment devant la Cour Suprême de la République de Djibouti.

Article 18 :

La CENI ne peut délibérer qu'en présence de la moitié (1/2) de ses membres.

En cas d'absence du Président, il est remplacé par le Vice Président le plus âgé, qui assure l'intérim.

En cas de décès ou de démission d'un membre de la CENI, il est pourvu à son remplacement dans les mêmes formes.

Les décisions de la CENI sont prises à la majorité des membres présents.

En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Article 19 :

Dans le cadre de sa mission, le Président de la CENI, a accès à toutes les sources d'information et aux médias publics. La CENI collabore avec la Commission Nationale de la Communication pendant la campagne électorale.

Article 20 :

La CENI peut s'adjoindre, le jour du scrutin des délégués désignés par son Président qui leur délivre des ordres de mission, reconnus par le Ministère de l'Intérieur, garantissant les droits attachés à leur qualité et définissant les fonctions qui leur ont été confiées. Leurs frais de mission sont à la charge de l'Etat.

Article 21 :

La CENI peut désigner des représentants pour assister aux rencontres entre les partis politiques et l'administration ; elle reçoit et amplie les correspondances entre l'administration et les partis politiques.

Article 22 :

La CENI peut collaborer avec les observateurs internationaux invités par le Gouvernement.

Article 23 :

En cas de décès, de démission ou d'empêchement définitif du Secrétaire Administratif et ou de ses adjoints, il est pourvu à leur remplacement dans les mêmes formes et dans un délai de quinze (15) jours.

Ce délai est ramené à huit (8) jours en période électorale.

Article 24 :

Quinze jours au plus après la proclamation des résultats définitifs de l'élection, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) dépose son rapport général d'activités auprès de toutes les institutions concernées par les élections et cesse ses fonctions.

Chapitre 7 : Indemnités et Frais de Mission.

Article 25 :

Les frais de fonctionnement de la CENI sont à la charge de l'Etat.

Article 26 :

Les membres de la CENI perçoivent durant leur mandat, une indemnité mensuelle dont le montant est fixé comme suit :

100.000 FD pour le Président

75.000 FD pour les vice-présidents

60.000 FD pour les autres membres

Les frais de mission qui leur sont versés correspondent à ceux qui sont en vigueur.

Article 27 :

Le Secrétaire Administratif de la CENI et ses adjoints perçoivent une indemnité mensuelle fixée comme suit :

72.000 pour le Secrétaire

50.000 pour les adjoints

Le taux de leurs frais de mission est équivalent à celui des membres de la CENI.

Chapitre 8 : Dispositions finales.

Article 28 :

Conformément à l'alinéa 2 de l'article 77 de la Constitution, il appartient à tout candidat et à tout parti politique de saisir le juge constitutionnel en cas de contestation sur la validité d'une élection.

Article 29 :

En cas de non-respect des dispositions législatives et réglementaires relatives aux élections par une autorité administrative, par un parti politique ou par un électeur, le Président de la CENI propose à l'autorité compétente, des sanctions administratives contre le fonctionnaire ou l'agent public responsable et saisit, le cas échéant, les juridictions compétentes.

Lorsqu'il s'agit d'infraction à la loi pénale relative aux élections et notamment le chapitre VIII de la loi organique n°1/AN/92 régissant les élections, la CENI est habilitée à saisir le procureur de la République et à soutenir les poursuites.

Article 30 :

Toutes les dispositions contraires au présent décret sont abrogées et notamment les articles 4 ; 5 ; 6 ; 8 et 10 du décret n°93-0023/PRE du 29 mars 1993 fixant les modalités d'établissement des listes électorales ainsi que les conditions de délivrance et de validité des cartes d'électeurs.

Article 31 :

Le présent décret sera enregistré, exécuté partout où besoin sera et publié au Journal Officiel de la République de Djibouti.

Fait à Djibouti, le 30 septembre 2002.

Le Président de la République,

Chef du Gouvernement

ISMAÏL OMAR GUELLEH

ANNEXE n° 15

Décret n°2005-0024/PR/MID du 19 février 2005 portant composition et fonctionnement de la Commission Électorale Nationale Indépendante pour les Élections Présidentielles.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DU GOUVERNEMENT

VU La constitution du 15 septembre 1992 ;

VU La loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 portant règles générales pour les consultations du peuple par référendum ainsi que les élections législatives et présidentielles ;

VU La loi organique n°2/AN/1993/3e L du 07 avril 1993 modifiant certaines dispositions de la loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 ;

VU La loi organique n°4/AN/93/3e L du 07 avril 1993 portant règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil Constitutionnel ;

VU La loi organique n°11/AN/02/4ème L portant modification de l'article 40 de la loi organique n°2/AN/93 du 07 avril 1993 et de l'article 41 de la loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 relative aux élections ;

VU L'erratum du 30 novembre 1998 relatif à l'article 22 de la loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 ;

VU La loi n°1/AN/92/2e L du 15 septembre 1992 relative aux partis politiques en République de Djibouti ;

VU Le décret n°93-0023/PRE du 29 mars 1993 fixant les modalités d'établissement des listes électorales ainsi que les conditions de délivrance et de validité des cartes d'électeurs ;

VU L'arrêté n°2003-0278/PR/MID du 09/04/2003 portant création du district d'Arta ;

VU Le décret n°2001-0053/PRE du 04 mars 2001 portant nomination du Premier Ministre ;

VU Le décret n°2001-0137/PRE du 04 juillet 2001 portant remaniement des membres du Gouvernement et fixant leurs attributions ;

Sur proposition du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du Samedi 19 février 2005.

DECRETE

Chapitre 1 : Dispositions générales.

Article 1er :

La composition et le fonctionnement de la Commission Électorale Nationale Indépendante dénommée en abrégé CENI est régie, pour les Élections Présidentielles, par les dispositions du présent décret. Elle contrôle les opérations électorales.

Elle a une représentation dans chaque circonscription électorale.

Article 2 :

La CENI jouit d'une autonomie de gestion du budget alloué pour chaque échéance électorale. Les membres de la CENI sont choisis parmi les personnalités reconnues pour leur compétence, leur probité, leur impartialité, leur moralité et leur sens patriotique.

La CENI dispose d'un Secrétariat administratif (SA).

Elle élabore et adopte son règlement intérieur et élit son Président et ses vice-présidents en son sein.

Le Président est choisi parmi les membres de la CENI du District de Djibouti et les vice-présidents parmi ceux des districts de l'intérieur.

Chapitre 2 : De la composition : District de Djibouti.

Article 3 :

La Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), au niveau du District de Djibouti, est composée de :

- * Trois (3) membres désignés par le gouvernement ;
- * Trois (3) membres désignés par le Président de l'Assemblée Nationale ;
- * Trois (3) magistrats élus en assemblée générale des magistrats ;
- * Trois représentants de la société civile ;
- * Une personne désignée par chaque parti politique régulièrement constitué ou désignée par le ou les candidats indépendants.

Les candidats indépendants aux élections présidentielles disposent des mêmes droits que les autres candidats dès le dépôt de leurs candidatures.

Chaque institution choisit ou élit un titulaire et un suppléant jusqu'à concurrence du quota qui lui est affecté.

Ne sont pas éligibles les membres de la Cour Suprême et du Conseil Constitutionnel.

Article 4 :

Les membres de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) sont désignés et installés pour chaque élection. Avant leur prise de fonction, les membres de la CENI sont installés par le Conseil Constitutionnel réuni en audience solennelle. Ils prêtent devant le Conseil Constitutionnel le serment suivant : «Je jure au nom d'ALLAH de bien remplir fidèlement et loyalement, en toute impartialité et équité les fonctions dont je suis investi, de respecter en toutes circonstances les obligations que m'imposent ma fonction, de garder le secret des délibérations auxquelles j'aurais pris part».

Article 5 :

En cas de violation de leurs obligations, le membre coupable est puni des peines prévues par le code pénal.

Chapitre 3 : De l'incompatibilité.

Article 6 :

Les fonctions des membres de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) sont incompatibles avec celles de membre du gouvernement, de membre de l'Assemblée Nationale ou de membre de Conseil Régional.

Chapitre 4 : De sa représentation.

Article 7 :

La représentation de la Commission Électorale Nationale Indépendante, pour chaque circonscription électorale des cinq districts de l'intérieur, est composée de la manière suivante :

- * Deux (2) membres choisis par le gouvernement ;
- * Deux (2) membres désignés par le Président de l'Assemblée Nationale ;
- * Deux (2) magistrats élus en assemblée générale des magistrats dans les mêmes conditions que pour la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) ;
- * Deux personnes désignées par la société civile ;
- * Une personne désignée par chaque parti politique régulièrement constitué ou désignée par le ou les candidats indépendants.

Les candidats indépendants aux élections présidentielles disposent des mêmes droits que les autres candidats dès le dépôt de leurs candidatures.

Chaque institution choisit ou élit un titulaire et un suppléant jusqu'à concurrence du quota qui lui est affecté.

Ne sont pas éligibles les membres de la Cour Suprême et du Conseil Constitutionnel.

Article 8 :

Au niveau local la CENI élit en son sein ses vice-présidents conformément aux dispositions du règlement intérieur de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI).

Article 9 :

Les membres de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) ne peuvent être candidats à la fonction électorale concernée.

Article 10 :

Il ne peut être mis fin, avant l'expiration de leur mandat, aux fonctions des membres de la CENI qu'après avis de la commission ou sur leur demande.

Article 11 :

L'empêchement temporaire d'un membre est constaté par la CENI. Si cet empêchement se prolonge au delà de quinze (15) jours, il est mis fin aux fonctions de l'intéressé.

Le suppléant nommé pour remplacer un membre dont le poste est devenu vacant, achève le mandat de celui-ci.

Article 12 : De ses attributions.

La Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) est chargée du contrôle des opérations électorales. Elle a tout pouvoir d'investigation pour assurer la sincérité du vote. Pour ce faire elle:

- * Contrôle la gestion du fichier électoral,
- * Contrôle l'établissement et la révision des listes électorales,
- * Contrôle l'impression et la distribution des cartes d'électeurs,
- * Veille à la publication des listes électorales,
- * Veille à la publication des membres des bureaux de vote,
- * Veille au contrôle des opérations électorales,
- * Contrôle la mise en place des matériels et des documents électoraux,
- * Peut désigner deux membres chargés d'assister à la transmission informatique des résultats effectuée au cabinet du Ministre de l'Intérieur.

Chapitre 6 : De son fonctionnement.

Article 13 :

Les membres de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) doivent être installés dans leur fonction quarante cinq (45) jours avant la date du scrutin.

Article 14 :

Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres de la CENI ne doivent solliciter ni recevoir d'instruction ou d'ordre d'aucune autorité publique ou privée.

Article 15 :

La Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) dispose pendant le processus électoral d'un Secrétariat Administratif (SA) chargé :

- * De la gestion du processus électoral.

Le Secrétariat Administratif (SA) ne peut prendre aucune décision relevant de la compétence de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) ou susceptible d'influencer les élections.

Article 16 :

Le Secrétariat Administratif de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) est composé de sept (7) membres : Un (1) Secrétaire administratif assisté de six (6) adjoints qui ont respectivement les attributions suivantes :

- * logistique et opérations électorales ;
- * communication, relations publiques, gestion des archives ;
- * affaires juridiques ;
- * circonscriptions électorales ;
- * administrations et finances.

Une fois la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) installée conformément à l'article ci-dessus, le Service Administratif (SA) et son personnel sont placés sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Président de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI).

Article 17 :

Le Secrétaire Administratif et ses adjoints sont choisis parmi les hauts fonctionnaires de l'État, ayant totalisé au moins six (6) ans d'expérience professionnelle.

Avant leur entrée en fonction ils prêtent serment devant la Cour Suprême de la République de Djibouti.

Article 18 :

La CENI ne peut délibérer qu'en présence de la moitié (1/2) de ses membres. En cas d'absence du Président, il est remplacé par le Vice Président le plus âgé, qui assure l'intérim.

En cas de décès ou de démission d'un membre de la CENI, il est pourvu à son remplacement dans les mêmes formes.

Les décisions de la CENI sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Article 19 :

Dans le cadre de sa mission, le Président de la CENI, a accès à toutes les sources d'information et aux médias publics. La CENI collabore avec la Commission Nationale de la Communication pendant la campagne électorale.

Article 20 :

La CENI peut s'adjoindre, le jour du scrutin des délégués désignés par son Président qui leur délivre des ordres de mission, reconnus par le Ministère de l'Intérieur, garantissant les droits attachés à leur qualité et définissant les fonctions qui leur ont été confiées. Leurs frais de mission sont à la charge de l'État.

Article 21 :

La CENI peut désigner des représentants pour assister aux rencontres entre les partis politiques et l'administration ; elle reçoit l'ampliation des correspondances entre l'administration et les partis politiques.

Article 22 :

La CENI peut collaborer avec les observateurs internationaux invités par le Gouvernement.

Article 23 :

En cas de décès, de démission ou d'empêchement définitif du Secrétaire Administratif et ou de ses adjoints, il est pourvu à leur remplacement dans les mêmes formes et dans un délai de quinze (15) jours.

Ce délai est ramené à huit (8) jours en période électorale.

Article 24 :

Quinze jours au plus après la proclamation des résultats définitifs de l'élection, la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) dépose son rapport général d'activités auprès de toutes les institutions concernées par les élections et cesse ses fonctions.

Chapitre 7 : Indemnités et Frais de Mission.

Article 25 :

Les frais de fonctionnement de la CENI sont à la charge de l'État.

Article 26 :

Les membres de la CENI perçoivent durant leur mandat, une indemnité mensuelle dont le montant est fixé comme suit :

- 100.000 FD pour le Président ;
- 75.000 FD pour les vice-présidents
- 60.000 FD pour les autres membres

Les frais de mission qui leur sont versés correspondent à ceux qui sont en vigueur.

Article 27 :

Le Secrétaire Administratif de la CENI et ses adjoints perçoivent une indemnité mensuelle fixée comme suit :

- 72.000 pour le Secrétaire ;
- 50.000 pour les adjoints

Le taux de leurs frais de mission est équivalent à celui des membres de la CENI.

Chapitre 8 : Dispositions finales.

Article 28 :

Conformément à l'alinéa 2 de l'article 77 de la Constitution, il appartient à tout candidat et à tout parti politique de saisir le juge constitutionnel en cas de contestation sur la validité d'une élection.

Article 29 :

En cas de non-respect des dispositions législatives et réglementaires relatives aux élections par une autorité administrative, par un parti politique ou par un électeur, le Président de la CENI propose à l'autorité compétente, des sanctions administratives contre le fonctionnaire ou l'agent public responsable et saisit, le cas échéant, les juridictions compétentes.

Lorsqu'il s'agit d'infraction à la loi pénale relative aux élections et notamment le chapitre VIII de la loi organique n°1/AN/92 régissant les élections, la CENI est habilitée à saisir le procureur de la République et à soutenir les poursuites.

Article 30 :

Toutes les dispositions contraires au présent décret sont abrogées et notamment les articles 4 ; 5 ; 6 ; 8 et 10 du décret n°93-0023/PRE du 29 mars 1993 fixant les modalités d'établissement des listes électorales ainsi que les conditions de délivrance et de validité des cartes d'électeurs.

Article 31 :

Le présent décret sera enregistré, exécuté partout où besoin sera et publié au Journal Officiel de la République de Djibouti.

Fait à Djibouti, le 19 février 2005.

Le Président de la République,
chef du Gouvernement
ISMAÏL OMAR GUELLEH

Annexe 16

Commission Electorale Nationale Indépendante
Code de conduite des partis politiques

Sommaire

Chapitre I : Des dispositions générales

Chapitre II: Des partis politiques

Chapitre III : Des partis politiques et candidats

Chapitre IV : Des campagnes électorales

Chapitre V : Du scrutin

Ce code de conduite des partis politiques vise à préserver un climat de sérénité pendant le déroulement de la campagne électorale ainsi que la journée du scrutin.

Afin que ce code contribue largement à la tenue d'une élection crédible et transparente dans le pays, il doit être respecté fidèlement par tous les partis politiques.

A cet effet, les partis politiques légalement enregistrés dans la république de Djibouti, conscients de la nécessité d'adopter un code de conduite qui réglemente leurs activités pendant les élections doivent y adhérer.

Said Mahamoud Abakar

Président de la sous-commission chargée des affaires judiciaires

CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 le présent code de conduite des partis politique de Djibouti, prit en application des dispositions prévues par le règlement intérieur de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENT) en sont article, régis les activités des partis politiques, pendant les élections et la campagne électorale.

Article 2 : Ce code de conduite définis également le droit et les devoirs de tous les partis politiques reconnus, de leur candidat aux élections et de leurs sympathisants.

CHAPITRE II: DES PARTIS POLITIQUES

Article 4 : Les partis politiques s'abstiennent de répondre les opinions ou d'encourager des actions qui d'une manière ou d'une autre, portent atteinte à la souveraineté, l'intégralité ou la sécurité de la république ou au maintien de l'ordre public ou à l'indépendance du pouvoir judiciaire ou défient les forces nationales de police ou les forces armées.

Article 6 : Tous les partis politiques doivent faire preuve de retenue dans leur discours et respecter les opinions d'autrui afin que la campagne électorale ne dégénère pas en un conflit verbal.

Article 7 : Les partis politique évitent de critique les autres, leur dirigeant et candidats sur des questions sans rapport avec leurs activités publiques.

Article 8 : Les critiques et commentaires doivent se limiter aux politiques et programmes des partis.

Article 9 : Les discours et slogans sont emprunts de dignité et fondés sur les principes de moralité et de la décence.

Article 10 : Les partis politiques s'abstiennent de prononcer des discours qui encouragent le sectarisme, la contre verse ou les conflits entre les membres de la communauté nationale.

Article 11 : Tous les partis politiques doivent se lever contre la violence.

Article 12 : Aucun parti ne doit se montrer indulgent envers les actes de violence, de quelque nature qu'il soit, perpétrés pour donner la preuve de la force d'un partis ou de sa suprématie.

Article 13 : Tous les partis politiques doivent co-opérer avec les institutions chargées de l'application de loi.

CHAPITRE III : DES PARTIS POLITIQUES ET CANDIDATS

Article 14 : Les partis politiques et les candidats doivent apporter l'aide et la co-opération nécessaire, sollicitées par les autorités publiques responsables de l'application des lois de la république.

Article 15 : Chacun doit non seulement avoir conscience de ses droits, mais aussi respecter les droits des autres.

Article 16 : Les partis politiques et les candidats doivent coopérer avec le personnel électoral afin que le scrutin se déroule de façon ordonnée et dans la sérénité ; et que les élections puissent exercer en toute liberté leurs droits de vote, sans être soumis à des entraves.

Article 17 : Les partis politiques et les candidats s'interdisent toute activité pouvant être considérée comme «manoeuvre frauduleuse et une infraction aux lois électorales.

Article 18 : Les partis politiques et les candidats ne doivent pas chercher le soutien ou l'assistance d'un fonctionnaire ou d'un responsable de la Commission Electorale Nationale Indépendante en vue de fournir ou d'empêcher l'élection d'un candidat.

Article 19 : Les partis politiques et les candidats ne doivent pas en insister leurs sympathisants à détruire des bulletins de vote ou même une marque officielle sur le bulletin de vote.

Article 20 : Les partis politiques, les candidats, leurs agents ou sympathisants ne doivent pas entraver ou disperser les réunions organisées par des partis rivaux.

Article 21 : Ils ne peuvent pas interrompre les discours ou empêcher les prospectus et des brochures et la pose des placards d'autres partis et candidats, détruire ou détériorer les affiches d'autres partis.

CHAPITRE IV: DES CAMPAGNES ELECTORALES

Article 22 : Les campagnes électorales doivent être organisées de telles sortes que les élections se déroulent dans un climat de paix et de sérénité.

Article 23 : Rien ne doit être fait qui pourrait créer des tensions et perturber la sérénité des élections.

Article 24 : Le climat paisible et serin de l'élection ne doit pas être compromise par la propagande de fausses rumeurs ou pas des actes de conspirations.

Article 25 : Des critiques seront émises pendant la campagne électorale. Les discours et déclaration provocateurs et inconvenant, la dérision, la raillerie et les allusions malveillantes sont à éviter.

Article 26 : Les partis doivent veiller à ce que leurs déclarations ne provoquent pas de tensions inutiles.

Article 27 : Les dirigeants d'opinions et tous les autres participants à la vie politique doivent agir avec la responsabilité et dignité inhérentes à leur situation.

Article 28 : Leurs opinions leurs programmes sont diffusés sans porter atteinte à la liberté des autres acteurs de la vie politique.

Article 29 : Tous les partis Politiques et Candidats jouissent des mêmes possibilités en matière électorale.

Article 30 : Les réunions, marches et autres activités électorales des opposants ne peuvent être entravées.

Article 31 : tout doit être fait pour éviter les appels ou le recours à la violence lors des rassemblements ou des marches politiques ou pendant le scrutin.

Article 32 : il sera fait appel aux forces de l'ordre public, à savoir la police, la gendarmerie et les forces armées de la république, pour empêcher et tenir en échec toute tentative d'infraction électorale.

Article 33 : Le port d'armes dangereuses et meurtrières est interdit lors des rassemblements publics et les règlements officiels en la matière seront rigoureusement respectés.

Article 34 : L'utilisation des pétards et des explosifs dans le cadre des réunions publiques est interdite.

CHAPITRE V: SCRUTIN

Article 35 : Outre les responsables électoraux, seules les électeurs sont autorisés à pénétrer dans les bureaux de vote.

Article 37 : Seuls les agents électoraux restent assis à la place qui leur a été attribuer à l'intérieur du bureau de vote, et s'y acquittent et leurs responsabilités.

Article 38 : Dès que le conseil constitutionnel aura publié le caractère libre et régulier des élections, les partis politiques ou les candidats battus honorablement leur défaite.

Article 39 : Tous les candidats aux élections et les Présidents des Partis Politiques souscriront publiquement au présent Code de Conduite, afin qu'il soit respecté au mieux par les agents et sympathisants des Partis Politiques.

Article 40 : A cette fois, le présent code sera publié par la Commission Electorale Nationale Indépendante.

Chapitre I : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1: le présent règlement intérieur, pris en application des dispositions de la loi n°1 I/AN/02/4èmeL portant modification de l'article 40 de la loi organique n°2/AN/93 du 07 avril 1993 et de l'article 41 la loi organique n°1/AN/92 du 29 octobre 1992 relative aux élections et du décret n°20020198/PR/MTD portant composition et fonctionnement de la commission électorale nationale

indépendante, détermine les règles d'organisation et de la fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENT), les droits et devoirs de ses membres.

Chapitre II: DE L'ORGANISATION

Article 2 : les instances et organes de la CENT sont :

- L'Assemblée plénière ;
- Le Bureau ;
- Les Sous-Commissions

1. De l'Assemblée plénière

L'Assemblée plénière regroupe l'ensemble des membres de la CENI. Elle est l'instance suprême de décision et de contrôle. A ce titre, elle adopte

- le règlement intérieur de la CENI;
- Le programme d'activités de la CENT;
- Le manuel de procédures d'examen des plaintes;

Elle approuve

- Le compte de gestion de la CENT et de ses représentations;
- Les rapports d'étape et le rapport final de la CENT;
- Les propositions soumises par le Bureau et les sous commissions.

Elle élit les membres du bureau de la CENT et peut mettre fin à leur responsabilité en cas de faute grave.

Elle contrôle l'exécution de toutes les activités relevant de sa gestion.

Enfin, elle délibère et statue sur toute question relevant de sa compétence.

2. Du Bureau

Le Bureau est composé comme suit :

- Un président
- Six vice-présidents;
- Un rapporteur général;

Article 3 : Les membres du Bureau sont élus, par consensus, à défaut, par la majorité absolue des membres de la CENI, poste par poste.

Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue au premier tour, il sera organisé un second tour entre les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité de voix entre deux candidats, il sera organisé autant de tours que possible pour les départager.

Article 4 : Le Bureau est chargé de l'administration de la CENI et de l'exécution des décisions de l'Assemblée plénière.

Du Président

Article 5 : Le Bureau de la CENI est dirigé par un président qui représente la CENI dans tous les actes de la vie civile. Le président est porte-parole de la CENI.

Il veille à la fonctionnalité des organes.

Il est le chef de l'administration de la CENI.. A ce titre, il recrute le personnel nécessaire à la CENI. sur proposition du bureau.

Il peut charger tout membre de la CENI. d'une mission spécifique.

Article 6 : Le président est le signataire des décisions et actes engageant la CENI..

Article 7 : Le président est l'ordonnateur du budget de la CENI.. TI transmet les comptes de gestion à la Chambre des comptes et de discipline budgétaire.

Il est destinataire des comptes provenant des représentations.

Article 8 : Le président veille à la sécurité intérieure et extérieure de la CENI. A cet effet, il peut demander l'assistance de 1' Administration.

Article 9 : Le président peut déléguer certaines de ses attributions aux Vice-Président.

Des Vice-présidents

Article 10 : le Vice Président est élu parmi les membres de la CENI..

Il assiste le Président et remplace en cas d'absence ou d'empêchement. Sous l'autorité du Président, il est spécifiquement chargé:

- De la gestion du personnel;
- Du suivi des missions dans les représentations;

- Du suivi de l'approvisionnement en fournitures et matériels de bureau;
- Du suivi des approvisionnements se rapportant à la logistique;
- Du suivi du fonctionnement de la sous commission des affaires administratives;
- Du suivi des activités de formation des agents électoraux.

Les cinq autres vice-présidents sont élus parmi les représentations du District de l'intérieur. Ils assistent le Président et le premier vice-président et les remplacent en cas d'absence ou d'empêchement suivant ordre de préséance.

Du Rapporteur général

Article 11 Le rapporteur général est responsable de l'élaboration de tous les rapports de la CENI. Il est chargé en outre :

- du secrétariat général de la CENT
- du traitement de tous les rapports d'étapes de la CENI provenant des représentations;
- de l'établissement des comptes rendus des réunions de la CENT;
- de la tenue des archives et de la documentation relatives aux élections;
- de l'exploitation des rapports et autres dossiers destinés à la CENT.

3. *Des Sous-Commissions*

Article 12 : Il est créé au sein de la CENI cinq sous-commissions de travail dirigée chacune par un Président assisté d'un Rapporteur:

Il s'agit de

- la Sous-Commission chargée des affaires administratives;
- la Sous-Commission chargée des affaires juridiques;
- la Sous-Commission chargée de la commission et de la campagne électorale;
- la Sous-Commission chargée des opérations électorales;
- la Sous-Commission chargée de la supervision.

Article 13 : La Sous-Commission chargée des affaires administratives

Elle propose les modèles de déclaration de candidature.

Elle est chargée de superviser et de suivre :

- la révision et l'établissement des listes électorales
- la préparation et la gestion du fichier électorale;
- l'impression et la distribution des cartes d'électeur
- la mise en place du matériel et des documents électoraux;
- la formation des agents électoraux (Présidents de bureaux de vote, assesseurs, délégués)

Article 14 : La Sous-Commission chargée des affaires juridiques:

Elle est chargée de

- garantir aux électeurs et aux candidats le libre exercice de leurs droits;
- suivre l'ensemble des contentieux relatifs aux élections;
- initier toutes les propositions qu'il appartiendra en cas de violation de la loi;
- engager toutes procédures administratives et judiciaires qu'il appartiendra contre tous fraudeurs;
- superviser et suivre les opérations de délivrances des procurations de vote;
- veiller à ce que les candidats ou leurs sympathisants respectent la loi;
- élaborer un manuel de procédures d'examen des plaintes.

Article 15 : La Sous-Commission chargée de la communication et de la campagne électorale. Elle est chargée de :

- suivre le comportement des candidats dans les medias;
- suivre les medias publics et privés dans leur conduite;
- veiller à ce que les candidats disposent de panneaux d'affichages;
- sensibiliser les candidats et les électeurs au respect de la loi.

Article 16 : Sous-commission chargée des opérations électorales. Elle est chargée de superviser et de suivre :

- l'impression et la distribution des bulletins de vote;
- la désignation des emplacements des bureaux de vote;
- la nomination des membres des bureaux de vote, des assesseurs et des délégués des partis politique et des candidats;
- l'ouverture et la clôture des bureaux de vote;
- les opérations de vote;
- le décompte des voix et la transmission des résultats;
- la publication des résultats.

Article 17 : La Sous-commission chargée de la supervision:

Elle est chargée de la supervision des activités des représentations de la CENI. Elle organise les missions de supervision et de suivi de la CENI en direction des représentations.

Pour ce faire ses membres se déplacent régulièrement sur le terrain.

Chapitre III : DU FONCTIONNEMENT

Article 18 : Les membres de la CENI se réunissent soit en Assemblée plénière soit en réunion de Bureau ou de Sous Commission;

1 – L'Assemblée plénière

Article 19 : La CENI se réunit en Assemblée plénière ordinaire une fois par semaine. Elle peut tenir une Assemblée extraordinaire sur convocation du Président du tiers de ses membres. Des personnes ressources peuvent être invitées par le Président à participer aux débats.

L'assemblée plénière fait d'un procès-verbal signé par le Président et le secrétaire de séance. La liste des membres présents avec leur signature est jointe au procès-verbal.

Article 20 : Au début de chaque plénière, il est procédé à l'adoption du procès-verbal de la plénière précédente.

Article 21 : L'assemblée délibère quelque soit le nombre des membres présent. Les membres absents peuvent donner procuration. Aucun membre ne peut détenir plus d'une procuration.

Les délibérations et décisions sont prises à la majorité des membres présents par vote au scrutin secret ou à main levée, à défaut de consensus. En cas d'égalité de voix, celle du président de séance est prépondérante.

2 – Les réunions du Bureau et des Sous-Commissions

Article 22 : Le bureau de la CENI se réunit en session ordinaire deux fois par semaine. Des réunions extraordinaires peuvent être convoquées par le Président ou à la demande de la moitié des membres du Bureau.

Article 23 : Les Sous-Commissions se réunissent sur convocation de leur Président respectif ou du Président de la CENI. Leurs rapports ou propositions de décision sont soumis à l'Assemblée plénière par le Président.

En cas d'urgence, le Bureau peut autoriser les Sous-Commissions à exécuter des décisions avec l'obligation d'en rendre compte à l'Assemblée plénière à sa plus prochaine réunion.

Article 24 : Le Bureau ou les Sous-Commissions tiennent un procès-verbal de chaque réunion, procès-verbal qui fait l'objet d'une adoption lors de la réunion suivante.

Les décisions sont prises par consensus ou, à défaut, à la majorité des membres présents. En cas de partage de voix, celle du Président de séance est prépondérante.

Article 25 : Le bureau ou Sous Commission peuvent faire appel à toute personne ressource lors de leurs réunions. Les Sous Commissions peuvent créer des groupes de travail.

3 – Des services administratifs et financiers

Article 26 : La CENI dispose pour son fonctionnement de services administratifs et financiers. Un secrétariat administratif composé d'un secrétaire administratif assisté de cinq adjoints placés sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Président de la CENI.

Ils collaborent respectivement aux sous-commissions suivantes:

- administrations et finances;
- communication et campagne électorale;
- affaires juridiques;
- opérations électorales;
- supervision.

Elle peut faire appel à des personnes ressources pour la bonne exécution de sa mission. Elle peut demander au Gouvernement de l'assister par des consultants ou experts internationaux en cas de besoin.

4 – Des délégués

Article 27 : La CENI peut s'adjoindre, le jour du scrutin, des délégués désignés par décision du Président sur autorisation de l'Assemblée plénière. Ces délégués procèdent à des contrôles inopinés, sur pièce et sur place. Un même délégué peut être habilité à exercer sa mission dans plusieurs bureaux de vote.

Leurs frais de mission sont à la charge de la CENI.

Chapitre IV: DES DISPOSITIONS FINANCIERES.

Article 28 : Les opérations relatives à la gestion financière sont effectuées par le président de la CENI et le membre par lui désigné.

Article 29 : Le président est seul habilité à procéder à l'émission des titres constants les droits et charges de la CENI

Article 30 : Les ressources ordinaires de la CENI sont celles mises à la disposition par l'Etat.

Article 31 Les dépenses de la CENI sont celles se rapportant aux frais

- du personnel ;
- fonctionnement
- des équipements

Le détail et le niveau de ces différentes rubriques sont fixés à travers le budget de la CENI. Le membre désigné par le président en qualité de Questeur est tenu d'élaborer un manuel de procédures comptables.

Article 32 : Les fonds de la CENI sont logés dans les établissements financiers et bancaires et dans les services financiers de l'Etat et sont soumis au contrôle d'audit interne et externe. Une commission de contrôle financier désignée par l'Assemblée plénière a procédé à l'audit interne à la fin des travaux de la CENI. Les fonds non utilisés en fin de mandat sont reversés au Trésor public.

Chapitre V: DES DROITS ET DES DEVOIRS

1 – Des droits

Article 33 : La CENI informe régulièrement l'opinion publique de ses activités en cas de besoin de ses décisions, par la presse ou par toute voie appropriée

Article 34 : Les rencontres peuvent avoir lieu entre la CENI et les partis politiques légalement constitués, l'Administration ainsi qu'avec les candidats, les associations et ONG.

Article 35 : La CENI exerce ses fonctions soit de sa propre initiative soit sur saisine des partis politiques, des candidats, des citoyens ou de l'administration.

La procédure d'examen des plaintes fera l'objet d'un manuel.

Article 36 : La CENI est le garant moral de l'authenticité du scrutin, de la sincérité du vote et de la régularité du processus électoral.

Article 37 : Dans l'exercice de leur fonction, les membres de la CENI ne doivent solliciter ni recevoir d'instruction ou d'ordre d'aucune autorité publique ou privée. Ils agissent en toute indépendance et en toute objectivité.

Article 38 : Les membres de la CENI sont tenus d'observer le devoir d'impartialité entre toutes les parties prenantes aux élections.

Article 39 : les membres de la CENI ont le devoir de garantir aux électeurs et aux candidats le libre exercice de leurs droits.

Article 40 : Les membres de la CENI sont tenus à l'obligation de réserve. Ils ne peuvent participer d'une manière quelconque à une campagne électorale.

Article 41 Les membres de la CENI sont tenus au respect du présent règlement intérieur et au secret des délibérations jusqu'à leur publication par la voie autorisée, même après la cessation de leurs activités au sein de la CENI.

Article 42 : La CENI veille à ce que la Loi électorale soit appliquée aussi bien par les autorités administratives que les partis politiques, les candidats et les électeurs.

Article 43 : En cas de manquement à ses devoirs, tout membre de la CENI peut être traduit devant l'Assemblée Plénière et peut faire l'objet de sanctions disciplinaires.

Chapitre VI: DES SANCTIONS

Article 44 : Les sanctions sont:

- l'avertissement,
- le blâme,
- le retrait des responsabilités.

Article 45 : La sanction est prononcée par l'assemblée plénière régulièrement convoquée à cet effet à la majorité des 2/3 des membres présents de la CENI après audition de l'intéressé.

Une commission ad hoc est constituée chaque fois qu'un cas de manquement aux devoirs est signalé. Elle dépose un rapport soumis au bureau. Elle peut faire des déplacements pour les besoins de ses enquêtes.

Chapitre VII: DES DISPOSITIONS DIVERSES

Article 46 En cas de besoin la CENI crée des commissions ad hoc

Article 47 : La CENI accorde l'agrément aux observations nationales et étrangères.

Article 48 Le présent règlement intérieur peut être amendé ou modifié, en cas de besoin, à la majorité des 2/3 des membres de la CENI.

Fait à Djibouti le Mars 2005

Par l'Assemblée plénière
Le Président

Sommaire :

Chapitre I : Des dispositions générales

Chapitre II : De la saisine de la CENI

Chapitre III : De l'examen des plaintes

Chapitre IV : La décision de la CENI

Chapitre V : Des dispositions diverses

CHAPITRE I: DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : la Commission Electorale Nationale Indépendante (C.E.N.I.) veille au respect de la loi électorale par les autorités Administratives, les parties politiques, les candidats et les Electeurs.

Article 2 : le présent manuel de procédure est élaboré conformément aux dispositions de l'article du Règlement Intérieur de la CENI. Il définit la procédure d'examen des plaintes éventuelles dont elle serait saisie.

CHAPITRE II: DE LA SAISINE DE LA CENI

Article 3 : Toute Autorité Administrative, tout Parti Politique, tout candidat ou tout électeur peut dénoncer à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) tout agissement dont il aurait eu connaissance et qui constituerait à ses yeux une violation de loi électorale.

Article 4 La commission Electorale Nationale Indépendante est saisie par une requête adressée à son président contenant les noms, prénoms et qualité du plaignant, un exposé des faits dénoncés, les dispositions légales qui auraient été violées, le nom, prénom, qualité et adresse de la ou des personnes qui en seraient le ou les auteurs.

La requête doit être écrite et signée par son auteur.

Article 5 : Dès réception de la requête, le président en informe les membres du bureau de la CENI et en confie l'instruction à la sous-commission chargée des Affaires Juridiques.

Cette Sous-Commission désigne un rapporteur parmi ses membres.

CHAPITRE III: DE L'EXAMEN DES PLAINTES:

Article 6 : Le rapporteur entend le plaignant, notifie à la ou aux personnes ou à l'Administration ou au Parti politique incriminé la requête, provoque ses observations, exige la production par les parties de leurs preuves, entend toute personne qui peut l'éclairer et procède à toute vérification nécessaire. Le rapporteur présente à la Sous-Commission dans un délai de trois jours un projet de rapport faisant ressortir les résultats de ses investigations. Ce délai peut-être abrégé en cas d'urgence.

Article 7 : Les partis peuvent se faire représenter par un mandataire muni d'une procuration spéciale ou se faire assister d'un ou de plusieurs conseils de leur choix.

Article 8 : La Sous-Commission chargée des Affaires Juridiques examine le dossier et adopte son rapport. Elle informe le Président de la CENT de la clôture des enquêtes. Ce dernier convoque sans délai l'assemblée plénière pour discuter des conclusions du rapport de la Sous-Commission et prendre une décision.

Article 9 Dans tous les cas à l'expiration du délai imparti à la Sous-Commission chargée des affaires Juridiques l'assemblée Plénière se saisit du dossier.

CHAPITRE IV : DE LA SAISINE DE LA CENI

Article 10 : La décision de la CENT doit préciser s'il y a eu oui ou non une violation de la loi électorale. Si la CENT conclut que les faits dénoncés constituent une violation de la loi électorale, la décision doit indiquer les mesures à prendre pour faire disparaître les conséquences de cet état du fait et le délai dans lequel elles doivent intervenir.

Article 11 L'autorité Administrative, le Parti Politique, le Candidat ou l'Electeur est tenu d'exécuter la décision de la CENT, sous peine de voir cette dernière saisir les juridictions compétentes.

Articles 12 : La décision prise conformément aux disposition de la loi organique numéro 1/AN/92 relative aux élections et l'article 21 du Règlement Intérieur de la CENI

Article 13 : Le président de la CENI doit communiquer la décision à tous les intéressés. Il peut la faire publier

CHAPITRE V: DES DISPOSITIONS DIVERSES

Article 14 : La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) peut à tout moment mettre fin à la procédure dans les cas suivants:

- 1) Si le requérant n'entend plus maintenir sa plainte
- 2) Si la violation a disparu;
- 3) Si la poursuite de l'examen de la requête ne se justifie plus en raison de motif dont l'existence est constatée.

Article 15 : La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) peut reprendre la procédure lorsqu'elle estime que les circonstances l'exigent.

La Sous-Commission chargée des Affaires Juridiques